

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE DANS L'ACTION SOCIALE OPPOSÉE
AU NÉOLIBÉRALISME

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE DE LA
MAITRISE EN TRAVAIL SOCIAL

PAR

KATHERINE RUULT

AVRIL 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

D'abord, de profonds remerciements aux personnes ayant participées, de près ou de loin, à cette recherche. Sans vous, ça n'aurait tout simplement pas été possible.

Un merci incontournable à Louis et Geneviève, qui m'ont accompagné tout au long de ce processus. Je n'aurais pu souhaiter une meilleure direction de recherche.

Merci au Collectif de recherche interdisciplinaire sur la contestation (CRIC) pour avoir cru en mon projet par son soutien financier.

Des remerciements chaleureux à mes parents et à ma famille, pour n'avoir pas toujours compris, mais m'avoir toujours appuyée.

D'autres tout aussi grands aux merveilleuses personnes que ce parcours universitaire m'aura donné la chance de connaître. À vous mes ami.es, pour tout.

Un merci tout spécial pour mon acolyte dans cette grande aventure.

Nab, pour ton courage, ta motivation, ton écoute et ton amitié.

Puis finalement, une énorme reconnaissance à toutes les femmes qui luttent; de celles que j'ai eu la chance d'avoir comme camarades de luttes à celles qui ont lutté avant nous et ont ouvert un univers des possibles. Vous m'avez donné les armes afin de pouvoir lutter à vos côtés et le courage de vouloir changer les choses.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----|
| REMERCIEMENTS | II |
| TABLE DES MATIERES | III |
| RÉSUMÉ..... | VII |
| INTRODUCTION..... | 1 |
| CHAPITRE I PROBLÉMATIQUE | 3 |
| 1.1 Situation politique néolibérale : une lutte des classes sociales | 3 |
| 1.2 L'action sociale comme réponse aux attaques néolibérales..... | 7 |
| 1.3 Les impacts du néolibéralisme sur les femmes | 12 |
| 1.4 L'action sociale féministe | 15 |
| 1.5 Question et objectifs de recherche | 21 |
| CHAPITRE II CADRE THÉORIQUE | 23 |
| 2.1 Consubstantialité des rapports sociaux de sexe et de classe sociale | 23 |
| 2.1.1 Dépasser une vision séparée du capitalisme et du patriarcat | 23 |
| 2.1.2 La coextension et la consubstantialité des rapports sociaux de sexe et de classe | 25 |
| 2.1.3 Rapports sociaux de classe sociale..... | 28 |
| 2.1.4 Rapports sociaux de sexe | 30 |
| 2.2 Les dynamiques organisationnelles..... | 32 |
| 2.2.1 Les pratiques organisationnelles | 33 |
| 2.2.2 Rapport de domination dans la mixité | 35 |
| 2.2.3 Division sexuelle du travail..... | 37 |
| CHAPITRE III MÉTHODOLOGIE | 40 |
| 3.1 Fondements épistémologiques de la recherche | 40 |
| 3.1.1 Recherche féministe | 40 |

| | |
|---|-----------|
| 3.1.2 Recherche qualitative et exploratoire..... | 42 |
| 3.1.3 L'Étude de cas comme méthode de recherche | 42 |
| 3.2 Techniques de collecte de données | 43 |
| 3.2.1 Critères et méthodes d'échantillonnage | 44 |
| 3.2.2 Entretiens semi-dirigés..... | 45 |
| 3.2.3 Observations directes | 47 |
| 3.2.4 Analyse de la documentation grise | 48 |
| 3.3 Traitement des données et analyse | 48 |
| 3.4 Limites et biais de la recherche..... | 50 |
| 3.5 Considérations éthiques | 51 |
| CHAPITRE IV LE FÉMINISME DANS DES ORGANISMES MIXTES PRÔNANT L'ACTION SOCIALE : LE FRAPRU ET L'ASSÉ COMME CAS DE FIGURE | 53 |
| 4.1 Qu'est-ce que le FRAPRU et l'ASSÉ? : Description de leur action sociale contre le néolibéralisme | 53 |
| 4.1.1 Le FRAPRU et l'ASSÉ en opposition au néolibéralisme : principes et finalités..... | 54 |
| 4.1.2 Survol de leurs structures et des stratégies et actions utilisées | 57 |
| 4.2 L'articulation d'une analyse féministe au sein des organisations..... | 59 |
| 4.2.1 Principes et revendications féministes | 59 |
| 4.2.2 Pratiques et actions : application du féminisme dans les structures organisationnelles et dans les dynamiques internes..... | 61 |
| 4.2.3 Comité femmes | 63 |
| 4.3 Différences notables entre les deux organisations | 64 |

| | |
|--|-----|
| CHAPITRE V LES RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE DANS LES DYNAMIQUES INTERNES..... | 66 |
| 5.1 Division sexuelle du travail militant | 66 |
| 5.2 Les rapports de pouvoir et de domination..... | 72 |
| 5.2.1 Les rapports de pouvoirs | 73 |
| 5.2.2 Les rapports de dominations : la domination sexualisée..... | 75 |
| 5.2.3 Les rapports de dominations : la domination discursive | 79 |
| 5.3 Quand les rapports sociaux tronquent le mode de fonctionnement | 82 |
| 5.4 Impacts des rapports sociaux de sexe..... | 86 |
| 5.4.1 Reproduction d'un modèle sexiste androcentré | 87 |
| 5.4.2 Obstacles à la présence de femmes | 89 |
| 5.4.3 Difficulté de passation des savoirs féministes | 90 |
| 5.4.4 Une carrière qui se fait sur le dos des militantes..... | 91 |
| CHAPITRE VI LA LUTTE SERA FÉMINISTE OU NE SERA PAS : APPORTS ET LIMITES ORGANISATIONNELLES DE L'ARTICULATION D'UNE ANALYSE FÉMINISTE | 94 |
| 6.1 Les avantages d'avoir une analyse des rapports sociaux de sexe | 94 |
| 6.1.1 Porter un discours féministe..... | 95 |
| 6.1.2 Améliorer les organisations par l'intégration de pratiques féministes..... | 96 |
| 6.1.3 Améliorer la place des femmes dans les mouvements sociaux..... | 98 |
| 6.1.4 Agir dans la transformation sociale..... | 100 |
| 6.2 Le féminisme au national : quels impacts pour les groupes locaux? | 101 |
| 6.3 Les défis et limites du féminisme en mixité..... | 102 |
| 6.3.1 La secondarisation du féminisme | 102 |
| 6.3.2 La difficulté de l'intégration transversale du féminisme | 104 |

| | |
|---|-----|
| 6.3.3 Le revers de la médaille de l'articulation du féminisme | 106 |
| 6.4 Convergence et divergence des luttes | 113 |
| 6.4.1 C'est la même lutte, sauf que... .. | 113 |
| 6.4.2 Entre le discours et la pratique | 115 |
| CONCLUSION | 117 |
| ANNEXE A – FORMULAIRE DE CONSENTEMENT | 126 |
| ANNEXE B – GUIDE D'ENTRETIEN | 129 |
| ANNEXE C – GRILLES D'OBSERVATION | 131 |
| ANNEXE D – LISTE DE LA DOCUMENTATION GRISE | 132 |
| BIBLIOGRAPHIE | 134 |

RÉSUMÉ

Alors que nous nous trouvons dans une situation politique néolibérale qui renforce les rapports sociaux de classe sociale et par le fait même les inégalités sociales, l'action sociale apparaît comme la seule riposte. Tous et toutes ne sont pas toutefois affectés de la même manière par ces mesures néolibérales, celles-ci consolident l'ensemble des rapports sociaux. Elles ont, par exemple, des répercussions particulièrement néfastes pour les femmes. Cependant, l'action sociale féministe en mixité est peu étudiée. C'est pourquoi cette recherche s'intéresse aux manières dont s'articule le féminisme dans l'action sociale opposée au néolibéralisme. Elle tend à comprendre en quoi le militantisme mixte peut contribuer aux luttes féministes et à la transformation des rapports sociaux de sexes.

Cette recherche s'appuie théoriquement sur la consubstantialité des rapports sociaux de classe et de sexe élaborée par la sociologue et théoricienne féministe Danièle Kergoat. Elle est basée sur des entretiens individuels ainsi que sur des observations directes faites au sein de deux organisations mixtes prônant l'action sociale ayant des principes féministes : l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Les données de recherche comprennent aussi une analyse de la documentation grise de ces organisations.

Cette recherche démontre qu'il existe des rapports sociaux de sexe présents sous la forme d'une division sexuelle du travail militant, de rapports de pouvoir et de domination ainsi qu'à travers une influence de l'orientation des organisations. Ces rapports sociaux ont de fortes conséquences sur les organisations, les femmes qui y militent ainsi que sur les luttes féministes dans leur ensemble. Alors que l'articulation du féminisme en mixité présente de nombreux défis et plusieurs limites, cette recherche démontre qu'elle peut aussi présenter des avantages et participer à la transformation des rapports sociaux de sexe et de classe sociale.

Mots clés : action sociale, néolibéralisme, féminisme, rapports sociaux de sexe, consubstantialité des rapports sociaux, division sexuelle du travail, organisation communautaire

INTRODUCTION

Il a été démontré à plusieurs reprises que les politiques néolibérales profitent et renforcent les inégalités de sexe. Malgré cela, il existe toutefois peu de recherches sur l'intégration d'une perspective féministe dans les luttes contre le néolibéralisme au Québec. Les principaux écrits recensés à ce sujet portent essentiellement sur les organisations de femmes (Kruzynski, 2005). De son côté, la lutte en mixité – avec les avantages et les défis qu'elle apporte – demeure peu étudiée. Pourtant, cette mixité est la réalité de la plupart des organisations communautaires, des actions sociales et des mouvements sociaux. De plus, dans la pratique, il ressort généralement que l'intégration du féminisme aux organismes mixtes est ardue et complexe. Les critiques militantes féministes dénotent certaines problématiques récurrentes : non-priorisation des luttes féministes, présence de rapports de pouvoir, inégalité dans les prises de parole, usage d'un langage de domination, etc. C'est pourquoi, par ce mémoire, nous souhaitons analyser les rapports sociaux de sexe et leurs possibilités de transformation au sein d'organisations mixtes s'opposant au néolibéralisme.

Ce projet naît aussi d'un engagement militant personnel contre la montée du néolibéralisme. Par celui-ci, il nous a été possible d'observer différentes logiques de la domination patriarcale dans le militantisme et de détecter des problématiques liées aux rapports sociaux de sexes, notamment en ce qui a trait à la division sexuelle du travail. Notre expérience nous a malheureusement fait prendre conscience qu'il existe encore une hiérarchisation des luttes dans certains discours et pratiques des organisations militantes au Québec. Pourtant, comme le démontrent certaines auteures féministes (Delphy, 2013b [1976]; Holstrom, 2002; Kergoat, 2012), le patriarcat et le capitalisme sont interreliés et s'auto-influencent. Il nous apparaît donc nécessaire pour tout projet de transformation sociale de prendre en compte ces deux systèmes d'exploitation. C'est pour cela que nous avons voulu analyser le féminisme

dans les organisations mixtes. Ainsi, ce que nous proposons ici, c'est d'explorer les différentes manières dont deux organisations mixtes qui se disent féministes prônant l'action sociale contre le néolibéralisme articulent les luttes féministes.

Pour ce faire, nous avons choisi de mobiliser des théories de la sociologie des mouvements sociaux, des études féministes et du travail social. En effet, suite à une recension des écrits, nous avons remarqué que notre sujet de recherche s'inscrit au croisement de plusieurs champs. Il nous semble pertinent de penser à travers les frontières entre les différentes disciplines, afin de créer une critique féministe qui pourra contribuer à notre domaine d'appartenance, le travail social. Effectivement, notre projet s'inscrit dans une volonté de raviver la vision collective du travail social, en nous penchant sur des questions autour de l'organisation communautaire, plus particulièrement de l'action sociale, aspect plutôt délaissé depuis quelques années. En effet, les écrits dans cette portion de l'intervention sociale sont peu nombreux et encore moins avec une perspective féministe comme nous le proposons. Dans le cadre de cette recherche, nous aurons ainsi recours à la théorie de la consubstantialité des rapports sociaux de classe et de sexe développée principalement par la sociologue et théoricienne féministe Danièle Kergoat. Ce cadre théorique – présenté au chapitre II – permettra d'analyser nos données afin de répondre à notre questionnement de recherche.

Ce mémoire se découpe en six chapitres : la problématique menant aux questionnements de recherche, le cadre théorique utilisé afin d'y répondre, la méthodologie de recherche, la présentation des organisations ciblées et de leurs pratiques ainsi que deux chapitres découpés par thématique présentant des résultats et l'analyse des données : les rapports sociaux de sexe dans les dynamiques internes et les apports et défis de l'articulation du féminisme aux autres revendications. Ce mémoire se conclut par une présentation de certains constats et pistes de réflexion portant sur le féminisme en mixité.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

La problématique menant à notre question de recherche se découpe en quatre thématiques. En premier lieu, nous dresserons la table avec une analyse en matière de classe sociale de la situation politique néolibérale actuelle. Cela nous permettra, dans un deuxième temps, de mieux comprendre en quoi l'action sociale – comme modèle de l'organisation communautaire – permet une alternative au néolibéralisme. Troisièmement, il sera question des spécificités néolibérales et leurs impacts sur les femmes pour finir par exposer les constats des recherches précédentes sur l'articulation des luttes féministes et de celles contre le néolibéralisme dans les organisations mixtes – c'est-à-dire regroupant à la fois des femmes et des hommes.

1.1 Situation politique néolibérale : une lutte des classes sociales

Le mouvement communautaire au Québec connaît son essor dans les années 60 et 70. En effet, « l'État pendant cette période et jusqu'au début des années 1980, et ce malgré son parti pris traditionnel pour la classe capitaliste, se donne comme rôle de définir l'intérêt général et d'organiser les institutions de la société » (Hanley, Kruzynski et Shragge, 2013 :149). Il en revient maintenant à l'État de prendre en charge les services sociaux ainsi que les personnes vivant avec des problématiques sociales. Cet engagement de l'État requiert un investissement public substantiel et a pour effet de créer un débat polarisé entre les forces sociales-démocrates et les intérêts de la classe dominante qui prônaient un rétablissement de conditions favorables à une accumulation active de capitaux (Harvey, 2006 :15). Ainsi durant les années 70, certains *think tanks* – dont les instituts d'affaires économiques à Londres et à l'Université de Chicago – ont développé les principes conceptuels du

néolibéralisme et ont graduellement eu une influence sur les décisions gouvernementales de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Les élections des gouvernements de Thatcher et de Reagan ainsi que la crise économique de 1979, interprétée comme une crise de gouvernance, furent aussi des accélérateurs de la progression de l'application de cette doctrine politique favorisant l'élite économique dans ces deux pays (Harvey, 2006). Cette nouvelle forme du capitalisme s'est ensuite généralisée à l'échelle mondiale au cours des années 80 et 90.

Dans cette ligne de pensée, les élites politiques et économiques présentent le néolibéralisme comme la seule option politique valable, notamment en raison du développement spectaculaire de certains pays l'appliquant comparés à d'autres États. À cela s'ajoute le fait que la classe dominante soutenant le néolibéralisme est propriétaire de la majorité de la sphère médiatique et s'en sert pour défendre cette idéologie (Harvey, 2006). Le néolibéralisme n'est donc pas un fait nouveau et il se déploie avec force depuis une quarantaine d'années. Dans le cas de notre recherche, nous nous y intéressons tout d'abord parce que le néolibéralisme met en jeu la forme même de notre existence en définissant certaines normes de vie.

Cette norme enjoint à chacun de vivre dans un univers de compétition généralisée, elle somme les populations d'entrer en lutte économique les unes contre les autres, elle ordonne les rapports sociaux au modèle du marché, elle transforme jusqu'à l'individu, appelé désormais à se concevoir comme une entreprise (Dardot et Laval, 2009 : 5)

Comme l'explique le géographe et théoricien marxiste David Harvey, cette théorie politique s'est traduite concrètement par une série de mesures favorisant l'individualisme, la propriété privée, la responsabilité individuelle ainsi que la liberté de marché aux dépens de toutes formes de solidarité sociale.

« This meant confronting trade union power, attacking all forms of social solidarity (such as those expressed through socialist municipal governance) that hindered competitive flexibility (including the power of many professionals and

their associations), dismantling or rolling back the commitments of the welfare state, the privatization of public enterprises (including social housing), reducing taxes, encouraging entrepreneurial initiative and creating a favorable business climate to induce a strong inflow of investment » (Harvey, 2006 :16).

En effet, cette dérèglementation a ouvert de nouveaux marchés et a créé de nouvelles zones d'investissements dans l'intérêt des puissantes corporations multinationales et ce peu importe les conséquences sociales telles que la perte d'accès aux services sociaux ou la hausse du taux de chômage.

Considérant tous ces éléments, Harvey nous démontre que le néolibéralisme est en fait une intervention d'un groupe dirigeant – la classe dominante – en faveur de ses propres bénéfices, et ce dans le but de renforcer son pouvoir de classe. « Neo-liberalism was from the very beginning a project to achieve the restoration of class power to the richest strata in the population » (Harvey, 2006:13). Le politologue Philippe Hurteau va dans le même sens en affirmant que l'objectif principal du néolibéralisme est « que la forme de l'État réponde aux intérêts des dominants » (2009 : 20). Il faut ainsi comprendre les structures et processus économiques selon une logique de détermination « by power relations that are maintained and reproduced through mechanisms of ideological control » (Maroney et Luxton, 1987 : 6). En ce sens, le néolibéralisme est un mécanisme de consolidation du pouvoir tant économique qu'idéologique de la classe dominante. Cette classe influe également sur les formes de contrôle social présentes dans la société capitaliste – les structures juridiques, politiques et sociales. En effet, plusieurs de ces formes de contrôle existent afin de faire respecter les principes à la base de cette théorie politique telles que les libertés individuelles et le droit de propriété. Ainsi, les législations présentes dans la majorité des pays occidentaux servent à protéger les propriétés capitalistes et à normaliser l'exploitation économique de ces propriétés. « En somme, le capitalisme a réellement besoin – et à certains égards plus que tout autre système social – d'une stabilité garantie par des lois et organisée par le pouvoir politique » (Meiksins Wood, 2009 : 280).

Plus particulièrement, ce sont les impacts sociaux de cette consolidation du pouvoir dominant qui nous préoccupent en travail social. Selon la logique de cette doctrine politique, il faut favoriser la croissance économique en misant sur une revalorisation de la liberté commerciale, sur une responsabilisation individuelle ainsi que sur une diminution des interventions de l'État (Hurteau, 2009). Cette ligne de pensée entraîne deux contrecoups sociaux importants : une individualisation des problématiques sociales en déniait tout rapport de solidarité ainsi qu'une polarisation matérielle entre les riches et les pauvres. Ainsi d'une part, en voulant diminuer ses interventions, l'État se transforme pour devenir un pôle de distribution et de gestion de contrats en ce qui a trait aux services offerts à la population. De ce fait, il repense ses services en terme de profit et de compétition pour accroître l'efficacité (Hurteau, 2009) plutôt qu'en terme de répartition et de droit. D'autre part, la mise en place de mesures favorisant la classe dominante au détriment du reste de la population a entraîné une fulgurante croissance des inégalités dans la répartition des revenus et des richesses « entre riches et pauvres dans les pays riches, et entre pays riches et pays pauvres » (Gill, 2004 : 30). De surcroît, l'un des objectifs fondamentaux du néolibéralisme est une « volonté de refonder l'État par un processus de transformations interne : délaissier les missions sociales de l'État afin de le mettre plus directement au service du développement des structures de l'économie de marché » (Hurteau, 2012 : 18).

Dans cette lignée, le néolibéralisme a un impact sur les organisations communautaires qui sont maintenant occupées à résister à l'imposition de ces politiques qui reproduisent les distinctions de classe sociale et qui désengagent l'État des services sociaux. Le mouvement communautaire se retrouve ainsi pris dans un virage économique afin d'offrir ces services délaissés par l'État. Ainsi, bien que cette doctrine politique et économique ne soit pas un fait nouveau, il n'en demeure pas moins qu'elle est présente – même dominante – et que, comme nous le verrons maintenant, l'action sociale tente de s'y opposer.

1.2 L'action sociale comme réponse aux attaques néolibérales

Le travail social se divise en plusieurs méthodes d'intervention. Dans le cadre de notre recherche, nous nous intéressons à celle de l'organisation communautaire. Celle-ci se définit comme « une recherche du pouvoir social et un effort pour combattre la connaissance du fait que ce qui semble personnel est souvent politique. [...] L'organisation communautaire consiste à réunir des gens pour qu'ils luttent ensemble afin de résoudre des problèmes communs et pour qu'ils aient davantage leur mot à dire à propos des décisions qui les affectent directement » (Rubin et Rubin, 1992 p. 1-3 dans Shragge, 2006, p. 52). Cette méthode regroupe à son tour plusieurs modèles d'intervention. Au Québec, les professeur-e-s en travail social Denis Bourque, Yvan Comeau, Louis Favreau et Lucie Fréchette recensent quatre modèles ou approches stratégiques d'intervention : l'approche socioéconomique (développement local) qui mise sur une démarche partenariale visant l'autodéveloppement économique et social, l'approche socio-institutionnelle (planning social) prônant la mise en place de programmes publics de proximité selon une logique de collaboration, l'approche sociocommunautaire qui optent pour la mise en place d'un réseau d'entraide et de services de proximité intracommunautaires et finalement l'approche sociopolitique (l'action sociale) (2008). Ces approches diffèrent sur plusieurs aspects, dont la finalité de leurs actions, leur conception des problématiques sociales et des structures de pouvoir ainsi que leurs stratégies et tactiques privilégiées. Dans le cadre de notre projet, nous nous intéressons plus particulièrement au modèle de l'intervention sociopolitique – que nous nommerons action sociale. Ce modèle d'organisation communautaire a pour finalité de revendiquer, d'affirmer et d'institutionnaliser les droits des populations (Bourque, Comeau, Fravreau et Fréchette, 2008). L'action sociale se base sur le postulat qu'il existe des intérêts divergents entre les différentes classes sociales – un conflit social – et qu'ainsi il faut utiliser des techniques de conflit et d'action sociopolitique afin de

parvenir à un changement social (Bourque, Comeau, Fravreau et Fréchette, 2008). L'action sociale a aussi pour finalité une transformation sociale menant à une meilleure redistribution de la richesse et des revenus ainsi qu'une prise en charge collective des institutions politiques et économiques (Hanley, Kruzynski et Shragge, 2013).

Par sa définition même, l'action sociale s'oppose ainsi au néolibéralisme et s'inscrit dans une conception matérialiste de la société. En effet, puisque la doctrine néolibérale est en fait une solidification du pouvoir de la classe dominante, l'action sociale, en s'y opposant, prend implicitement position. Même si le terme *classe sociale* n'est pas toujours employé de manière explicite dans les ouvrages de référence, il n'en demeure pas moins que ce modèle d'action repose sur la prémisse que la société est traversée par des rapports de pouvoir et de domination entre les groupes sociaux qui doivent être combattus pour l'atteinte de l'idéal de justice et d'équité poursuivi par les organisations communautaires. Ainsi en ciblant le néolibéralisme, l'action sociale s'inscrit dans une lutte de classe par ses revendications pour une responsabilisation commune des problématiques sociales ainsi qu'une meilleure redistribution de la richesse et des revenus (Hanley, Kruzynski et Shragge, 2013). Alors que « l'État néolibéral, c'est l'État qui voit dans la forme marchande l'accomplissement du destin de l'humanité et qui œuvre à nous enfermer dans cette destinée désastreuse » (Hurteau, 2012:29), l'un des objectifs poursuivis par l'action sociale est un changement social prônant la réduction des inégalités sociales dues à la pauvreté, au racisme et au sexisme (Shragge, 2006). Selon cette méthode, l'émancipation individuelle vient avec la transformation collective (Kruzynski, 2005) et l'on se doit donc d'agir collectivement afin de résoudre les problématiques qui sont de nature collective. Il s'agit ainsi d'une vision politique qui vise à redonner aux individus un pouvoir de changement sur leur propre vie ainsi que sur la société dans son ensemble.

Au Québec, bien que la pratique de cette approche soit en déclin, l'action sociale oriente encore certaines organisations et initiatives communautaires. Dans leur dernier texte collectif, Hanley, Kruzynski et Shragge (2013) donnent en l'exemple de trois d'entre elles; le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), la Marche mondiale des femmes ainsi que de Centre des travailleuses et des travailleurs immigrants.

Sans penser qu'il s'agit de la seule approche valable en travail social, le choix de nous concentrer sur l'action sociale comme étant l'approche la plus adaptée – par son aspect critique des fondements du néolibéralisme – pour répondre aux politiques néolibérales est aussi justifié par les thèses de plusieurs auteures et auteurs (Young, 2011 [2001]; Pelchat, 2010; Shragge, 2006; Hanley, Kruzynski et Shragge, 2013; Gaudreau, 2011). Afin de bien saisir cet enjeu, attardons-nous quelques instants sur l'argumentaire que la politologue Iris Marion Young développe dans *La démocratie délibérative à l'épreuve du militantisme*, pour ensuite faire le parallèle avec les différentes approches de l'organisation communautaire.

Dans cet article, Young présente une critique du militantisme face à la démocratie délibérative. Pour ce faire, elle la décrit en quatre parties par une mise en scène d'un dialogue entre deux personnages, l'un représentant l'adepte de la démocratie délibérative et l'autre le militant critique. Nous reprendrons ici les principaux arguments de cette critique. Premièrement, il est démontré que l'accès aux espaces de délibération étant limité, les procédures délibératives sont excluantes. Deuxièmement, même dans le cas où tous et toutes pourraient avoir accès à ces espaces, les inégalités économiques et sociales sont si profondes au sein de la société « que même des procédures délibératives formellement inclusives tendront à reproduire les biais structurels qui garantissent aux acteurs sociaux puissants et privilégiés un meilleur accès au processus de délibération, leur permettant ainsi de dominer les débats » (Young, 2011 [2001], p. 145). Dans un troisième temps, la participation à de tels

processus tend à donner une légitimité aux décisions prises dans ces espaces biaisés en reproduisant des inégalités structurelles par le discours dominant. À cela s'ajoute le fait que ces délibérations nécessitent une énergie considérable des citoyens et citoyennes qui veulent lutter pour la justice, en leur laissant peu de temps pour la mobilisation directe auprès de la population. Et quatrièmement, même si tout était mis en place afin d'atténuer ces inégalités structurelles, la position militante souligne que les discours qui seront tenus dans les espaces délibératifs seront toujours issus du discours hégémonique qui influence et conditionne la pensée de chaque individu. Ce discours est entendu comme « un système de récits et de savoir expert diffus véhiculant et systématisant au niveau théorique des généralisations largement acceptées sur le fonctionnement de la société » (p. 152). Et notons par le fait même que ce discours est mis en place par la classe dominante et représente donc principalement leur intérêt.

Il est ici possible de faire des liens avec l'un des deux principes majeurs du néolibéralisme vus plus tôt. En effet, cette doctrine politique assigne à tous et chacune une nouvelle manière d'être, une discipline, fondée sur le calcul économique et la concurrence (Hurteau, 2012) dont il serait impossible de sortir et qui par ailleurs masque la reproduction du pouvoir et des inégalités. Ainsi, selon la critique militante, la démocratie délibérative ne représente pas une option valable pour la mise en place d'une transformation sociale menant à une meilleure redistribution de la richesse et des revenus. Cette critique soutient ainsi que nous ne pouvons combattre les inégalités avec des règles et des pratiques qui perpétuent ces inégalités. De la sorte, la position militante croit qu'il est impossible que la délibération avec les gens critiqués puisse mener à un accord qui satisfasse toutes les parties. Les inégalités de pouvoir entre les parties sont des éléments biaisant les résultats d'une délibération collective toujours à l'avantage de la classe dominante. De ce fait, pour la position militante, d'autres méthodes d'actions pour exprimer son indignation telles les manifestations, blocages ou boycotts doivent être promus pour établir un rapport de force.

Rapportons ces éléments à l'organisation communautaire et ses différentes approches. La position militante se rapproche de celle défendue par l'action sociale tandis que la démocratie délibérative rejoint plus la stratégie promue dans les autres types d'approches. En effet, les autres modèles d'action communautaire privilégient la collaboration, les démarches partenariales et la concertation comme principaux moyens d'action. L'analyse de Young permet de voir en quoi des pratiques telles que la collaboration et la concertation ont plutôt tendance à maintenir les inégalités sociales à la base du néolibéralisme. Alors qu'en lien direct avec la montée du néolibéralisme, le mot d'ordre dans la nouvelle gestion publique des services sociaux est à la participation et aux concertations (Pelchat, 2010), la position militante de Young démontre que ces lieux offrent en fait un fort potentiel de contrôle social et qu'ils tendent à masquer les inégalités structurelles existantes, position qui est aussi défendue par Pelchat (2010), Gaudreau (2011) et Hanley, Kruzynski et Shragge (2013). Par exemple, en se basant sur les écrits de Godbout sur les expériences québécoises de participation d'usagers ou de résidents, Pelchat affirme que « ces expériences ont été essentiellement les instruments de légitimation du pouvoir d'un groupe social » (2010, p. 118). Allant dans le même sens, Shragge explique en quoi le développement local (approche socioéconomique) véhicule une idéologie néolibérale de la responsabilisation individuelle et de la vision marchande (2006). Il permet, entre autres, de faciliter l'essor d'un secteur de l'économie « qui n'intéresse pas les entrepreneurs capitalistes et qui fait travailler les pauvres, les femmes et les (im)migrants » (Hanley, Kruzynski et Shragge, 2013, p.152).

Ainsi, l'action sociale représente une alternative tout indiquée et une manière de se battre pour l'obtention d'une plus grande justice et répartition de la richesse. Si l'ordre compétitif est un idéal de la doctrine politique néolibérale, l'action sociale propose, à l'inverse, de reformer un esprit de solidarité et d'entraide. C'est pourquoi, dans le cadre de notre recherche, nous avons ciblé les organisations prônant une

approche d'action sociale comme réponse aux politiques néolibérales. Maintenant, voyons en quoi le néolibéralisme a des impacts plus importants pour les femmes.

1.3 Les impacts du néolibéralisme sur les femmes

Il va sans dire que les politiques néolibérales touchent l'ensemble de la population. Il n'en demeure pas moins que les femmes – comme d'autres groupes sociaux – ont leurs propres raisons de s'opposer à ces mesures. Étant surreprésentée dans les emplois informels, précaires et peu payants, en plus d'être souvent absente des sphères de pouvoir où de telles politiques sont élaborées et décrétées (FFQ, 2011), la catégorie sociale des femmes est particulièrement touchée par ces réformes régressives. En effet, nous avons mentionné plus tôt que la doctrine néolibérale était pensée par et pour une élite économique et politique. À cela, il faut rajouter que cette élite est majoritairement composée d'hommes qui cherchent surtout à maintenir leurs privilèges (Braedley et Luxton, 2010). Et comme nous le verrons dans la section suivante, cet État qui met en place des politiques néolibérales, structure et maintient aussi les inégalités et les hiérarchies de sexe en plus de celles de classe. Dans le cadre de notre travail, nous nous intéressons plus particulièrement à ces spécificités de sexe.

Mentionnons d'entrée de jeu que pour comprendre l'impact des politiques néolibérales spécifiques, il ne faut pas se limiter à ajouter la catégorie femme dans les recherches existantes. Penser le néolibéralisme d'un point de vue féministe nécessite de partir d'un cadre épistémologique et de concepts différents tel que la division sexuelle du travail, de la construction sociale de la reproduction et du rôle de la sexualité dans les relations sociales (Maroney et Luxton, 1987). Par exemple, comme le mentionne la sociologue et théoricienne féministe Danièle Kergoat, les ouvrières ne doivent pas être comprises comme une addition d'ouvriers et de femmes, puisqu'elles se trouvent au croisement d'un rapport social au rapport au capital/travail

et d'un rapport social de sexe. Ainsi, « les ouvrières ne sont pas seulement plus exploitées et plus opprimées que les ouvriers, elles le sont différemment » (2012a, p. 17).

En ce sens, d'un angle matériel, il existe de nombreuses inégalités sociales et économiques entre les hommes et les femmes au Québec. En ce qui concerne le travail, ce sont les femmes qui, sur le long terme, perdent le plus d'emplois dans la logique actuelle néolibérale. Bien que les pertes ont affecté plusieurs secteurs, les plans de relance économique gouvernementaux touchent majoritairement des emplois typiquement masculins (Marty, 2012) comme nous avons pu le voir au Québec avec le projet du plan nord ou encore aux États-Unis et au Canada avec le sauvetage de l'industrie automobile. Par leur étude des mesures de relance du gouvernement du Québec depuis 2008, Couturier et Tremblay-Pépin démontre que les hommes bénéficient deux fois plus de la relance que les femmes (2015, p.28). Et selon le Conseil du statut de la femme et son avis sur le Plan Nord réalisé en 2012, ces relances peuvent aussi directement nuire aux femmes par des incidences comme des hausses substantielles du prix du logement et des denrées, l'augmentation des cas d'agressions sexuelles envers des mineures et la montée du décrochage scolaire (Conseil du statut de la femme, 2012).

De plus, les mesures néolibérales prennent aussi la forme de coupures dans les services publics où les emplois sont majoritairement occupés par des femmes. En ce sens, « les coupes générales dans le secteur public ont donc un effet beaucoup plus important sur les femmes » (Couturier et Tremblay-Pépin, 2015, p. 30). Outre la perte d'emploi, la doctrine politique et économique néolibérale affecte d'autres manières les droits des femmes. Prônant un modèle de travail flexible et précaire, les mesures néolibérales diminuent les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs et travailleuses. Ces impacts sont, tout de même, plus importants pour ces dernières qui

ont un salaire moyen représentant seulement 76 % du salaire des hommes¹ et occupent la majorité des emplois contractuels et à temps partiel. Suivant sa logique de compétition et de rentabilité, le néolibéralisme apporte une baisse de la stabilité d'emploi et de la couverture sociale.

À tout cela s'ajoute, une augmentation de la charge du travail domestique et invisibilisé qui compense les coupures dans la santé et dans les services sociaux mis de l'avant dans une logique de réduction des charges sociales étatiques. Ces compressions ont pour effet de transférer les services naguère offerts par la collectivité dans la sphère domestique et donc encore trop souvent à la charge des femmes (FFQ, 2011; Couturier et Tremblay-Pépin, 2015). La reproduction sociale est donc, encore une fois, reléguée aux femmes sans qu'il y ait reconnaissance de la charge de travail qu'elle représente. Alors que ces politiques économiques se présentent comme neutres, les écrits de l'anthropologue Meg Luxton tirent les conclusions que la division sexuelle du travail a été développée rationnellement dans l'intérêt du profit par accumulation et est maintenant un comportement intégré du capitalisme avancé (dans Maroney et Luxton, 1987; Galerland 2009).

Mentionnons aussi que ce sont les luttes des mouvements féministes au Québec qui ont permis d'obtenir des gains pour une prise en charge collective des services sociaux. Cependant, une grande partie des revendications féministes en ce qui a trait au travail et à la collectivisation des problématiques sociales – l'équité salariale, la sécurité d'emploi, la conciliation travail-famille, les avantages sociaux, l'accessibilité aux soins de santé, à l'éducation et à des garderie – sont remises en question par la logique néolibérale. En effet, l'ensemble des choix politiques néolibéraux mise sur une responsabilisation individuelle des problématiques sociales en évacuant, comme nous l'avons vu, les responsabilités collectives et structurelles qu'elles sous-tendent.

¹ Calculé selon les données de l'Institut de la statistique du Québec, 2009.

Cette logique se base sur une reproduction des inégalités sexuelles en les percevant comme des défauts personnels de performance plutôt que comme les produits de rapports sociaux. « À partir du moment où l'on nie l'existence de rapports sociaux, les injustices sociales sont gommées au profit d'une appréhension purement quantitative et anecdotique des différences entre les sexes » (Lamoureux, D. 2010 : 31). Ainsi, il n'est pas surprenant de constater que des études tendent à montrer que ces mesures ont pour effet de renforcer les inégalités entre les sexes (OCDE, 2011; Abramovitz, 2010; Holmstrom, 2002; Vertova, 2013). Ainsi, « neoliberalism's core theoretical premise and its practice, in conjunction with the prevailing sex/gender division labour in most countries, has resulted in a global decline in women's positions and material well-being » (Braedley et Luxton, 2010, p.13).

En résumé, le néolibéralisme en plus d'avoir pour effet d'augmenter la charge de travail des femmes tout en maintenant et renforçant leur pauvreté, intensifie et reproduit les inégalités de sexes. C'est pourquoi les luttes contre le néolibéralisme doivent se penser non seulement en termes de rapports sociaux de classe, mais aussi en termes de rapports sociaux de sexe. Comme nous allons maintenant le voir, bien que l'articulation entre ces rapports sociaux soit parfois prise en compte, plusieurs problématiques ont été soulevées au sein des organisations regroupant à la fois des hommes et des femmes.

1.4 L'action sociale féministe

Comme nous l'avons vu, le néolibéralisme profite et renforce les inégalités de sexe. En ce sens, il est donc incontournable d'avoir une lunette féministe pour mener une lutte contre cette forme du capitalisme. Bien que cette vision soit nécessaire, l'histoire nous démontre qu'elle est difficile à mettre en place. C'est pourquoi nous ferons d'abord un bref historique du mouvement des femmes au Québec pour mieux

comprendre les critiques actuelles envers le militantisme mixte et la nécessité d'étudier cette question.

Lutter contre le néolibéralisme ou le capitalisme sous un angle féministe n'est pas nouveau, les mouvements féministes le font depuis longtemps et les féministes du Québec n'en font pas exception. En partie inspirée de la tradition marxiste, la théorisation féministe de l'économie existe depuis les années 1960 et a grandement teinté les mouvements féministes (Maroney et Luxton, 1987). Toutefois, l'intégration d'une analyse féministe aux autres mouvements sociaux demeure historiquement difficile. Cette problématique aura souvent pour effet de créer des groupes autonomes féministes sur des questions sociales. Ainsi, pour pallier le fait qu'elles ne sont pas écoutées et qu'elles subissent couramment du sexisme, les femmes s'organisent sur leurs propres bases et créent leurs propres organisations. Par exemple, au Québec, plusieurs groupes féministes voient le jour au cours de la Révolution tranquille. C'est le cas du Front de libération des femmes du Québec (FLFQ) ou encore de la Fédération des femmes du Québec. Si certains de ces groupes ne durent pas dans le temps, d'autres sont toujours actifs aujourd'hui. Ces espaces d'organisation furent d'une grande importance et ont permis de « dépsychologiser et [...] désindividualiser le vécu des femmes, afin de reconnaître en chacun de ces vécus individuels, les multiples formes d'expressions d'une commune condition sociale et historique » (Dorlin, 2008, p. 12). Cependant, la création de ces organismes ayant pour mission première le féminisme engendre un phénomène sous-jacent qui est de reléguer la majorité des questions préoccupant les femmes aux groupes dits de femmes. Alors que cela a des effets très positifs sur la réappropriation des moyens et des enjeux de lutte, cette spécialisation crée aussi un effet pervers. En effet, les questions « femmes » sont majoritairement confinées à ces organisations entraînant ainsi la difficulté ou l'absence de pensée féministe en dehors de ces organisations.

Il est vrai que les femmes vivent une domination dans leurs rapports sociaux en raison de leur sexe (Kergoat, 2012a), mais cela ne constitue pas l'ensemble de leur être. Malencontreusement, penser les luttes féministes uniquement dans ces organismes non mixtes, se traduit souvent par l'omission d'une réflexion quant à la situation des femmes qui travaillent et militent dans les organisations mixtes s'intéressant à d'autres enjeux. Il n'en demeure pas moins que les rapports sociaux de sexe sont présents aussi dans ces dernières organisations. Dans cette lignée, lors de son étude de l'implication des femmes dans le milieu communautaire de Pointe-Saint-Charles, la professeure et militante Anna Kruzynski dénote qu'au Québec « la majorité des écrits sur le militantisme des femmes concernent le mouvement des femmes lui-même » (2005, p. 87). Il y a ainsi peu de documentation pour comprendre et analyser le militantisme des femmes qui militent en mixité. De surcroît, les quelques ouvrages sur le sujet démontrent qu'il existe des problématiques qui touchent spécifiquement les femmes en raison des rapports sociaux de sexe au sein de ces organisations comme nous allons le voir.

Passons maintenant en revue, les différents constats présents dans cette littérature à propos d'une perspective féministe de la militance en mixité. Tout d'abord, faisant la recension des études ayant une perspective de genre dans la sociologie des mouvements sociaux, le sociologue Olivier Fillieule explique d'abord que la théorie en terme de mobilisation des ressources a « imposé une vision rationnelle de l'action collective, centrée sur les ressources entrepreneuriales et organisationnelles. Ce faisant, ils ont écarté les conditions sociales affectant la forme, l'ampleur et donc les conséquences de l'action protestataire » (2009, p. 29). Les critiques féministes faites aux mouvements sociaux (Fillieule et Roux, 2009) ont ainsi démontré qu'il existe des structures d'opportunités politiques dominées par les hommes, que le rapport à l'espace public est genré et qu'il existe des attentes normatives auprès de chacun des genres tant dans l'organisation que dans la réalisation des mobilisations. La division

sexuelle du travail – concepts sur lesquels nous reviendrons dans notre cadre théorique est aussi l'une des problématiques recensées.

Ces écrits trouvent écho dans les études québécoises (De Sève, 1981; Dupuis-Déri, 2008 et 2010; Dagenais Guertin, 2010; Kruzynski, 2004 et 2005; Lamoureux, 2004). À cela s'ajoute la critique de la détermination des priorités stratégiques qui se fait souvent par des hommes – ceux-ci ayant les postes de pouvoir – ou selon une norme masculine – les organisations étant ancrées dans les rapports sociaux de sexe (Roux, Perrin, Pannatier et Cossy, 2005). Ainsi, une des critiques récurrentes est le fait que les organisations mixtes, même lorsqu'elles ont des principes ou des revendications féministes, relèguent les questions entourant les rapports sociaux de sexe au deuxième plan (Dupuis-Déri, 2010) souvent sous un argumentaire de division de la lutte ou de la prédominance du capitalisme. Somme toute, les écrits sur ce sujet démontrent l'existence de nombreuses difficultés à articuler les rapports sociaux de sexe et les rapports sociaux de classe (Roux, Perrin, Pannatier et Cossy, 2005; Bargel, 2005; Beauzamy, 2005; Falquet, 2005).

L'ensemble de ces réflexions soulève aussi d'autres débats que nous nous devons de mentionner. Les questions autour de la non-mixité femmes des luttes féministes, conduisent plusieurs auteures à se positionner sur les tenants de cette non-mixité ainsi que sur le « Nous femmes » (De Sève, 1994; Juteau, 2010; Mayer, 2011; Young, 2011 [2001]). Alors que ce débat peut faire l'œuvre d'un mémoire en soi, nous retiendrons les positions de la politologue Micheline De Sève et de Young pour le cadre de ce projet de mémoire en raison de leur lien avec notre sujet d'étude.

De Sève traite de ce phénomène qu'elle nomme le paradoxe féministe, c'est-à-dire le fait que le mouvement féministe se fondant sur l'abolition des catégories des genres serait ainsi condamné à mourir de lui-même, car il ne pourrait plus réunir les femmes autour de leur condition de femme. Partant de cette observation, cette auteure voit ce paradoxe comme étant à la base d'une transformation des luttes féministes. Cela

signifie que les femmes verraient maintenant leur unité au niveau de leur bagage culturel commun et elles investissent les problématiques sociales dans leur ensemble, pas seulement celles spécifiquement basées sur leur appartenance à leur catégorie sexuelle. En ce sens, il y a formation d'une stratégie féministe parallèle qui tient en compte la pluralité des femmes et de leurs intérêts en les ralliant sur des enjeux de luttes communes (De Sève, 1994). En outre, De Sève, tout comme Young (2011 [2001]), reconnaît l'importance de concevoir les femmes comme un groupe social, tout en affirmant que les femmes ne se retrouvent pas toutes au même endroit. « Sans conceptualiser les femmes comme un groupe dans un certain sens, il n'est pas possible de conceptualiser l'oppression comme un processus systématique, structuré et institutionnalisé [...] Les femmes, cependant, sont dispersées parmi tous ces groupes » (Young, 2012, p. 13).

De surcroît, notre problématique repose aussi sur la production même de connaissance entourant l'action sociale féministe au sein des organisations communautaires québécoises. Dans leur texte, la sociologue Michèle Ollivier et la politicologue Manon Tremblay critiquent le caractère androcentrique des théories de l'action sociale qui oublient le contexte structurel en posant « l'individu comme un être isolé, entièrement rationnel, faisant des choix éclairés parmi une série d'options possibles » (2000, p. 66). Toutefois, les théories féministes ont démontré que la connaissance est fortement influencée par le contexte social et historique dans lequel elle est inscrite – contexte structuré par des rapports sociaux. L'androcentrisme est ainsi très présent dans les sciences humaines. Les femmes ayant d'abord été absentes des sphères de production de la connaissance, les problématiques universelles ont été construites selon la condition des hommes (Ollivier et Tremblay, 2000). Cette prépondérance des auteurs masculins est tout à fait observable en ce qui a trait aux écrits québécois sur l'organisation communautaire. En effet, un survol des derniers ouvrages et des bibliographies des cours universitaires en organisation communautaire nous permet d'observer que les théoriciens renommés et dont on

enseigne les théories sont en grande majorité des hommes (Denis Bourque, Henri Lamoureux, Yvan Comeau, Louis Favreau). Appuyant cela, dans le cadre de sa recherche-action, Kruzynski note que la majorité de la documentation concernant l'organisation communautaire est rédigée par des hommes (2005). En ce sens, les écrits portant sur les femmes ou le féminisme dans les organismes communautaires mixtes sont peu nombreux – et encore plus si on ne considère que les écrits québécois – et sont souvent marginalisés ou plus publicisés au sein des études féministes qu'à travers le champ du travail social.

En plus de cette littérature, notre implication personnelle dans des organisations mixtes opposées au néolibéralisme est aussi l'un des vecteurs influençant notre choix de sujet d'étude. Cette expérience nous a permis de percevoir l'importance et la récurrence de ces questions. En tant que femme impliquée dans certaines mobilisations mixtes, nous avons rapidement perçu et vécu différentes inégalités liées aux rapports sociaux de sexe. En discutant avec les femmes militantes que nous avons côtoyées au cours des années, nous avons aussi pu prendre conscience collectivement que ces inégalités étaient partagées, structurelles et fortement ancrées dans les organisations où nous nous sommes impliquées. Si notre perspective militante est l'une des motivations de notre mémoire, elle teinte aussi nos choix théoriques et méthodologiques ainsi que l'analyse de nos résultats. Nous discuterons plus largement de cette influence au chapitre III.

Pour résumer, nous avons vu en quoi le néolibéralisme est en fait une restauration du pouvoir de la classe dominante, pour ensuite voir de quelles manières l'action sociale est la meilleure méthode pour le combattre. Il a aussi été question de l'impact néfaste de l'application de la doctrine néolibérale pour les femmes et de l'importance d'articuler les rapports sociaux de sexe aux rapports sociaux de classe dans les luttes contre cette idéologie. Cette articulation est présente dans certaines organisations, mais elle demeure peu documentée au Québec et souvent critiquée à l'interne.

Finalement par une recension des écrits sur la question et notre expérience personnelle, nous sommes venue au constat qu'il existe des problématiques féministes au sein des organisations mixtes même lorsque celles-ci ont des revendications ou des principes féministes. En ce sens, bien que comme nous l'avons démontré, des organisations s'opposant au néolibéralisme abordent de manière implicite la question des rapports sociaux de classe, l'articulation avec les rapports sociaux de sexe n'est pas toujours prise en compte dans les pratiques et dans les structures de ces organismes. Ainsi tous ces éléments considérés nous amènent à nous questionner sur les rapports sociaux de sexe existant dans les pratiques des organisations québécoises mixtes pratiquant l'action sociale contre le néolibéralisme et se réclamant de principes féministes.

1.5 Question et objectifs de recherche

Comme l'a noté Kruzynski, les écrits sur l'implication des femmes dans l'action sociale portent essentiellement sur les organisations de femmes (Kruzynski, 2005). Alors que notre problématique démontre qu'il est important d'inclure une perspective féministe dans les luttes contre le néolibéralisme, nous tenterons d'abord d'identifier quelles sont les pratiques d'action sociale qui articulent des principes ou des revendications féministes. Ainsi, comme nous l'avons mentionné dans la problématique, les pratiques d'action sociale qui s'oppose au néolibéralisme se basent implicitement ou explicitement sur une analyse en terme de rapports sociaux de classe. Si la déconstruction des rapports sociaux de classe est présente dans des pratiques d'action sociale (Hanley, Kruzynski et Shragge, 2013), les problématiques recensées se trouvent au niveau de la traduction d'une analyse en terme de rapports sociaux de sexe au sein de celles-ci (Fillieule et Roux, 2009; Holstrom, 2002; Kruzynski, 2005; Roux, Perrin, Pannatier et Cossy, 2005).

Ainsi, notre recherche se questionnera à savoir, premièrement, comment s'articulent les rapports sociaux de sexe aux sein de ces organisations et en parallèle, comment la prise en compte des rapports sociaux de sexe peut contribuer à la lutte contre le néolibéralisme. Plus concrètement, cette recherche aura pour objectif de questionner les manières dont les rapports sociaux de sexe sont articulés dans les actions sociales contre le néolibéralisme tant au sein des discours que des pratiques organisationnelles.

Pour répondre à cet objectif, nous tenterons de trouver des pistes d'éclaircissement sur ces questions sous-jacentes à notre question de recherche. Quels sont d'une part les obstacles qui se dressent devant la construction d'une lutte prenant en compte les rapports sociaux de sexe en plus des rapports sociaux de classe et d'autre part, quelles sont les possibilités de transformation que celle-ci permet? Quelle est la nature des dynamiques internes en terme de rapports sociaux? Existe-t-il des rapports de dominations ainsi qu'une division du travail au sein de ces organisations mixtes comme le démontre la littérature? Et si c'est le cas, comment sont-ils traduits? Dans quelle mesure les rapports sociaux de sexe concourent-ils à orienter leurs dynamiques organisationnelles?

Ces questions font appel à des concepts tels que les rapports sociaux de sexe et de classe et à leur articulation qui se rattachent à un cadre théorique spécifique. C'est pourquoi, préalablement à notre collecte de données, il sera d'abord question des concepts et des théories auxquelles ces questions se réfèrent afin « de présenter et définir clairement l'ensemble des termes qui seront utilisés pour traiter du problème et formuler les questions et hypothèses spécifiques » (Mongeau, 2008, p. 63).

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE

Notre cadre théorique s'articule autour de la théorie de la consubstantialité des rapports sociaux élaborés principalement par Kergoat. Dans cette section, nous définirons d'abord ce cadre d'analyse pour parallèlement en faire ressortir sa pertinence dans l'étude des résistances face au néolibéralisme. Dans un deuxième temps, à partir de cette lunette, nous aborderons différents concepts inhérents à la dynamique organisationnelle sous un angle féministe. De la sorte, nous pourrions opérationnaliser notre cadre théorique et analyser quels sont concrètement les mécanismes de reproduction des rapports sociaux de sexe ainsi que les éléments permettant l'établissement de rapports de forces afin de transformer ces rapports sociaux.

2.1 Consubstantialité des rapports sociaux de sexe et de classe sociale

2.1.1 Dépasser une vision séparée du capitalisme et du patriarcat

Comme nous l'avons mentionné d'entrée de jeu, notre problématique repose sur une nécessité de considérer d'une part les inégalités de classe sociale et d'autre part, les inégalités de sexes. Comme le mentionne Christine Delphy, féministe et sociologue :

Il importe de bien savoir en quoi consiste le patriarcat pour comprendre dans quelle mesure il est théoriquement indépendant du capitalisme. Seule cette compréhension permettra de rendre compte de l'indépendance historiquement constatée entre ces deux systèmes. À ce prix seulement il est possible de fonder matériellement l'articulation des luttes antipatriarcales et anticapitalistes. (Delphy, 2013a, p. 51)

En ce sens, notre cadre théorique tend à dépasser certaines visions qui prétendraient soit que le capitalisme regroupe les autres systèmes d'oppression ou encore qu'il existe plusieurs systèmes d'oppression complètement indépendants les uns des autres. Pour ce faire, il faut déconstruire certains constats provenant de cette conception.

En premier lieu, mentionnons que le patriarcat n'est pas seulement un système d'oppression social et politique, il est aussi économique. Cette exploitation économique ne se définit pas seulement en terme de travail salarié, mais aussi en terme de travail domestique ne comprenant pas nécessairement de production de valeur marchande (Delphy, 2013a). À cela s'ajoute la division sexuelle du travail que nous verrons plus loin.

D'autre part, le capitalisme n'est pas la seule cause structurelle de la pauvreté et de l'inégalité sociale. Affirmer l'inverse fait en sorte de ne pas considérer les autres systèmes qui entrent en ligne de compte. Cette omission entraîne une conception androcentrique de l'exploitation économique – conception ensuite normalisée à l'ensemble de la société. Dans cette logique, les exploitations économiques des femmes ne sont pas prises en compte, sinon qu'en terme de spécificités ou particularités. Cette ligne de pensée a d'abord pour effet de ne pas considérer tout ce qui a trait au travail domestique. De surcroît, comme le démontre Delphy (2013a), cette conception de l'exploitation économique a un double impact : ne pas considérer le travail de certaines femmes d'une part, et d'autre part d'homogénéiser l'exploitation des femmes malgré leurs autres caractéristiques sociales – classe, origine ethnoculturelle, âge, statut, orientation sexuelle (Galerand, 2007). Pourtant, il existe de nombreux clivages entre les femmes, si ce n'est qu'en ce qui a trait à leurs conditions de vie économiques. En ce sens, comme nous allons le voir, la grille de lecture prenant en compte la consubstantialité et la coextension des rapports sociaux permet de véritablement comprendre à la fois le patriarcat et le capitalisme sous sa forme néolibérale. Autrement dit, comme le mentionne Kergoat cela permet de

« mieux comprendre les pratiques existantes, mais aussi le champ de force dans lequel elles se déploient et donc les conditions (théoriques) dans lesquelles elles peuvent évoluer » (Kergoat, 2012a, p. 89-90).

2.1.2 La coextension et la consubstantialité des rapports sociaux de sexe et de classe

Avant tout, nous tenions à mentionner que le fait de penser en terme de rapports sociaux est un choix théorique. Ce choix est effectué en réaction au fait que dans les cercles académiques contemporains la notion de lien social tend à remplacer le terme rapport de classe. En effet, on retrouve « une tendance déjà séculaire à l'occultation du conflit en sociologie. Car ces “nouvelles” rhétoriques, celles de l'individualisme méthodologique, de la moyennisation, de l'individualisation, de l'exclusion, ont en commun la négation des classes, voire du conflit » (Pfefferkorn, 2007, p. 103). Cependant, comme nous l'avons vu dans notre problématique, le néolibéralisme étant un conflit de classe sociale, il est, à notre avis, primordial d'avoir une analyse matérialiste pensée en termes de rapports sociaux. Ce sont ces réflexions qui ont orienté notre choix théorique.

Ceci étant dit, commençons maintenant par la définition de ce qu'est un rapport social. Il s'agit d'une « tension qui traverse le champ social et produit des enjeux idéels et matériels autour desquels se constituent des groupes aux intérêts antagoniques » (Kergoat, 2012 b; 32 min 50 s). Par leur nomination même, les rapports sociaux renvoient au fait qu'ils sont un produit social. Comme le mentionne la sociologue Elsa Galerand, dire qu'un rapport

est « social », c'est dire qu'il n'a pas de causalité biologique, qu'il n'est pas naturel, qu'il est historique et donc réversible. Un rapport social est en effet un rapport de force dynamique qui se joue et se rejoue en permanence, il est vivant et il se déplace. Il s'agit d'une « tension » entre l'oppression et la résistance à l'oppression et non d'un système fermé de domination (Galerand, 2007, p. 46).

Pour Kergoat, l'utilisation des rapports sociaux doit se faire selon un impératif matérialiste qui renvoie au fait que ces rapports sont des rapports de production. Cela signifie que leur enjeu principal est l'appropriation du travail d'un groupe social par un autre (Kergoat, 2012a). Il existe plusieurs rapports sociaux qui structurent la vie collective en croisant exploitation, domination et oppression. Ces rapports sociaux de production sont au nombre de trois selon Kergoat – les rapports sociaux de sexe, de race et de classe (Kergoat, 2012a).

S'il existe plusieurs rapports sociaux distincts en théorie, il n'en demeure pas moins que ceux-ci sont coextensifs et consubstantiels. Cela sous-tend, d'abord, l'idée qu'il n'existe pas de hiérarchisation entre les différents rapports sociaux. Ils sont aussi irréductibles les uns aux autres. On s'oppose ainsi à l'hypothèse qu'il existerait un conflit principal. C'est ce que présente Galerand en s'appuyant sur les travaux de Kergoat.

Le refus de hiérarchiser les différents rapports sociaux dès lors qu'ils possèdent un caractère de transversalité et qu'ils sont constitutifs de groupes antagoniques, mais aussi la nécessité de penser leur imbrication et au-delà leur dynamique de coproduction sont au principe du système théorique formulé en termes de *coextensivité et de consubstantialité des rapports sociaux* (Kergoat, 2001, 2005) [...] D'une part « un rapport social ne peut pas être un peu plus vivant qu'un autre, il est où il n'est pas » (Kergoat, 1984, p. 210); d'autre part et par suite, chaque rapport social contribue à configurer les autres (Galerand, 2007, p. 64-65).

En d'autres mots, selon les écrits de Kergoat, la coextensivité des rapports sociaux renvoie au fait que ceux-ci se coproduisent mutuellement et qu'ils couvrent l'ensemble des champs du social. De son côté, la consubstantialité des rapports sociaux est « l'entrecroisement dynamique complexe de l'ensemble des rapports sociaux, chacun imprimant sa marque sur les autres; ils se modulent les uns les autres, se construisent de façon réciproque » (Kergoat, 2012a, p. 136).

Comme nous l'avons évoqué, les rapports sociaux de production se comptent au nombre de trois selon cette auteure. Dans le cadre de cette présente recherche, nous nous attarderons seulement à deux – les rapports sociaux de classe ainsi que ceux de sexe. Cette sélection est justifiée en deux temps. Tout d'abord, en raison du cadre limité – logistique et temporel – dont nous disposons. Ensuite, de manière théorique, par le fait que « le croisement privilégié [actuellement en sciences sociales] est celui entre race et genre tandis que la classe sociale ne reste le plus souvent qu'une citation obligée » (Kergoat, 2012a, p. 131). Allant dans le même sens, Pfefferkorn dénote que les analyses actuelles faites sur le plan de l'intersectionnalité ignorent majoritairement les rapports de classe sociale (2012a, p. 125). En ce sens, notre projet de recherche a pour objectif de réitérer l'importance d'une analyse en terme de rapports sociaux de classe et de rapports sociaux de sexe dans une société néolibérale.

Plus particulièrement pour notre recherche, une conceptualisation en terme de consubstantialité des rapports sociaux permet la prise en compte de l'existence de plusieurs rapports sociaux au sein de l'action sociale au Québec. Cela permet de mettre en lumière des inégalités dues à ces différents rapports sociaux et de mieux appréhender l'ensemble du conflit social à la base de l'action sociale. Parce qu'il demeure théoriquement possible de séparer les rapports sociaux, cela reste d'un ordre formel et ne peut « en aucun cas être appliquée sans précaution à l'analyse des pratiques sociales » (Kergoat, 2012a, p. 126-127). Ainsi, les rapports sociaux qui structurent les relations entre les individus « se produisent, se reproduisent ET se transforment sans cesse » (Pfefferkorn, 2012, p. 126). Cela signifie qu'ils sont à la fois une source de domination et un potentiel porteur d'émancipation. Une émancipation qui se veut comme un mouvement de renversement de ces systèmes d'exploitation, d'oppression et de domination (Kergoat, 2012a). C'est cette possibilité d'émancipation qui motive notre recherche auprès des organisations pratiquant l'action sociale au Québec. En ce sens, il devient incontournable de considérer comment les rapports sociaux de sexe se traduisent et sont pris en compte dans les

pratiques et les structures des organisations communautaires pour voir les possibilités de transformation.

Maintenant que nous avons saisi en quoi ces deux types de rapports sociaux sont coextensifs et consubstantiels, voyons une brève définition des deux types de rapports sociaux que nous avons retenus.

2.1.3 Rapports sociaux de classe sociale

Commençons avec le rapport social de classe puisqu'il est le premier à être défini théoriquement. Il trouve son origine dans les théories marxistes du milieu du 19^e siècle et se base sur la définition de rapport social tel que nous avons évoquée plus tôt. Il s'agit ainsi d'une tension, centralisée autour des rapports de production et de propriété, qui produit des enjeux idéels et matériels. Du point de vue de Karl Marx, ces rapports forment plusieurs groupes aux intérêts antagoniques (Marx et Engels, 1848). Ils sont ainsi « entre les propriétaires de tels actifs ("les capitalistes") et les personnes salariées qui sont dépossédées des moyens de produire pour elles-mêmes » (McNally, 2013, p. 302).

Malgré sa pertinence, cette classification a tendance à être écartée, certains la croyant dépassée. Galerand, en s'appuyant sur la typologie du politicologue Éric Neveu, note un « contexte de refoulement généralisé du cadre théorique marxien (Neveu, 1996) » (Galerand, 2007, p. 36). Toutefois, des auteurs tels que Thompson et McNally remettent d'actualité ces notions de classe sociale et de rapports sociaux de classe. Pour les besoins de notre recherche, nous nous appuyons sur leurs définitions réactualisées. Ainsi, selon McNally ce rapport social est « basé sur la dépossession des gens qui produisent, sur la médiation de la reproduction de la vie sociale par le marché et un rapport aliéné à soi, à la nature et aux autres » (McNally, 2013, p. II). De son côté, Thompson développe une vision constructiviste des classes sociales :

« for I am convinced that we cannot understand class unless we see it as a social and cultural formation, arising from processes which can only be studied as they work themselves out over a considerable historical period » (Thompson, 1966, p. II). Cet auteur démontre que l'élément déterminant dans l'émergence d'une classe sociale est la constitution d'une expérience basée sur un rapport de production. Selon cette perceptive, « les individus ne sont pas classifiés à l'intérieur de catégories, mais sont plutôt plongés dans une "situation de classe" (réelle, historique) au sein d'une relation d'exploitation » (Lafrance, 2012, p. 230). Il est ainsi toujours indispensable de comprendre les rapports sociaux de classe, car ils sont à la base de la modulation de l'organisation sociétale (McNally, 2013) par l'imposition des politiques néolibérales par la classe dirigeante.

Nous tenions à définir ces rapports sociaux, car ils demeurent très pertinents pour comprendre les fondements des luttes contre la doctrine néolibérale ou le capitalisme. Plus particulièrement, dans le champ de l'organisation communautaire cette notion est d'importance, comme le démontre Shragge.

La critique traditionnelle de la gauche commençait par scruter le pouvoir et les intérêts de classe, puis examinait la manière dont ce pouvoir s'exprimait dans la communauté. Cela servait de base pour voir comment la lutte des classes pourrait être poursuivie à partir de la communauté en s'alliant à d'autres organisations de la classe ouvrière. En outre, cette analyse du rôle de l'État montrait que celui-ci représentait les intérêts de la « classe dirigeante », mais que certaines tensions et contradictions permettaient d'instaurer des réformes sociales qui jouaient un rôle stabilisateur (Shragge, 2006, p. 76).

En résumé, ce sont les situations de classes qui poussent, d'une part, l'imposition de la doctrine néolibérale et, d'autre part, la formation d'organisations luttant contre celle-ci. Pour le cadre de notre recherche, nous ne nous intéresserons pas à la traduction des rapports sociaux de classe en soi au sein des organisations, mais plutôt à leur articulation avec les rapports sociaux de sexe. Notre recherche s'intéresse ainsi aux rapports sociaux de sexe au sein des organismes ayant déjà une vision en terme de rapports sociaux de classe.

2.1.4 Rapports sociaux de sexe

Le concept de rapports sociaux de sexe réfère aussi à la définition large de rapports sociaux que nous avons vus plus tôt. Historiquement, il a été développé pour démontrer que tout comme les classes sociales, l'asservissement des femmes est bien le produit de rapports historiques et sociaux et non pas des faits naturels (Delphy, 2013a). En formulant une critique aux théories matérialistes en terme seulement de rapports sociaux de classe, des auteures féministes – dont Simone de Beauvoir, Christine Delphy, Nicole-Claude Mathieu et Danièle Kergoat – ont démontré l'existence d'une autre tension traversant le champ social, celle entre les sexes. Comme le démontre Delphy (2013b), cette découverte fut contestée par de nombreux auteurs marxistes qui croyaient les autres systèmes d'oppressions réductibles au système capitaliste – le mode de production dominant. Toutefois comme le mentionne Nancy Holmstrom, « class is central to women's lives, yet at the same time none would reduce sex or race oppression to economic exploitation. And all of us see these aspects of our lives as inseparably and systematically related; in other words class is always gendered and raced » (2002, p. 2). Ainsi, les rapports sociaux de classe ne doivent pas être perçus comme centraux, mais plutôt comme faisant partie d'un ensemble de rapports sociaux de production qui comprend aussi les rapports sociaux de sexes. Ces rapports sociaux de sexe sont ancrés matériellement dans la division sexuelle du travail – concept sur lequel nous reviendrons. En effet, c'est l'analyse en terme de division sexuelle du travail qui « permet de démontrer qu'il y a un rapport social spécifique entre les groupes de sexe » (Kergoat, 2012a, p. 102) puisqu'il y a une tension autour de l'appropriation du travail d'un groupe par un autre groupe.

De la sorte, les groupes antagonistes sont ici les hommes et les femmes et la division sexuelle du travail est la base de la tension qui traverse le champ social. Kergoat élabore les rapports sociaux de sexe en cinq temps que nous résumerons ici pour

permettre de bien saisir cette notion (Kergoat, 2012a). Premièrement, il faut comprendre que les rapports sociaux de sexe dynamisent tous les champs du social. Cette première prémisse permet, en second lieu, de penser un éclatement des cadres de référence binaires et d'ainsi voir que tous les rapports sociaux sont reliés et qu'ils constituent ensemble l'ensemble du social. Troisièmement, cela permet de casser l'homologie entre un lieu et un rapport social. En ce sens, les rapports sociaux de sexe ne se vivent pas que dans la sphère domestique et les rapports sociaux de classe se vivent aussi en dehors des lieux de travail. Suite à cela, Kergoat appelle à penser la complexité et le changement par le jeu des différents rapports sociaux entre eux. Et finalement, « cela permet enfin de parler de “sujets” qui, tout à la fois, sont agis par les rapports sociaux, mais également agissent sur eux, en construisant tant individuellement que collectivement, leur vie à travers les pratiques sociales » (Kergoat, 2012a, p. 106). Cette dernière prémisse est centrale puisqu'elle permet de penser les êtres humains comme étant à la fois les agents et agentes ainsi que les acteurs et actrices des rapports sociaux de sexe (Pfefferkorn, 2012, p. 122).

Pour notre recherche, la prise en compte des rapports sociaux de sexe est centrale. Dans cette ligne de pensée, il ne s'agit « “pas simplement de rajouter les femmes comme un plus qui viendrait colorer le mouvement”, mais d'accorder aux rapports sociaux de sexe, le statut d'un vrai rapport social, celui d'un rapport de classe, imprégnant en profondeur tous les mouvements sociaux » (Kergoat, 1992, p. 122, dans Galerand, 2007, p. 38). Comme nous l'avons vu dans notre problématique, les inégalités de sexe sont intensifiées et reproduites par le système politique actuel. Bien qu'elles intègrent une analyse en terme de rapports sociaux de classe, les organisations qui luttent contre le néolibéralisme peuvent d'un autre côté reproduire ces rapports sociaux de sexe à l'interne. Ainsi, bien que certaines organisations mixtes aient des revendications ou des principes féministes, la littérature sur le sujet nous démontre que dans la pratique, la lutte contre les inégalités sexuelles n'est pas toujours prise en compte (Beauzamy, 2005; Dagenais Guertin, 2010; Dupuis-Déri,

2010; Fillieule et Roux, 2009; Holstrom, 2002; Kruzynski, 2005; Lamoureux, 2004; Roux, Perrin, Pannatier et Cossy, 2005). En ce sens, analyser les rapports sociaux de sexe au sein des pratiques des organisations permettra de mieux comprendre comment éviter la reproduction de ces inégalités sexuelles et comment construire une lutte à la fois contre le néolibéralisme et contre le patriarcat. De la sorte, il est nécessaire d'examiner les dynamiques organisationnelles par l'analyse de leurs pratiques internes pour répondre à notre question de recherche et d'ainsi voir de quelles manières les organisations qui luttent contre le néolibéralisme reproduisent ou déconstruisent les rapports sociaux de sexe dans leurs pratiques. En résumé, nous traiterons de la manière dont les rapports sociaux de sexe sont articulés aux rapports sociaux de classe dans la pratique, car comme le mentionne Kergoat, « s'attaquer à un seul des deux fronts ne revient qu'à déplacer les problèmes, pas du tout à les régler » (2012a, p. 90).

2.2 Les dynamiques organisationnelles

Ces deux rapports sociaux et leur consubstantialité sont fort intéressants afin de saisir théoriquement la complexité des relations sociales, mais ils demeurent difficilement transposables au cadre de la présente recherche sur les pratiques militantes de lutte contre le néolibéralisme. Voilà pourquoi, nous nous attarderons aux différentes dynamiques organisationnelles afin de percevoir comment sont articulés les rapports sociaux de sexe aux rapports sociaux de classe au sein des organisations retenues dans le cadre de notre recherche. Ces dynamiques s'inscrivent dans la culture organisationnelle, c'est-à-dire dans « le fonctionnement et l'organisation formelle du travail; la division et le partage du travail; les statuts des membres; la répartition du pouvoir; les valeurs et les représentations des membres de ces groupes » (Guberman et al, 1994, p. 47). L'étude féministe des dynamiques organisationnelles rend ainsi possible de documenter les différents mécanismes qui établissent un rapport de force.

De plus, l'analyse des dynamiques organisationnelles permet de saisir les mécanismes servant la déconstruction des rapports sociaux de sexe ainsi que ceux qui au contraire renforcent les rapports sociaux de sexe et les inégalités sexuelles qui en découlent. En ce sens, dans cette section, nous définirons les différentes notions comprises dans les dynamiques organisationnelles : les pratiques organisationnelles, les rapports de domination ainsi que la division sexuelle du travail afin de nous outiller pour l'analyse de notre terrain.

2.2.1 Les pratiques organisationnelles

En premier lieu, l'observation des pratiques organisationnelles est centrale à l'analyse de la traduction des rapports sociaux de sexe au sein des organismes étudiés. L'analyse féministe de ces pratiques et plus particulièrement des processus de décision et de fonctionnement d'une organisation permet de saisir la répartition du pouvoir formel et informel dans les dynamiques organisationnelles. Cette analyse pose plusieurs questionnements à ce niveau. S'agit-il d'une structure de décision participative ou les décisions se prennent-elles de manière centralisée? Qui a accès au processus de décision et de quelles manières les priorités sont-elles établies? La culture organisationnelle est-elle sexuée? Les pratiques sont-elles construites seulement selon un modèle masculin? Quelle est l'importance des réseaux informels dans les processus de décisions? Qui est comment a-t-on accès à ces réseaux informels?

Comme le nomme Joan Acker – sociologue féministe –, « organizations vary in the practices and processes that are used to achieve their goals; these practices and processes also produce class, gender, and racial inequalities » (Acker, 2006, p. 447). Allant dans ce sens, plusieurs études féministes répertoriées par Fillieule dans *Le sexe du militantisme* (2009) développent des critiques face aux pratiques organisationnelles. Par exemple, la sociologue Marie Buscatto, dans son analyse du

fonctionnement sexué des syndicats, observe qu'il existe des conventions masculines qui régissent ce fonctionnement. Cette auteure note qu'il existe des réseaux sociaux et des liens affectifs forts construits selon un modèle typiquement masculin en dehors du lieu de travail (Buscatto, 2009). Ces lieux d'échanges informels d'où les femmes sont majoritairement exclues représentent un pouvoir informel où les différentes stratégies sont construites et débattues.

À cela s'ajoute la problématique du principe répandu du « sacrifice » militant qui veut que l'implication dans les organisations prônant le changement social nécessite un don de soi, de temps et d'énergie considérable qui est construite selon un modèle typiquement masculin. En effet, la grande disponibilité et le grand investissement de soi qui sont demandés aux personnes impliquées ne tiennent pas compte de la charge de travail domestique ou des responsabilités externes au travail qui reposent majoritairement sur les femmes (Fillieule et Roux, 2009).

En ce sens, ces études de cas tendent à démontrer que les pratiques organisationnelles des organisations regroupant des hommes et des femmes sont androcentrées. Il y aurait ainsi une invisibilisation de certaines formes d'organisations décentralisées et non hiérarchiques pour laisser place à des modes d'organisation « dominé[s] par une éthique masculine de la rationalité et de la raison et qui se caractériserait par la valorisation des rapports hiérarchiques, le souci de laisser de côté les émotions et les considérations personnelles » (Fillieule, dans Fillieule et Roux, 2009, p. 43).

D'un autre côté, certaines pratiques organisationnelles – telles que la mise en place de comité femme, de procédures féministes et de pratiques non hiérarchiques – peuvent être développées afin de tenter de contrer les rapports sociaux de sexe au sein des organisations. Toutefois, ces pratiques alternatives font souvent face à une résistance et sont insuffisantes pour véritablement lutter contre les inégalités sexuelles présentes au sein de ces organisations (Dagenais Guertin, 2010; Mayer, 2011). C'est pourquoi, dans le cadre de notre recherche, nous porterons une attention particulière aux formes

des pratiques organisationnelles afin d'y voir ces limites et possibilités. Les rapports de domination ainsi que la division sexuelle du travail sont d'autres aspects importants influençant les pratiques organisationnelles comme nous le verrons maintenant.

2.2.2 Rapport de domination dans la mixité

Si les pratiques organisationnelles que l'on retrouve dans le militantisme sont androcentrées, comme le démontre Fillieule, c'est qu'elles ont été développées par et pour des hommes et que les rapports sociaux de sexe y sont toujours présents (Fillieule, 2009). Les écrits de Nicole-Claude Mathieu repris par Galerland illustrent fort bien cette androcentrie.

La catégorie homme en tant que catégorie sociologique spécifiée n'existe pas. Non qu'elle ne serve jamais de référence aux études descriptives des phénomènes les plus divers, ou aux théories générales, bien au contraire. Mais ce fonctionnement de la pensée demeure inconscient. On croit parler en général alors qu'en réalité on parle au masculin (Mathieu, 1991, p. 36, cité dans Galerland, 2007, p. 38).

La mixité des organisations se comprend non seulement en terme des hommes et des femmes, mais aussi de la norme et du hors-norme ou encore des dominants et des dominés. Il existe en effet, des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes au sein de la mixité. Selon le sociologue Max Weber, « le pouvoir signifie chaque chance d'imposer sa volonté propre, à l'intérieur d'une relation sociale, même à l'encontre de résistance, indépendamment de là où repose cette chance » (Weber cité dans Rocher, 1986, p. 35). Les rapports de pouvoir issus des rapports sociaux se rapportent dans des termes collectifs et se traduisent par une relation asymétrique existante entre le groupe qui a les capacités d'imposer sa volonté propre et l'autre groupe. Autrement dit, par ces rapports de pouvoir,

ceux en faveur de qui ce système opère sont en mesure non seulement de prendre des décisions qui leur sont favorables, mais encore de limiter le champ des décisions à l'intérieur de frontières où ils peuvent être assurés d'une certaine garantie de la sauvegarde de leurs intérêts (Rocher, 1986, p. 38).

Les rapports sociaux de sexe moulent les rôles de chacun des sexes en informant « chacun-e sur *qui est dominé et qui est dominant* » (Roux, Perrin, Pannatier et Cossy, 2005, p. 7). En ce sens, les relations entre ces groupes antagonistes sont teintées de rapport de domination afin d'asseoir le pouvoir des dominants. Cette domination se définit par « ce rapport social où le pouvoir est établi, reconnu et exercé sur des bases et selon des règles, implicites ou explicites, qui sont acceptées de part et d'autre, quelles que soient ces bases et ces règles » (Rocher, 1986, p.40). Elle se traduit de différentes manières : utilisation d'attitudes et de mécanismes langagiers, comportements agressifs ou non agressifs sur le plan physique, pressions psychologiques et domination symbolique. Ceux-ci sont répertoriés dans de nombreuses analyses portant sur le sexe du militantisme (Fillieule et Roux, 2009; Dupuis-Déri, 2010; Falquet, 2005; Buscatto, 2009; Dagenais Guertin, 2010; Kruzynski, 2004 et 2005). Ainsi, ces rapports étant présents dans l'ensemble de la société, les lieux de luttes n'y échappent pas. En d'autres mots, les rapports sociaux de sexe agissent comme des rapports de domination afin de maintenir le pouvoir d'un groupe sur l'autre et ont pour conséquences d'assurer la reproduction des inégalités sexuelles.

Ces pratiques de dominations entraînent plusieurs impacts au sein de ces organisations. En effet, la création d'un sentiment d'infériorité, les démissions, la démobilisation et les tensions internes ne sont que quelques-uns des impacts possibles relevés (Beauzamy; Kruzynski 2004 et 2005; Dagenais Guertin, 2010; Fillieule et Roux, 2009). Allant dans ce sens, par leur analyse historique et matérialiste de la mixité, Corinne Chaponnière et Martine Chaponnière démontrent l'exclusion structurelle des femmes de différents lieux de pouvoir et de travail (2006). Cette

exclusion est aussi en lien direct avec la division sexuelle du travail que nous verrons maintenant.

2.2.3 Division sexuelle du travail

Comme nous avons vu plus tôt, les rapports sociaux de sexe stipulent qu'il y a une appropriation du travail du groupe social des femmes par celui des hommes. Ainsi, la notion de division sexuelle du travail est au cœur du pouvoir que les hommes, en tant que catégorie sociale, exercent sur les femmes. Kergoat la définit comme telle :

La division sexuelle du travail a pour caractéristique l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur ajoutée (politiques, religieuses, militaires, etc.).

Cette forme de division sociale du travail a deux principes organisateurs :

- le principe de séparation (il y a des travaux d'hommes et des travaux de femmes);
- le principe hiérarchique (un travail d'homme « vaut » plus qu'un travail de femme). (Kergoat, 2001, p. 89)

La division sexuelle du travail demeure néanmoins un construit social et historique. En ce sens, elle n'est pas une donnée immuable et est ainsi appelée à varier dans le temps et l'espace (Kergoat, 2012a). Voilà pourquoi son analyse demeure nécessaire afin de la dépasser. De plus, le travail effectué par les femmes est non seulement moins valorisé et invisibilisé, il est aussi approprié collectivement par les hommes. En effet, ce sont majoritairement elles qui assurent les liens affectifs et de solidarité entre les membres des organisations. Ainsi, l'étude au niveau du principe hiérarchique, les tâches de maintien de l'organisation et de gestion quotidienne réalisées majoritairement par les femmes sont perçues comme le simple prolongement des aptitudes féminines naturelles (Zylberberg-Hocquard, 1981, cité

dans Roux et Fillieule, 2009). De l'autre côté, on observe une monopolisation des postes à responsabilité par les hommes. À cela s'ajoute les constats de Lawson et Barton sur un mouvement de locataires où ce sont des femmes qui en étaient à l'origine, mais celles-ci ont été très vite écartées des postes de pouvoir lorsque le mouvement prenait de l'ampleur (cité dans Fillieule et Roux, 2009).

Notons aussi la conception en terme de déplacements sexués de l'accès au pouvoir. Celle-ci démontre que lorsque les femmes ont accès au pouvoir, soit c'est lorsque l'organisation touchée traverse une période de crise ou encore « lorsqu'il n'y a pas de réels enjeux de pouvoir politique attaché à la fonction dirigeante » (Roux, Perrin, Pannatier et Cossy, 2005, p. 12). Les femmes ont ainsi seulement accès à des tâches qui n'ont pas de valeur symbolique. Dans son étude du cheminement d'un groupe de femmes dans le mouvement altermondialiste québécois, Kruzynski en vient au même constat. « Les militantes (mais aussi des militants) comprennent rapidement que le travail des femmes est souvent moins valorisé que celui des hommes et que ce sont très souvent ceux-ci qui détiennent les règles du pouvoir économique, politique et social » (Kruzynski, 2004, p. 241).

En résumé, les dynamiques organisationnelles des organisations mixtes qui luttent contre le néolibéralisme sont empreintes de rapports sociaux de sexe. Conséquemment, pour construire une résistance et des alternatives valables au néolibéralisme, les endroits de lutte – les organisations mixtes dans le cadre de notre recherche – doivent être des lieux de prise de conscience de ces rapports sociaux de sexe et de mise en place des mécanismes permettant leur abolition. Ainsi, la transformation des rapports sociaux de sexe doit avoir lieu à l'intérieur des lieux de luttes. L'observation de ces dynamiques organisationnelles permettra de débusquer les phénomènes de reproduction des rapports sociaux de sexe afin de les remettre en cause. Dans le cadre de notre recherche, nous nous intéressons aux possibilités qu'offrent les structures organisationnelles pour répondre aux oppressions

structurelles. Ainsi comme le mentionne Kergoat « les acteurs sociaux ne sont jamais déterminés totalement par les structures, pas plus qu'ils ne peuvent être définis par leur place dans les structures » (2012a, p. 48), ils et elles ont toujours une capacité de riposte et d'offensive.

CHAPITRE III MÉTHODOLOGIE

Avec le cadre théorique que nous venons d'exposer, nous nous intéressons donc aux rapports sociaux de sexe au sein des organismes ayant déjà une vision en terme de rapports sociaux de classe. Afin de répondre à notre questionnement et nos objectifs de recherche, nous avons suivi un certain cadre méthodologique. C'est sur ce cadre opératoire de la recherche que portera cette présente section. Nous verrons ainsi d'abord les fondements épistémologiques, pour ensuite présenter les techniques de cueillette de données retenues comprenant notre mode d'échantillonnage. La description de notre traitement et de notre analyse des données recueillies sera ensuite présentée. Ce chapitre se conclura par une présentation des biais et limites ainsi que les différentes considérations éthiques que soulève notre projet de recherche.

3.1 Fondements épistémologiques de la recherche

3.1.1 Recherche féministe

Nous tenons à affirmer d'entrée de jeu que cette recherche s'ancre dans une épistémologie féministe. Selon les écrits de Michèle Ollivier et de Manon Tremblay (2000), celle-ci se base d'abord sur une conception d'égalité entre les hommes et les femmes. L'épistémologie féministe se traduit par un certain nombre de principes féministes, selon ces auteures, que nous avons appliquées lors de notre recherche. En effet, ce projet reconnaît l'engagement de la chercheuse en tant que personne – militante, féministe, blanche et universitaire. Cela signifie que nous croyons au fait que notre position sociale teinte notre recherche ainsi que ses conclusions comme le mentionne la théorie du point de vue situé (Hartsock, 1983). Notre posture a ainsi un

impact sur nos choix tant méthodologiques que théoriques. Notre mémoire se veut aussi, comme nous l'avons mentionné dans la problématique, une critique de certains écrits théoriques en organisation communautaire qui prennent peu en compte l'analyse féministe. Nos intentions de recherche font également appel à plusieurs champs d'études afin de mieux comprendre l'ensemble de notre problématique. De surcroît, comme nous l'avons démontré dans notre cadre théorique, cette recherche est guidée par des théories féministes.

L'ancrage féministe est aussi traduit par les méthodes choisies pour la réalisation de cette recherche. En ce sens, une attention particulière a été portée aux principes de l'engagement des participantes comme « sujets connaissant » afin d'amoindrir la hiérarchie existante entre chercheuse et participante et participant (Ollivier et Tremblay, 2000). Cela signifie que nous avons tenté de laisser une place importante aux sujets participants dans la construction de notre recherche dans une logique de rétroaction. Pour ce faire, nous avons fait un retour avec les participantes et participants le souhaitant afin de valider les résultats de recherche par la création et l'envoi d'un résumé de nos chapitres d'analyse.

Cette recherche s'inscrit aussi dans un autre principe féministe qui est la volonté de transformation sociale féministe à la fois théoriquement et matériellement. Comme le mentionne Delphy, « toute connaissance est le produit d'une situation historique qu'elle le sache ou non » (Delphy, 1998, p. 277, dans Dorlin, 2008, p. 20). En ce sens, notre recherche a aussi pour but d'intégrer une analyse féministe aux théories androcentrées (Ollivier et Tremblay, 2000). Les connaissances que nous présenterons s'inscrivent dans une volonté de créer un savoir féministe, en démontrant la construction sociale des inégalités sexuelles. Nous voulons ainsi contribuer à l'expertise sauvage féministe qui consiste à contester le savoir dominant (Dorlin, 2008). Autrement dit, nous adhérons à la pensée que l'idéal de la neutralité est construit selon une norme masculine et qu'il représente une posture politique. De

plus, si l'un de nos objectifs est d'apporter des connaissances pour un changement théorique, notre recherche se veut aussi utile pour mettre en œuvre la transformation des rapports sociaux dans les pratiques organisationnelles.

3.1.2 Recherche qualitative et exploratoire

Allant de pair avec la volonté de s'ancrer dans une recherche féministe, ce projet de recherche qualitative est de type empirique. Cela signifie que nous avons exploré certaines questions afin de permettre l'observation des réalités organisationnelles. Cela a permis ainsi de définir les principaux éléments de l'articulation des rapports sociaux de sexe, de décrire les problématiques et les stratégies rencontrées et de tenter d'expliquer leurs fondements. Nous avons formulé nos grilles de collecte de données en nous basant sur les connaissances issues de notre revue de la littérature et de notre cadre théorique. Toutefois, étant une recherche exploratoire, nous avons travaillé de manière inductive. Ainsi, les connaissances et les constats sur les pratiques et les structures organisationnelles – que nous présentons dans notre mémoire – ont été produits à partir des observations et des données recueillies. De plus, nous répondons à la définition de la recherche qualitative parce que nous chercherons à comprendre des comportements humains, tout en prenant en compte le sens de la réalité sociale pour les participantes et les participants de notre recherche. Bref, en plus « de se familiariser avec les gens et leurs préoccupations » (Deslauriers et Kérisit, 1997, p. 88), les résultats de cette recherche permettront d'acquérir des connaissances sur ce sujet en travail social.

3.1.3 L'Étude de cas comme méthode de recherche

Comme mentionner dans la conclusion de notre problématique, notre recherche a pour objectif de questionner les manières dont les rapports sociaux de sexe sont

articulés dans les actions sociales contre le néolibéralisme tant au sein des discours que des pratiques organisationnelles. N'étant pas en mesure d'analyser l'ensemble des actions sociales opposées au néolibéralisme pour des raisons logistiques, nous avons choisi d'utiliser l'étude de cas comme méthode de recherche. Cette méthode se définit comme

« a research strategy that seeks to generate richly, detailed, thick, and holistic elaborations and understandings of instances or variants of bounded social phenomena through the triangulation of multiple methods that include but are not limited to qualitative procedures » (Snow et Trom, 2002 : 151-152).

L'étude de cas – qui est multiple dans le cadre de cette recherche puisqu'elle cible plusieurs organisations – aura donc comme avantages de pouvoir cibler certains phénomènes ou dynamiques et d'ainsi permettre de mieux conceptualiser certains concepts liés aux rapports sociaux de sexe dans les organisations étudiées.

3.2 Techniques de collecte de données

Suite à une première recherche documentaire, il nous est apparu qu'il existe peu d'écrits sur notre objet d'étude en travail social, comme nous l'avons mentionné dans notre problématique. Prenant cela en compte, nous avons choisi d'utiliser principalement des entretiens semi-dirigés comme technique de collecte de données pour acquérir ces connaissances à partir du vécu des participantes et des participants. Afin d'enrichir notre analyse, nous avons aussi effectué des observations directes au sein des deux organisations choisies. Les grands thèmes guidant ces deux techniques de collecte de données ont été directement tirés des notions abordées dans notre cadre théorique. En ce sens, nous avons questionné la perception que les sujets participants ont de l'articulation des rapports sociaux de classe et de sexe ainsi que les différentes dynamiques organisationnelles (pour plus de détails à ce sujet voir Annexe B – Guide d'entretien). Finalement, en troisième lieu, nous avons procédé à une analyse de la

documentation afin de réaliser une comparaison entre ce qui est écrit, ce qui est dit et ce qui est observé sur notre objet de recherche au sein des organisations retenues.

3.2.1 Critères et méthodes d'échantillonnage

Pour réaliser notre recherche, nous avons opté pour un échantillonnage non probabiliste et intentionnel; c'est-à-dire que les organisations ainsi que les personnes ont été choisies selon certaines caractéristiques précises établies selon les objectifs de notre recherche. En ce sens, nous avons recensé des organisations et les avons classées selon certains critères afin d'en cibler deux comme terrains de recherche. La mixité homme/femme, la méthode d'intervention, les cibles de l'action sociale, la présence de principes ou de revendications féministes sans être sa mission première, la structure organisationnelle ainsi que l'intérêt pour notre recherche ont été les éléments pris en compte. Sur 18 organisations recensées, nous en avons retenu deux organisations ayant des structures semblables afin d'avoir une meilleure base de comparaison. Ces organisations sont le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Ces organisations sont des regroupements nationaux mixtes, prônant l'action sociale comme méthode d'intervention, luttant contre le néolibéralisme et ayant des revendications et pratiques féministes. Il est à noter toutefois que ces organisations présentent des différences notables, si ce n'est qu'au niveau de la rémunération des personnes impliquées. Dans le prochain chapitre, nous nous attarderons sur certaines de ces différences.

Afin de mieux cerner les personnes participantes qui participeraient aux entrevues, nous avons établi certains critères. Ainsi, les participantes et participants devaient faire partie ou avoir fait partie, au courant des cinq dernières années d'un de ces deux organismes pour une période d'au moins 6 mois. En partant de cette sélection, nous avons envoyé des invitations larges sur les différents réseaux de communication des

deux organisations. Suite à un faible nombre de réponses, nous avons aussi procédé à des courriels personnalisés auprès de personnes correspondant à nos critères avec l'aide de la permanence du FRAPRU et du comité femmes de l'ASSÉ. Nous avons aussi assisté à une rencontre du comité femmes du FRAPRU pour présenter notre projet et pour se faire connaître.

En cohérence avec le cadre théorique, l'échantillonnage des entrevues a tenté de regrouper, dans chacune des organisations, une diversité de personnes selon plusieurs caractéristiques; sexe, posture dans l'organisation, origine ethnoculturelle, scolarité, âge et classe sociale. Les femmes blanches répondant plus fortement à notre invitation, nous avons éprouvé certaines difficultés à respecter cette diversité de personnes. Par conséquent, nous avons dû limiter la participation de certaines personnes afin de ne pas entraîner une surreprésentation de certains profils. Bien que nous souhaitions au départ passer en entretien un nombre égal d'hommes et de femmes, ces dernières sont finalement plus nombreuses. Des relances ont été effectuées ciblant exclusivement les hommes, qui n'ont malheureusement pas eu de suites. Nous avons aussi fait plusieurs démarches afin d'obtenir des entretiens avec des personnes provenant du cégep pour l'ASSÉ ainsi que des militants ou des militantes non-salariées pour le FRAPRU sans succès.

3.2.2 Entretiens semi-dirigés

Notre principale technique de collecte de données pour cette recherche a été l'entretien semi-dirigé. Celui-ci « permet à l'interviewé de structurer lui-même sa pensée autour de l'objet envisagé, mais dont l'objet défini par le questionnaire élimine, du champ d'intérêt, diverses considérations accessoires » (Bédard, 2013, p.108). Cette méthode a été choisie parce qu'elle permet aux participantes et aux participants d'aborder des thèmes qui ne sont pas préalablement établis, tout en ciblant des éléments de recherche. De plus, l'entretien permet d'obtenir des

informations qui ne sont pas documentées auprès des personnes étant les plus enclines à connaître les rapports sociaux de sexe au sein de leurs organisations. L'entretien individuel porte aussi l'avantage de pouvoir aborder des questions complexes et intimes (Mace et Pétry, 2000), ce qui nous semblait donc idéal vu notre sujet de recherche. Afin d'orienter ces entretiens et de nous assurer de ne pas oublier certains aspects, nous avons construit un guide d'entretien comprenant une dizaine des questions ouvertes. Ce guide a été utilisé pour l'ensemble des entretiens et se divisait en quatre grands thèmes tirés de notre cadre théorique – 1-la participation et l'expérience individuelle au sein de l'organisme; 2- les processus de décision et les pratiques organisationnelles; 3- le pouvoir, la répartition des tâches et les rapports de domination; 4- les possibilités féministes au sein de l'organisation. Il a été préalablement testé auprès d'une personne – membre d'une de ces organisations, mais non retenu dans l'échantillon – afin d'assurer que les questions étaient accessibles et couvraient bien l'ensemble de nos objectifs de recherche.

Plus concrètement, sur une période de trois mois, nous avons effectué sept (7) entretiens durant entre 55 et 95 minutes – cinq (5) avec des femmes (deux (2) au FRAPRU et trois (3) à l'ASSÉ) et deux (2) avec des hommes (un dans chaque organisation). Ces milieux d'implication étant restreints en nombre de personnes, il a été écarté d'inclure un tableau présentant les caractéristiques de chacune des personnes participantes afin de conserver la confidentialité de celles-ci. Nous pouvons toutefois, faire ressortir des constats généraux. Ainsi, l'ensemble des participantes et des participants ont siégé ou ont été élus sur un comité ou un conseil de leur organisation au cours de 5 dernières années. Cependant, les rôles occupés ainsi que l'ancienneté au sein de l'organisation étaient variables d'une personne à l'autre. Ainsi certaines personnes avaient une expérience sur plusieurs instances de l'organisation, alors que d'autres s'étaient impliqués sur un comité en particulier. Il est important de noter que quatre des cinq participantes avaient déjà fait partie du comité femmes de leur organisation respective et que quatre des participants et

participantes avaient siégé sur le Conseil d'administration du FRAPRU ou sur le Conseil exécutif de l'ASSÉ. Autre fait notable, toutes les personnes provenant du FRAPRU étaient salariées et toutes celles s'impliquant à l'ASSÉ étaient maintenant universitaires bien que certaines d'entre elles avaient débuté leur implication lorsqu'ils et elles étudiaient au Cégep. Finalement, bien que toutes ces personnes avaient un intérêt marqué pour le féminisme, leur connaissance et leur définition sur le sujet étaient distinctes. Quatre (4) des participantes se définissaient comme militantes féministes et deux (2) avaient fait des études féministes.

3.2.3 Observations directes

Lors de notre terrain de recherche, nous avons été informées que les deux organisations ciblées tenaient des instances décisionnelles où des questions féministes seraient traitées. Il nous a donc semblé judicieux d'ajouter l'observation directe comme technique de collecte de données. Ce procédé de recherche « implique l'activité d'un chercheur qui observe personnellement et de manière prolongée des situations et des comportements auxquels il s'intéresse, sans être réduit à ne connaître ceux-ci que par le biais des catégories utilisées par ceux qui vivent ces situations » (Jaccoud et Mayer, 2007, p. 212). Ainsi, une Assemblée générale du FRAPRU – celle des 29 et 30 janvier 2015 – et un Congrès de l'ASSÉ – celui des 21 et 22 février 2015 – ont fait l'objet d'une observation dans le cadre de cette recherche. Il est important de noter que lors de ces observations, notre présence et nos activités ont été dissimulées à la majorité des personnes présentes. Nous avons procédé ainsi afin de limiter notre influence sur les comportements des personnes observées.

Afin d'aider cette collecte de données, des grilles d'observations – une pour chaque organisation – ont été conçues à partir de notre cadre théorique et des premiers constats faits lors de nos entretiens individuels. Cette grille nous a permis de répertorier l'ensemble des prises de paroles lors de ces instances en notant certains

éléments tels que la durée, la fréquence et l'ordre des interventions ainsi que les types d'argumentaires et la nature des interventions. Nous avons d'abord l'intention de noter le statut – militant, militante ou salarié, salariée – des personnes prenant la parole lors de l'instance du FRAPRU. Toutefois cet exercice n'a pu être réalisé, en raison de l'absence de connaissance du statut de ses personnes couplé à notre volonté d'interférer le moins possible avec le terrain lors de nos observations. En plus des grilles d'observations, des notes de terrains de type méthodologique et théorique (selon la classification de Jaccoud et Mayer, 2007) ont été prises lors de ces instances. Celles-ci contiennent la description du déroulement des journées d'instances ainsi que certaines notes faisant référence à notre cadre théorique. Finalement, des notes de mêmes types ont été prises lors d'une rencontre du comité femmes du FRAPRU. Contrairement à nos observations lors des autres instances, les personnes présentes ont été informées de notre recherche.

3.2.4 Analyse de la documentation grise

Dans un troisième temps, nous avons analysé une partie de la documentation produite par chacune des organisations. Nous avons ainsi pu en tirer les différentes positions, revendications et stratégies féministes mises en place de manière officielle au sein de ces organisations. Une partie de cette documentation a été recueillie lors des instances décisionnelles auxquelles nous avons participé. Une liste exhaustive des documents utilisés se trouve en Annexe D.

3.3 Traitement des données et analyse

Pour cette recherche, nous avons eu recours à une analyse thématique pour tenter de comprendre les différentes tensions dues aux rapports sociaux de sexe. Cette méthode se fonde sur la thématisation, c'est-à-dire : « la transposition d'un corpus donné en un

certain nombre de thèmes représentatifs du contenu analysé et ce, en rapport avec l'orientation de la recherche (la problématique) » (Paillé et Mucchielli, 2012, p.232). Cette méthode d'analyse a d'abord permis de relever les thèmes pertinents, pour ensuite documenter les divergences existantes ainsi que l'importance de certains éléments à travers l'ensemble des entretiens (Paillé et Mucchielli, 2012).

Concrètement, les entretiens ont été enregistrés et des notes de terrains ont été prises immédiatement suite à chacun des entretiens afin de noter nos conversations hors enregistrements ainsi que nos commentaires et réactions. Cela nous a permis, dans un premier lieu, d'identifier notre comportement de chercheuse ainsi que les moments où il y aurait pu avoir interférence avec nos données de recherche. Dans un deuxième temps, ces notes nous ont permis de noter les conditions objectives de l'entrevue ainsi que de nouveaux éléments apportés par les participants et les participantes.

Les entretiens ont ensuite été transcrits intégralement sous formats verbatim. Avant de débiter la thématisation, nous avons d'abord effectué une première lecture de ces documents afin de saisir le matériel dans sa globalité. L'étape suivante fut la thématisation en continu des sept verbatim selon la méthode décrite par Paillé et Mucchielli (2012). Nous avons ainsi identifié les thèmes au fur et à mesure de la lecture du texte. Après chaque verbatim, nous avons retranscrit et parfois regroupé ou renommé ces thèmes dans un tableau en les classant sous des ébauches de rubriques. Après avoir effectué ces opérations pour l'ensemble des verbatim, nous avons construit un arbre thématique comprenant une quinzaine de rubriques définitives. Par ce procédé, nous avons ainsi produit « un portrait thématique du corpus permettant de dégager quels thèmes sont présents, avec quelle importance, associés de quelle façon, etc. » (Paillé et Mucchielli, 2012, p. 291).

Afin d'arrimer nos multiples méthodes de collecte de données, nous avons pris comme point de départ l'analyse des entretiens semi-dirigés. Nous avons fait ce choix méthodologique en raison de notre volonté de mettre les participantes et les

participants comme sujets connaissant au centre de notre recherche. Ainsi, nous avons analysé les données fournies par nos observations directes et par la documentation grise des deux organisations sous un procédé de thématisation séquencée (Paillé et Mucchielli, 2012). Une fiche thématique créée à partir des rubriques tirées des entretiens a donc été appliquée à ces corpus pour en permettre l'analyse.

3.4 Limites et biais de la recherche

Comme toute recherche, ce projet comporte certaines limites et certains biais qu'il convient d'énoncer. D'abord, certaines limites proviennent de nos choix théoriques, tels que celui de cibler spécifiquement l'articulation entre les rapports sociaux de classe et les rapports sociaux de sexe. Nous reconnaissons ainsi que nos orientations théoriques teintent nos résultats de recherche.

Ensuite, les techniques de cueillette de données retenues pour ce projet de recherche ont aussi certaines limites. En effet, nos données peuvent être influencées par la relation entre intervieweuse et interviewée. Dans la même lignée, notre position sociale – de chercheuse universitaire, de femme blanche, de francophone, de jeune et de militante féministe – et les privilèges ou oppressions qui en sous-tendent ont un impact sur les résultats de recherche. Étant conscientes que les caractéristiques, les interventions ainsi que les attitudes de l'intervieweuse peuvent marquer les propos de l'interviewée (Poupart, 1997), nous y avons porté une attention particulière. Il est à noter que certaines personnes participantes étaient connues de la chercheuse avant les entretiens. Une attention particulière a donc été prise afin de s'assurer du consentement libre et éclairé de ces personnes, mais nous sommes conscientes que cela a tout de même un impact sur les résultats de recherche. Si cela a permis d'avoir accès à des informations sensibles en raison du lien de confiance entre l'intervieweuse et l'interviewée, cela a aussi probablement eu un impact sur les sujets

abordés. Le fait d'être connue comme militante féministe dans l'une des organisations a aussi certainement eu un impact sur les personnes voulant participer ou non à notre recherche.

De plus, bien que les entretiens semi-dirigés permettent de traiter plus en profondeur une situation donnée, ces techniques reposent sur un petit échantillonnage. Les techniques de recrutement utilisées présentent aussi certaines limites, dans la mesure où la diversité des participantes est tout de même limitée. Dernièrement, nous avons aussi été limitées par des contraintes humaines et logiques au cours de notre recherche. Nous sommes ainsi pleinement conscientes que les données que nous avons recueillies ne sont qu'un échantillon et nous ne prétendons en rien pouvoir saisir l'ensemble de la complexité des organisations étudiées ou de notre sujet d'étude. Pour l'ensemble de ces raisons, bien que les résultats qui seront générés par cette recherche seront fort pertinents afin de mieux comprendre certains rapports sociaux de sexe dans l'action sociale québécoise, ils ne seront pas généralisables. Nous espérons toutefois que notre recherche pourra susciter des pistes de réflexion pour penser l'articulation du féminisme en mixité.

3.5 Considérations éthiques

Pour nous assurer du consentement libre et éclairé des sujets participants, toutes les informations relatives à l'entretien et à la recherche en soi ont été fournies précédemment à l'entretien. Il a ainsi été mentionné d'entrée de jeu : nos intentions de chercheuse, le déroulement de l'entretien, nos mesures d'anonymat et de confidentialité. Nous avons donné aux participantes et aux participants une période raisonnable de réflexion quant à leurs participations après la transmission de ces informations en nous assurant d'avoir au moins une semaine entre le premier contact et l'entretien. La possibilité pour eux et elles de se retirer en tout temps de la recherche a aussi été mentionnée. Les risques et les avantages de la recherche pour les

sujets participants ont été considérés et expliqués aux participantes et aux participants avant de tenir l'entretien. De plus, l'ensemble de ses informations était présent dans le formulaire de consentement qui a été lu et signé (voir annexe A) avant chacun des entretiens. Une attention particulière a été prise pour les personnes connues par la chercheuse.

Cette recherche s'est assurée du respect de la confidentialité de l'ensemble des participantes et des participants. En ce sens, certaines informations – nom, endroit d'implication, postes ou autres informations pouvant permettre l'identification – ont été codées lors de la transcription. Dans cette même lignée, des pseudonymes ont été utilisés afin d'identifier leurs propos. Les enregistrements audio ont été conservés sur un ordinateur protégé par un mot de passe et seulement consulté dans le cadre de cette recherche soit par nous-mêmes ou ponctuellement par notre directeur ou notre codirectrice. De plus, ces documents seront effacés après la réception de l'avis d'acceptation officielle du mémoire.

Finalement, notons que les dispositions éthiques ont aussi concerné les deux organisations retenues comme terrain de recherche. Celles-ci ont été contactées par une demande écrite – comprenant une brève description du projet de recherche, de l'implication demandée de leur part ainsi du processus de sélection des personnes participantes. De plus, toutes deux ont donné leur consentement quant au fait que leur organisation soit explicitement nommée dans notre mémoire.

CHAPITRE IV

LE FÉMINISME DANS DES ORGANISMES MIXTES PRÔNANT L'ACTION SOCIALE : LE FRAPRU ET L'ASSÉ COMME CAS DE FIGURE

Dans les chapitres V et VI, les résultats de recherche et leur analyse seront exposés simultanément. Cette exposition thématique se fera en deux temps. Il sera d'abord question des rapports sociaux de sexe présents à l'intérieur des deux organisations à l'étude, de leur traduction et de leurs impacts. Le chapitre VI quant à lui explorera les apports et les limites de l'articulation d'une analyse féministe au sein de ces organisations opposées au néolibéralisme.

Mais tout d'abord, dans le présent chapitre, nous présenterons certains aspects des deux organisations retenues afin de mettre les bases de l'analyse des résultats. La première section décrira leur modèle d'organisation et leur opposition au néolibéralisme. Ensuite, nous présenterons leur articulation du féminisme tant en ce qui concerne leurs principes et revendications que de leurs stratégies et actions. Une attention particulière sera ensuite mise sur les Comités femmes ainsi que sur les différences notables entre le FRAPRU et l'ASSÉ qui influencent nos résultats.

4.1 Qu'est-ce que le FRAPRU et l'ASSÉ? : Description de leur action sociale contre le néolibéralisme

Comme précédemment définie dans notre problématique, l'idéologie politique néolibérale défend une conception de la société en misant sur l'individualisme, la responsabilité individuelle, la propriété privée ainsi que la liberté de marché aux dépens de toutes autres formes de solidarité sociale (Harvey, 2006). Plus particulièrement, dans le domaine du logement, la propriété privée – focalisant sur l'accumulation, la valeur d'échange et l'appropriation exclusive – est opposée à la

conception de l'espace comme lieu commun et émancipateur et entraîne aussi une négation du droit au logement puisque ce dernier freine les possibilités de rendement en privilégiant les locataires aux marges de profit. La doctrine néolibérale prône aussi le désengagement de l'État au bénéfice de la privatisation, un phénomène qui s'observe tout particulièrement dans le domaine de l'éducation (Duclos, 2015). Se faisant, elle reproduit les inégalités sociales et fait la promotion d'une économie du savoir – où « l'objectif premier de l'éducation est d'améliorer l'économie en alignant les savoirs et les compétences aux besoins du marché » (Duclos, 2015) aux dépens de la création de savoirs pour le bien-être de la collectivité.

En réponse à cela, nous avons démontré que l'action sociale – modèle d'organisation communautaire – s'appuie théoriquement sur le fait qu'il existe un conflit social et prône ainsi des techniques de conflits afin de parvenir à un changement social (Bourque, Comeau, Fravreau et Fréchette, 2008) afin de combattre le néolibéralisme. Ainsi, ce modèle a pour objectif d'atteindre une société où il y aurait une meilleure redistribution de la richesse et des revenus ainsi qu'une prise en charge collective des institutions politiques et économiques (Hanley, Kruzynski et Shragge, 2013). Cela dit, examinons maintenant en quoi, par leur conception des problématiques sociales et des structures de pouvoir, la finalité de leurs actions, ainsi que leurs stratégies et tactiques privilégiées, le FRAPRU et l'ASSÉ s'inscrivent dans cette méthode d'organisation et articulent une analyse féministe.

4.1.1 Le FRAPRU et l'ASSÉ en opposition au néolibéralisme : principes et finalités

Fondé en 1978, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a d'abord été défini comme « une organisation commune autour de l'aménagement urbain dont le caractère sera principalement revendicatif, appuyé par des services, et visant à adopter des mesures qui profiteront à chacun de nos quartiers » (FRAPRU,

2016a). Ce regroupement national, composé d'approximativement 160 groupes membres, s'inscrit dans une volonté de créer un rapport de force suffisant afin de modifier les politiques sociales et d'ainsi améliorer les conditions de logement et de vie de la classe populaire (FRAPRU, 2015a).

Alors que le néolibéralisme s'appuie fermement sur le principe de la propriété privée, entraînant ainsi certaines problématiques telles que la gentrification où « une population plus riche remplace une population plus pauvre, en produisant un renchérissement des valeurs immobilières » (Bourdin, 2008, p. 24), le FRAPRU s'oppose fermement à ce processus d'élitisation des villes et d'expulsion des personnes à faible revenu. Par des actions à caractère revendicatif, ce regroupement vise « à établir, avec la participation des populations directement concernées, un rapport de force obligeant l'État à adopter des mesures permettant l'amélioration de la qualité de vie et plus particulièrement des conditions de logement » (FRAPRU, 2012, p. 3). Cette opposition au néolibéralisme est aussi présente dans ces trois principales orientations où il est affirmé que le droit au logement « doit primer sur le droit de propriété » (FRAPRU, 2015a), et que :

Le FRAPRU considère que l'État doit jouer un rôle central en habitation. L'entreprise privée, basée sur la seule logique du profit et qui fait du logement une marchandise comme les autres, s'avère incapable de respecter ce droit et de permettre l'accès de toutes et de tous au logement. C'est pourquoi l'État doit développer en priorité le logement social et assurer la présence d'un secteur non spéculatif fort, sous forme de logements publics, coopératifs et sans but lucratif. L'État doit aussi contrôler le marché privé de l'habitation.

Le FRAPRU vise le plus grand contrôle de l'ensemble des citoyens et des citoyennes sur leurs conditions de logement, l'aménagement de leur quartier et leur milieu de vie (FRAPRU, 2015a)

Cette organisation a ainsi comme finalité l'atteinte d'une répartition sociale de la richesse et la disparition des inégalités en matière de logement par une plus grande intervention étatique dans le champ du social et par la participation sociale de

l'ensemble des citoyennes et citoyens. En plus, de s'opposer au néolibéralisme sur la question du logement, le FRAPRU a aussi des positions sur d'autres problématiques reliées au néolibéralisme. Des résolutions ont ainsi été adoptées sur la lutte à la pauvreté et au néo-libéralisme, contre la globalisation capitaliste ou encore sur le droit de manifester et contre la répression policière (FRAPRU, 2014). De manière plus concrète, le FRAPRU est aussi l'un des organismes fondateurs de la *Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics* – regroupements d'une centaine de groupes sociaux qui a pour objet de s'opposer aux politiques néolibérales telles que les compressions et les hausses de tarifs ainsi que de revendiquer l'accès à des services publics de qualité et universels (2016).

De son côté, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a été fondée en 2001. « C'est autour de la lutte contre la mondialisation néolibérale que naît l'ASSÉ qui se veut plus militante, plus combative, plus progressiste, plus transparente et surtout plus démocratique que ne le sont les fédérations étudiantes » (Lacoursière, 2008, p. 91). Ainsi, regroupant plus de 70 000 membres répartis dans une quarantaine d'associations étudiantes, l'ASSÉ se dit aussi ouvertement en lutte contre le néolibéralisme (ASSÉ, 2016b).

Cette opposition transparait dans les principes qui sont à la base de l'organisation. On y retrouve en effet, des positions en faveur de la gratuité scolaire et « un réseau d'éducation public libre de toute ingérence de l'entreprise privée, y compris la sous-traitance » (ASSÉ, 2014a, p. 5). L'organisation s'oppose aussi à « toute forme de mondialisation qui entérine la prédominance du profit sur le bien-être de la population » (ASSÉ, 2014a, p. 5). De surcroit, l'ASSÉ dit s'organiser autour du principe de syndicalisme de combat et l'un de ses buts est la défense des intérêts des étudiantes et étudiants « par la construction et le maintien d'un rapport de force permanent face à l'État et à l'élite économique » (ASSÉ, 2014a, p. 4).

Cet aperçu ne donne que quelques-uns des exemples concrets de l'opposition marquée du FRAPRU et de l'ASSÉ à la doctrine politique néolibérale. Leur vision du conflit social transparait aussi dans les termes utilisés par chacune des organisations à travers leurs communications officielles et leur matériel de mobilisation. On parle ainsi de bataille, de front, de menace, de rapport de force, de combat, de lutte ou encore d'escalade des moyens de pression (ASSÉ 2016a, FRAPRU 2015a; 2016a).

4.1.2 Survol de leurs structures et des stratégies et actions utilisées

Si ces organisations s'opposent au néolibéralisme par leurs principes politiques et leurs visions théoriques, cette position transparait également dans leurs structures organisationnelles et dans les stratégies, tactiques et actions qu'elles mettent de l'avant. De ce fait, nous ferons ici une courte description de leurs modes de fonctionnement respectifs à partir de leurs statuts et règlements et de nos observations directes avant de nous attarder sommairement à leurs types d'actions et de stratégies. Il est à noter que nous reviendrons dans les chapitres V et VI sur les forces et les limites ainsi que sur les dynamiques qui émanent de ces structures organisationnelles.

Dans ces deux regroupements nationaux, il existe une volonté de mettre les membres au centre des décisions prises, de fonctionner par démocratie directe, postulat souligné par la majorité des participantes et participants de notre recherche. En effet, tant à l'ASSÉ qu'au FRAPRU, le Congrès – instance regroupant l'ensemble des délégations membres – est l'instance décisionnelle suprême. Au FRAPRU, celui-ci se tient une fois par année et a pour mandat de décider des priorités et des grandes orientations de l'organisation (FRAPRU, 2015a). En dehors du Congrès, les positions et les décisions concernant le plan d'action se prennent lors des quatre assemblées générales annuelles qui regroupent aussi l'ensemble des délégations des organismes membres. Son Conseil d'administration – composé de personnes provenant des groupes membres dont une doit être une personne militante non rémunérée et d'une

personne représentant la permanence du FRAPRU qui n'a pas de droit de vote – se veut comme ayant un rôle principalement administratif. La permanence – ensemble de personnes employées par le regroupement assurant un soutien à la vie associative et à la mobilisation, notamment au niveau logistique et effectuant des représentations politiques – est aussi l'une des composantes importantes du FRAPRU.

À l'ASSÉ, le Congrès est « l'instance suprême de l'organisation. Il a le dernier mot sur toutes les décisions qui la concernent » (ASSÉ, 2014a, p. 8). En moyenne, un Congrès annuel – où est votée la campagne de mobilisation annuelle et se tiennent les élections générales – et deux autres congrès ont lieu par année. La structure de l'ASSÉ comprend aussi plusieurs comités, des Conseils régionaux, un Conseil exécutif et un Conseil central. Ce dernier est composé de l'ensemble des comités et conseils ainsi que des délégations de chaque association membre et est responsable de la prise de décision entre les Congrès (ASSÉ, 2014a).

Dans les buts de cette recherche, il est important de noter que, dans la pratique, le Conseil exécutif à l'ASSÉ et la permanence au FRAPRU ont un rôle central au sein de leur organisation. En effet, dans la description du mode de fonctionnement organisationnel donnée par les personnes participantes, il en ressort que si les membres sont au centre des organisations, ces deux instances détiennent un grand pouvoir tant décisionnel que symbolique dans leurs organisations respectives. Nous avons pu effectivement constater que la majorité des fonctions à forte valeur ajoutée – tel que le rôle de porte-parole, de stratégies politiques, l'animation des assemblées générales ou les représentations externes – sont majoritairement attribuées aux personnes siégeant sur ces instances.

Au niveau des stratégies d'actions, ce sont les techniques de conflit et d'imposition d'un rapport de force qui sont principalement mises de l'avant par ces deux organisations. Leurs plans d'action annuels sont ainsi largement composés d'actions directes et de désobéissance civile tels que des manifestations, des actions de

perturbations, des blocages, des occupations, des « drops de bannières », etc. (ASSÉ, 2015e ; FRAPRU, 2016). Dans une logique d'escalade des moyens de pression, la grève – soit générale illimitée des étudiantes et des étudiants, soit sociale – est prônée par ces organisations. Le FRAPRU et l'ASSÉ demeurent ainsi assez critiques des espaces de concertations et de délibérations avec la classe dirigeante (Lacoursière, 2008 ; FRAPRU, 2016).

4.2 L'articulation d'une analyse féministe au sein des organisations

En plus de prôner l'action sociale contre le néolibéralisme, ces deux organisations articulent aussi une analyse féministe chacune à leur façon. La majorité des participantes et participants considéraient que leur organisation était féministe, et ce, pour diverses raisons. Afin de mettre les bases de l'analyse de nos résultats de recherche, les éléments constituant cette analyse féministe et son application – principes, revendications, stratégies et actions – seront ici exposés.

4.2.1 Principes et revendications féministes

Cette analyse féministe est d'abord visible dans les principes et les revendications des organisations et leurs appuis aux luttes féministes, qu'elles soient étudiantes, pour le droit au logement ou non. On fait mention du sexe et de l'identité de genre comme des éléments discriminatoires dans l'une des trois principales orientations du FRAPRU. Ce regroupement a aussi adopté cette résolution en juin 2004 :

Que le FRAPRU vise à établir l'égalité entre les hommes et les femmes et combattre les inégalités entre eux et elles. En ce sens, que le FRAPRU déclare être en rupture avec le système patriarcal et toute autre forme d'exclusion et d'oppression, et que son travail, ses actions, ses écrits et ses revendications reflètent cette rupture (FRAPRU, 2014, p. 17).

D'autres résolutions existent aussi afin de favoriser la mise en application de ce positionnement politique. L'analyse féministe doit ainsi être « intégrée en tout temps [dans les] discours, intervention, actions et vie interne du FRAPRU » (FRAPRU, 2014, p. 15). Il doit aussi y avoir une attention portée afin d'avoir une parité homme/femme dans les sorties médiatiques, des ateliers sur la place des femmes au moins une fois par année ainsi que la prise des moyens nécessaires afin de permettre une meilleure participation des femmes au sein de l'organisation (FRAPRU, 2014, p. 15).

À l'ASSÉ, les revendications classées comme féministes sont nombreuses. Dans les vingt-cinq recensées jusqu'en avril 2014, on y retrouve des revendications pour l'avortement libre, gratuit et accessible; la gratuité des moyens de contraceptions; l'accès et la gratuité des garderies; l'intégration d'un contenu féministe des cours et la féminisation des plans de cours; l'équité salariale; une meilleure conciliation étude-famille et une amélioration de l'aide financière dans une perspective féministe (ASSÉ, 2014b, p. 42-44). D'autres revendications sont formulées en opposition à toute forme de promotion d'un idéal féminin et masculin standardisé, dont celui modelé par le marché capitaliste et patriarcal; à la marchandisation du corps des femmes, et aux concours de beauté (idem). L'intégration à son discours d'une analyse antipatriarcale et anti-sexiste fait aussi partie des motions adoptées dans cette association étudiante depuis février 2006 (ASSÉ, 2014b, p. 43). De plus, par l'adoption de ce septième principe en octobre 2013 « pour un féminisme combatif visant l'abolition du système patriarcal, contre toutes formes d'oppression et de discrimination » (ASSÉ, 2014a, p. 5), le féminisme a été inscrit comme principe fondateur dans les statuts et règlements de cette association. Dans une volonté de mettre en application ce principe, il a également été adopté à ce même Congrès la motion suivante : « Que toutes les associations étudiantes membres aient des principes, revendications ainsi que des pratiques féministes » (ASSÉ, 2014a, p. 6).

4.2.2 Pratiques et actions : application du féminisme dans les structures organisationnelles et dans les dynamiques internes

Ces positions féministes sur papier nécessitent une mise en application pour être effectives. Différentes stratégies tant organisationnelles que d'action sont ainsi mises en place dans ces deux organisations. Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, nos recherches ont soulevé que si ce sont ces pratiques qui portent le féminisme dans la mixité, celles-ci sont aussi mouvantes et nécessitent une lutte continue de la part des féministes afin d'être appliquées, priorisées ou adoptées.

Certaines de ces pratiques féministes sont communes aux deux organisations. C'est le cas, de la féminisation linguistique à l'écrit et à l'oral. L'analyse différenciée selon les sexes se retrouve aussi au sein des réflexions, argumentaires, discours, actions et documents de ces organismes. On retrouve, par exemple, des dossiers dressant des portraits de la situation des femmes en matière de logements au FRAPRU (FRAPRU, 2015b) et de nombreux articles de journaux abordant une analyse féministe à l'ASSÉ. La tenue d'ateliers ou de formations féministes fait aussi parties des pratiques communes. Souvent organisés par les comités femmes respectifs des regroupements, ces ateliers peuvent prendre plusieurs formes – atelier sur un sujet précis comme le code de vie ou les agressions sexuelles en allant jusqu'à une fin de semaine de formation féministe – et plusieurs lieux – des instances régulières à la tournée dans les groupes membres respectifs. Dans une volonté d'atteindre l'équité des prises de paroles, l'alternance des tours de parole entre les hommes et les femmes est aussi appliquée dans les deux organisations afin de favoriser la participation des femmes qui sont minoritaires. À l'ASSÉ, le décompte des tours de parole selon le sexe est aussi une pratique courante afin de sensibiliser les personnes présentes à la surreprésentation des hommes au micro.

À cela s'ajoutent d'autres pratiques féministes organisationnelles à l'ASSÉ. D'abord, il est spécifié dans les statuts et règlements que « chaque réunion du Conseil Central et du Congrès, à l'exception des séances extraordinaires (à moins qu'elles ne portent spécifiquement sur le sujet) devra inclure un point femmes à l'ordre du jour » (ASSÉ, 2014a, p. 20). Ensuite, on encourage les délégations des associations membres qui assistent à ces instances à être composées d'au moins une femme. En effet, selon les statuts et règlements, bien qu'une délégation puisse être composée de trois personnes, « la délégation doit être composée préférentiellement d'au moins une femme et aucune délégation ne doit être composée de plus de deux hommes » (2014a, p. 8). Par adoption d'une proposition à majorité, il est aussi possible de tenir des caucus non-mixtes rassemblant l'ensemble des hommes et des femmes présentes dans deux lieux de discussions distincts sur un sujet préalablement établi. La garde du senti – personne siégeant sur le présidium lors d'un Congrès et ayant pour mandat de veiller à éviter les rapports de domination qui pourraient y survenir – est aussi une pratique inscrite dans le code des règles de procédures et issue « des demandes féministes qui visent à déconstruire les rapports de domination issus du sexisme, du racisme et de l'homophobie » (ASSÉ, 2014b, p. 16). Afin de faire connaître ou de rappeler ces pratiques organisationnelles, un document nommé *Le petit livre mauve* est distribué lors des congrès de l'association. Ce dernier comprend des renseignements au niveau de la garde du senti, des entraves au dialogue, des rapports de domination et des manières d'y remédier ainsi que des différentes pratiques féministes; alternance homme-femme, féminisation et caucus non-mixtes (ASSÉ, 2013b). Certaines personnes participantes ont aussi mentionné l'existence de mécanismes d'inclusion tels que des tours de tables « comment ça va? » et des évaluations en fin de rencontres dans les pratiques d'usages lors des rencontres des comités et conseils de l'association. Toutefois, il a été noté que ces pratiques sont appliquées ou non selon les personnes présentes lors de la rencontre. Finalement au niveau organisationnel, au printemps 2015, il a été adopté de tenir annuellement un Congrès femmes – instance décisionnelle non-mixte autonome ayant comme pouvoirs de déterminer les

orientations féministes générales ainsi que les grandes lignes d'un plan d'action féministe.

Les pratiques féministes de ces deux organisations peuvent aussi prendre la forme d'actions ou d'engagements dans des campagnes féministes. Par exemple, l'ASSÉ a eu une campagne nationale féministe en 2006 portant sur les publicités sexistes. Les deux organisations se sont aussi impliquées dans les Marches mondiales des femmes. Si l'ASSÉ a surtout participé en 2010, le comité femmes du FRAPRU a aussi été très actif dans l'organisation de ces marches dont celle de 2015 *Libérons nos corps, notre Terre, nos territoires*. Diverses actions féministes telles que des manifestations ou des actions directes font aussi parties des pratiques féministes de ces organisations.

4.2.3 Comité femmes

Étant plus qu'une stratégie féministe, les comités femmes non-mixtes respectifs du FRAPRU et de l'ASSÉ sont aussi à la base de la majorité des pratiques féministes qui se retrouvent dans leurs organisations. À l'ASSÉ, ce comité statutaire « a pour objectif de promouvoir la lutte pour la condition des femmes en éducation comme dans la société, et ce, au sein de l'ensemble des instances de l'ASSÉ » (ASSÉ, 2014a, p. 20). De son côté, le comité femmes du FRAPRU est sporadique et se met principalement en place lors des Marches mondiales des femmes. Il n'en reste pas moins qu'il traite d'enjeux qui dépassent la marche et qu'il remet aussi en question les dynamiques internes du regroupement. C'est ainsi que le comité s'est penché sur des sujets tels que le langage macho et plus récemment a travaillé pour l'adoption d'un code de vie pour les instances, activités et actions du FRAPRU traitant entre autres du consentement (FRAPRU, 2015c). En effet, au cours des années, de nombreux outils ont été développés par ces comités femmes. On retrouve ainsi des dépliants sur le langage de domination, sur les publicités sexistes ou encore un abécédaire d'un comité femmes à l'ASSÉ. Si ces comités sont essentiels à

l'articulation d'une analyse en termes de rapports de sexe et qu'ils présentent de nombreux avantages pour les femmes qui s'y impliquent, leur présence peut être source de certains aspects négatifs dont il sera question au chapitre VI.

4.3 Différences notables entre les deux organisations

Si ces deux organisations ont des structures et pratiques semblables et s'opposent toutes deux au néolibéralisme, elles comportent certaines spécificités qui orientent les résultats de notre recherche. Tout d'abord, l'une des différences centrales est le fait que l'implication étudiante se fait sur une base volontaire et non rémunérée alors que le mouvement pour le droit au logement est principalement basé sur des organismes communautaires où l'on retrouve à la fois des personnes employées salariées et des personnes non-salariées que l'on nomme les militants et les militantes. En effet, à l'ASSÉ, seules les personnes adjointes à la permanence sont salariées. Il faut aussi noter que par définition, la condition étudiante est temporaire. Cela a entre autres un impact sur la composition des personnes qui s'impliquent, le temps alloué à l'implication, l'horaire du travail effectué et le roulement au sein des organisations. Alors que certaines personnes participantes ont affirmé être impliquées depuis près de vingt ans au FRAPRU, le nombre d'années d'implication à l'ASSÉ tourne plutôt autour de trois ou quatre ans. On note aussi des différences sur le niveau d'études des membres des deux organisations. Les membres de l'ASSÉ sont par définition majoritairement d'étudiantes et d'étudiants postsecondaires alors que le FRAPRU regroupe des personnes de tous les niveaux scolaires.

La répartition des tâches diffère aussi. Alors qu'au FRAPRU, certaines tâches de la permanence relèvent de la sphère productive – animation des assemblées générales, siège sur le Conseil d'administration, mandat de porte-parole, écriture des propositions et stratégies –, ces tâches sont principalement effectuées par le Conseil exécutif à l'ASSÉ qui n'est pas salarié. Dans cette association, la permanence a

principalement des tâches administratives – secrétariat des Congrès, soutien logistique, gestions comptables, entretiens des archives.

Somme toute, ces deux organisations se rejoignent sur le fait qu'elles utilisent l'action sociale dans l'optique d'établir un rapport de force afin de contrer la montée du néolibéralisme. Elles sont ainsi basées sur des principes de démocratie directe et de combativité. De plus, l'ASSÉ et le FRAPRU, malgré leurs différences, tentent d'articuler le féminisme à travers leurs actions et leurs modes de fonctionnement.

CHAPITRE V

LES RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE DANS LES DYNAMIQUES INTERNES

Avoir des revendications, principes ou pratiques féministes ne signifie pas la disparition des rapports sociaux de sexe dans ces organismes. La présence d'une analyse féministe au sein d'une organisation a plutôt pour effet de mettre en lumière les inégalités de sexe (Gingras, Maillé et Tardy, 1989). Par l'analyse de nos données, nous avons pu dénoter plusieurs traductions des rapports sociaux de sexe au sein des dynamiques internes de ces deux organisations. Nous les avons regroupées sous trois catégories; la division sexuelle du travail militant, les rapports de pouvoir et de domination ainsi que l'influence des rapports sociaux sur l'orientation générale des organismes et des prises de décisions. Ce chapitre les présentera à tour de rôle et se conclura sur les conséquences qu'elles entraînent.

5.1 Division sexuelle du travail militant

Comme nous l'avons vu dans notre cadre théorique, les rapports sociaux de sexe sont définis par l'appropriation du travail d'un groupe par un autre groupe découlant de la division sexuelle du travail (Kergoat, 2001). Les milieux militants comme le FRAPRU ou l'ASSÉ ne sont pas exempts de cette division sexuelle du travail (Fillieule et Roux, 2009; Fillieule et Masclet, 2013). C'est en effet, la conclusion que l'on peut tirer de nos résultats de recherche pour les deux organismes, la majorité des participants et des participantes ayant soulevé l'existence de cette division au sein de leur organisme. Une participante explique cette division des tâches :

C'est sûr que moi j'ai toujours trouvé que les femmes, on était plus portées à aller s'occuper et faire le lien avec les assos et souvent c'était les gars qui allaient faire le lien avec les syndicats, qui allaient s'occuper des finances, pis j'ai toujours trouvé qu'il y avait une division sexuelle du travail militant (Emma).

Ainsi, le travail productif serait d'abord effectué par des hommes au sein des organisations. L'organisation et les réflexions politiques, les rôles de communication tels que porte-parole, la représentation externe, le travail de direction et la participation aux activités sociales ont été nommés par les personnes participantes dans cette catégorie. Du côté du travail reproductif, on retrouve les tâches de maintien et de support tel que la création et le maintien de liens avec les groupes locaux, le travail affectif ainsi que les tâches administratives et logistiques. Ces tâches reproductives sont généralement faites par des femmes, comme nous l'explique cette participante : « y'avait la répartition des tâches, en fait, souvent on associe le travail des filles à la préparation des instances, la reproduction, c'est-à-dire l'organisation au jour le jour, plus quotidienne » (Alexe). De plus, contrairement au travail accompli par les hommes, ce type de tâches est majoritairement invisibilisé comme nous l'illustre cette autre participante :

Le monde est comme wow l'ASSÉ fait des choses parce qu'il y a un article dans tel journal à propos de telle chose, mais souvent on ne voit pas le travail de tout ce qui a été fait derrière ça avant et toute la job justement de terrain qui est fait et qu'on voit pas. On ne publie pas un communiqué de presse à chaque fois qu'on va voir une asso et qu'on fait quelque chose de pertinent avec eux et elles (Emma)

On retrouve ainsi le principe de séparation entre ces tâches « (il y a des travaux d'hommes et des travaux de femmes) [et] le principe hiérarchique (un travail d'homme "vaut" plus qu'un travail de femme) » (Kergoat, 2001, p. 89). De surcroît, comme l'indique Kruzynski, « les militantes (mais aussi des militants) comprennent rapidement que le travail des femmes est moins valorisé que celui des hommes et que ce sont souvent ceux-ci qui détiennent les règles du pouvoir économique, politique et social » (Kruzynski, 2004). Le travail des hommes n'est pas seulement plus valorisé, mais on lui accorde aussi une valeur supérieure comme l'indique Kergoat (2012a, p. 208). Cette valeur provient à la fois de l'association du travail à la sphère productive ainsi que par le sexe de la personne qui effectue la tâche. C'est en effet, ce que démontrent les travaux de Jules Falquet, « dès lors que les femmes investissent des

positions ou des fonctions, celles-ci en sont automatiquement dévaluées » (Falquet cité dans Fillieule, 2009, p. 50). Nos résultats de recherche vont dans le même sens que les conclusions tirées par Falquet. Par exemple, à l'ASSÉ, nous avons pu observer que les hommes siégeant au Conseil exécutif sont perçus comme des leaders ou des stratèges, alors que les femmes sont plutôt reconnues pour leurs capacités d'organisation. Nous avons aussi pu percevoir la dévalorisation de la tâche de porte-parole lors qu'elle est effectuée par une femme au sein des deux organisations.

Dans cette lignée, l'ensemble des participantes à notre recherche parle de non-valorisation de certaines de leurs tâches alors que cela ne revient pas chez leurs collègues masculins. Ceux-ci perçoivent leurs tâches comme importantes, valorisées, visibles ou encore appréciées. Si cette non-valorisation provient en grande partie de la non-reconnaissance et de l'invisibilisation de leur travail, certaines femmes ont aussi mentionné avoir l'impression d'être un poids pour certains collègues ou avoir des difficultés à défendre leurs idées par la non-maitrise du langage militant. En ce sens, une participante décrit ainsi le début de son implication : « j'avais peur de pas être assez intelligente ou que ça allait être pas assez pertinent ce que j'allais dire » (Emma). Elles nomment aussi que la valorisation des tâches découle soit de la visibilité des tâches ou de l'espace dans lequel ces tâches sont effectuées. Il est aussi ressorti que le niveau de pouvoir lié au poste d'implication influe aussi sur la valorisation, certains postes ayant plus de prestige que d'autres au sein de ces organisations. En ce sens, le Conseil exécutif de l'ASSÉ ou le Conseil d'administration et la permanence du FRAPRU sont des espaces plus valorisés au sein de leurs organisations que, par exemple, le comité femmes au FRAPRU : « le comité femmes, on peine à faire valoir des fois nos travaux pis ça serait probablement les tâches les moins valorisées » (Marie).

Si certes, certaines tâches de la sphère productive sont faites par des femmes et certaines revendications visent la parité dans les postes de pouvoir, il existe toujours

une séparation sexuée des tâches au départ. Il existe ainsi, comme au niveau sociétal, un plafond de verre dans les groupes militants (Fillieule et Roux, 2009; Roux *et al.*, 2005). À ce sujet, Fillieule rappelle qu'il existe des « mécanismes subtils assurant la monopolisation des postes à responsabilités par les hommes » (Fillieule, dans Fillieule et Roux, 2009, p. 47). Comme nous avons vu au chapitre précédent, certaines pratiques féministes ont été mises en place afin d'atténuer ces mécanismes de monopolisation. Ainsi, la séparation sexuelle des tâches ne se traduit pas concrètement par l'exclusivité des tâches productives aux hommes, mais plutôt par une priorisation des hommes pour ces tâches. Selon nos observations, d'autres facteurs comme l'ancienneté participe à réduire cette division sexuelle du travail. Par exemple, à l'ASSÉ, une participante raconte que les personnes des autres syndicats s'adressaient seulement aux hommes sur le Conseil exécutif lors des événements et rencontres, mais qu'après un certain temps et la revendication de leur place, les femmes ont aussi été considérées comme des interlocutrices. Ainsi bien qu'il y ait une division sexuelle du travail, il y a aussi un travail effectué – majoritairement par les féministes – afin de mieux répartir ces tâches au sein des deux organisations. Effectivement, les participantes ont noté l'attention portée afin de rendre les tâches les plus égalitaires.

Cela semble être fructueux puisque certaines participantes provenant du FRAPRU ont noté une évolution dans la distribution des tâches avec les années. Elles dénotent ainsi qu'il y a maintenant plus de femmes déléguées et que celles-ci prennent plus la parole. Lors de nos observations, nous avons en effet pu constater la quasi-parité des tours de paroles dans l'instance mixte du FRAPRU; 52,6 % des interventions étant faites par des femmes. Or, la situation n'est pas la même à l'ASSÉ où nous avons observé un écart entre les tours de parole des hommes (59 %) et des femmes (41 %). Cet écart s'intensifie (62,5 % homme et 37,5 % femme) si l'on soustrait le point femmes où celles-ci se sont exprimées majoritairement (56,5 %) ou encore si l'on prend en compte qu'environ 20 % des interventions *femmes* sont faites par le Conseil

exécutif composé alors de quatre femmes et d'un homme. Mentionnons toutefois que cette majorité de femmes sur ce conseil est exceptionnelle par rapport à la moyenne historique de femmes (38 %) sur cette instance de l'ASSÉ depuis 2001.

Cela dit, même s'il y a des critiques internes répandues face à la répartition sexuelle des tâches militantes, elles ne sont pas toujours suivies de pratiques concrètes pour y remédier comme en témoigne une participante : « les gens vont ouvertement critiquer cette division-là sexuelle des tâches, mais ils ne vont pas nécessairement les prendre par la suite » (Anne). De plus, on dénote que même lorsqu'il y a des efforts concrets mis en place, la division sexuelle du travail demeure dans l'action ou lorsque les tâches ne sont pas préalablement assignées.

Mais à chaque fois qu'on se partageait la tâche, dans le feu de l'action y'avait toujours un gars pour te tasser « attend je vais y aller » voilà je me rappelle de frustration comme ça, ce genre de tâche qui sont plus difficile à s'approprier [...] Donc c'est quand même encore genrée et salarié/militant la répartition des tâches, malgré comme l'effort pis le fait de répéter tout le temps (Marie)

Une participante de l'ASSÉ surenchérit en mentionnant qu'en cas de tensions ou de stress, il y a un retour automatique aux tâches traditionnellement sexuées (Anne). De plus, il existe une résistance à reconnaître certaines tâches telles que le travail affectif.

La priorisation des hommes pour les tâches productives provient aussi en partie de la préférence chez les hommes pour les tâches valorisées et dont ils peuvent tirer profit, tel que du pouvoir, du prestige ou de la reconnaissance. À titre d'exemple, une participante nous indique que ces collègues masculins ont tendance à choisir les tâches qui permettent d'avoir de la reconnaissance et de faire des liens à l'externe (Alexe). Lors des entrevues, il a été soulevé que les hommes ont tendance à choisir ou à se faire coopter pour les tâches valorisées. À l'opposé, les femmes sont plus rarement pressenties pour ces tâches et doivent redoubler d'efforts pour y avoir accès. En effet, comme nous le verrons dans la prochaine section, elles subissent des

rapports de domination, ce qui limite leur propre pouvoir. Elles sont aussi moins enclines à se mettre en compétition pour obtenir une tâche ou un poste (Lemay, 2001). Une participante donne un exemple pour illustrer ce phénomène. Lors de la mise en candidature pour un poste valorisé, une militante a d'abord voulu soumettre sa candidature, pour ensuite souhaiter « laisser sa place » à un militant en apprenant son intérêt. Ce dernier lui a signifié qu'il était plus compétent pour remplir ce poste « parce que les fédés et les syndicats sont machos, je pense que ça serait mieux que ce soit un gars qui soit là, comme pour gérer la situation » (Alexe). Toutefois, après que d'autres femmes l'aient confronté en lui demandant « d'avoir une attitude proféministe » et « de lui céder sa place », l'homme a retiré sa candidature pour ce poste. Deux conclusions peuvent être tirées de cet exemple. Premièrement, que les postes à valeur ajoutée sont d'abord perçus comme étant des postes pour les hommes et que les femmes peuvent les avoir si les hommes les cèdent. Et deuxièmement, qu'une pression doit être mise afin que les hommes acceptent de les délaissier.

La division sexuelle du travail se traduit aussi par le fait que les femmes font fréquemment les tâches qui ne sont pas effectuées par leurs collègues, donc souvent les tâches de maintien et de support, bref les tâches associées à la sphère reproductive. Ainsi, même lorsqu'il y a une répartition des tâches, son non-respect ou l'absence de travail de certaines personnes, entraine ainsi une plus grande charge pour les femmes.

On attribuait quand même des tâches, mais au final c'est que les gens ne suivaient pas nécessairement leurs tâches, un moment donné au lieu de toujours passer et de dire comme « heille scuse, mais c'est pas ça que tu es censé faire », mais on faisait juste fuck off pis on se trouvait juste tout le temps à préparer la nourriture, à faire la vaisselle (Alexe)

De surcroit, nos données démontrent que lorsque les femmes accèdent aux tâches de la sphère productive, elles laissent rarement les tâches de la sphère reproductive. Les militantes se retrouvent avec une double tâche (Quirion, 2008), voire une triple tâche lorsque ces dernières souhaitent lutter pour l'intégration ou l'application de pratiques

féministes. Et cela est sans compter le travail domestique de la division sexuelle du travail au niveau collectif qui se définit comme « une relation de service – la disponibilité permanente du temps des femmes au service de la famille et plus largement de la parenté » (Kergoat, dans Bidet-Mordrel, 2010, p. 64) ou le fait que les situations économiques des femmes sont plus précaires comme nous l'avons vu dans notre problématique.

Somme toute, cette section nous a permis de saisir la division sexuelle du travail présente au sein de ces organisations malgré les stratégies mises en place pour l'atténuer. Nous avons, en effet, pu saisir que la division demeure au quotidien et que les bonnes intentions ont tendance à se perdre dans l'action. De plus, il a été démontré que les tâches productives sont d'abord attribuées aux hommes et que quand elles sont faites par les femmes, elles s'additionnent à leur charge de travail qui comprend déjà les tâches administratives et de maintien. Ce phénomène entraîne donc une double, voire une triple tâche pour les femmes impliquées dans ces organisations. La division sexuelle du travail militant a aussi des effets néfastes tant pour l'organisation que pour les femmes qui y sont impliquées comme nous le verrons dans la section 5.4.

5.2 Les rapports de pouvoir et de domination

Si cette division sexuelle existe, c'est qu'il existe aussi des mécanismes de domination constants qui modèlent les rôles de chacun des sexes. Des rapports de pouvoir et de domination qui, comme nous l'avons vu dans notre cadre théorique, ont pour effet d'asseoir la domination d'un groupe sur un autre et de permettre la reproduction des inégalités sexuelles (Kergoat, 2002; Roux *et al.*, 2005). Tout comme la vie sociale en général, les espaces militants sont aussi organisés « de manière à conférer aux hommes une panoplie d'avantages au détriment des femmes » (Dulong, 2010, p. 180). En ce sens, cette section présentera les différents rapports de

pouvoir présents au sein de ces organisations ainsi que les rapports de domination – sous forme sexualisée ou discursive – qui en découlent.

5.2.1 Les rapports de pouvoirs

Ainsi malgré les volontés des deux organisations de fonctionner de manière horizontale et de mettre les membres au centre des décisions, plusieurs rapports de pouvoir et de domination existent et ont été nommés par l'ensemble des personnes participantes à notre recherche. Selon ces dernières, les rapports de pouvoir peuvent avoir plusieurs sources distinctes : le niveau d'implication des personnes, l'accès à l'information, le type de tâches effectuées et leur capital social associé, l'ancienneté ou l'expérience militante ainsi que la connaissance et l'utilisation d'un type de langage et des structures organisationnelles. Nous pouvons ici faire un lien avec le concept du « capital militant » désignant « tout ce qui renvoie au savoir militant, à l'expérience militante, à la socialisation militante, au sentiment de compétence militante » (Dunezat, 2009, p. 246). Conséquemment, il en est ressorti que certains groupes de personnes – des groupes ou associations membres ou des groupes formés selon des affinités politiques ou par localisation géographique – ou certains postes tels que la permanence au FRAPRU ou le Conseil exécutif à l'ASSÉ possédaient plus de pouvoir. Toutefois, les sources du pouvoir nommées ci-haut sont aussi largement teintées par les rapports sociaux de sexe et de classe sociale.

En effet, comme nous l'avons vu dans la section précédente, les tâches et le capital social sont répartis selon une logique sexuée. Les rapports sociaux de sexe agissent également sur l'utilisation du pouvoir qui est faite par la personne accomplissant les tâches comme l'explique cette participante de l'ASSÉ :

Les filles qui sont sur le Conseil exécutif essayent beaucoup moins d'utiliser comme leur pouvoir, que les hommes, pis ça, je le remarque vraiment beaucoup. Vraiment, y'a des hommes qui profitent justement du fait qu'ils sont

sur le Conseil exécutif pour gagner des points militants, ou pour en fait faire les tâches qui veulent là. (Alexe)

Certains hommes militants seraient ainsi plus enclins à user de leur stature dans l'organisation pour choisir les tâches qu'ils veulent effectuer – souvent celles qui sont valorisées ou dont il est possible d'en tirer profit comme nous l'avons vu dans la section précédente – ou encore pour obtenir des contributions à leur implication. À ce propos, une participante explique que certains de ses collègues choisissaient des tâches pour pouvoir *cruiser* (Alexe).

Ensuite, les rapports sociaux de classe ont aussi un impact dans les dynamiques de pouvoir. Ils se matérialisent principalement par une plus grande scolarité, le salariat, la maîtrise d'un certain langage, la capacité d'allouer un temps à une participation militante ou à la préparation des instances et l'accès constant aux informations pertinentes qui découlent de cette implication. Au FRAPRU, le fait qu'une partie des membres soit salariée pour leur implication tandis que d'autres ne le sont pas contribuerait à ces rapports sociaux de classe internes. À l'ASSÉ, en raison de l'absence de rémunération de l'implication, cela se traduit par les différences de milieu socio-économique dont sont issus les membres. Pour illustrer cela, une participante de l'ASSÉ mentionne qu'« un truc important [pour permettre l'implication], c'est la question de l'accès des conditions sociales économiques de base et j'ai déjà entendu des gens qui dans le fond se sont endettés pour comme être sur l'exéc de l'ASSÉ » (Alexe). Nous verrons que ce coût d'implication engendre des inégalités de classe ou de sexe dans la section suivante.

Mis en parallèle avec ces rapports de pouvoir, des rapports de dominations sont aussi présents au sein de ces organisations. En effet, comme nous l'avons vu dans notre cadre théorique – section 2.2.3 – les rapports sociaux de sexes modulent les rôles spécifiques des femmes et des hommes selon des termes de dominés et de dominants (Roux, Perrin, Pannatier et Cossy, 2005). Pour opérer cette modulation, le groupe des dominants – les hommes dans ce cas présent – utilise des rapports de domination afin

d'asseoir son pouvoir. En se basant sur les travaux de Delphy, Dupuis-Déri développe que le “ pouvoir sur ” (domination) implique en général une exploitation, un excédent de pouvoir obtenu par l'appropriation du travail ou du corps d'autrui » (Dupuis-Déri, 2008b, p. 154). Si l'appropriation du travail des femmes est plus facilement perceptible soit par la division sexuelle du travail que nous avons vu à la section précédente que par la domination comme nous le verrons dans les sections suivantes, le corps des femmes peut aussi être source d'appropriation collective comme il en sera maintenant question.

5.2.2 Les rapports de dominations : la domination sexualisée

Mentionnons d'abord que la majorité des rapports de domination soulevée dans cette recherche sont « des paroles ou des comportements non agressifs sur le plan physique » comme l'avait soulevé le Comité femmes de l'ASSÉ (2013a). Ces rapports de domination prennent principalement deux formes : la domination sexualisée et la domination discursive.

La première catégorie renvoie aux rapports de domination ayant trait à la sexualité : les rapports de séduction, les relations sexuelles ainsi que les agressions à caractère sexuel. Cette forme de domination n'était pas abordée dans notre revue de la littérature et de ce fait, nous ne l'avons pas incluse dans notre questionnaire d'entretien. Or, plusieurs participantes (Anne, Emma, Alexe et Marie) ont abordé le recours à la sexualité comme étant source d'un rapport de domination important en défaveur des femmes. La séduction et les relations sexuelles ne sont pas toujours source de domination, mais quand c'est le cas, c'est majoritairement les hommes qui exercent cette domination sur les femmes (Anne, Emma et Alexe). Nous pouvons ici faire un lien avec la contrainte sexuelle – l'appropriation de la sexualité des femmes par les hommes comme s'il s'agissait d'un objet auquel ils ont un droit de propriété – développée par la sociologue féministe Colette Guillaumin (Guillaumin, 1992). Selon

la construction sociale de la sexualité, « les femmes sont les objets du désir hétérosexuel. La sexualité féminine, en particulier celle des femmes hétérosexuelles, est donc largement orientée vers la satisfaction des désirs et des plaisirs masculins » (Dulong, 2010, p. 180).

Quand j'ai commencé à m'impliquer j'avais souvent l'impression qu'on venait me voir et on s'intéressait à moi, pas parce que j'avais des idées politiques nices, mais parce que j'étais belle pis ça entraînait des rapports de séduction forts (Emma).

Comme l'illustre cette participante, cette objectification des femmes provenant de la construction sociale de la sexualité transparait aussi dans ces organisations prônant l'action sociale. Ainsi, comme l'explique Guillaumin, « toute femme non appropriée officiellement par contrat réservant son usage à un seul homme » (Guillaumin, 1978, p.25) est l'objet d'un concours entre les militants. Qui plus est cela s'accompagne aussi de standards de beauté, pour les militantes, qui dictent leur habillement, leur coiffure et même la gestion de leur pilosité. Cette militante de l'ASSÉ nous indique que les militantes doivent être « un peu féminines, mais pas trop, [avoir] un peu de poil sur les jambes, mais pas trop » (Anne). Par cette objectification, les femmes militantes sont réduites à de simples objets sexuels et par le fait même, on occulte leur travail et le fait qu'elles ont des idées politiques.

D'un côté, les rapports de séduction et les relations sexuelles entre les personnes militantes peuvent être un facilitateur d'implication pour certaines militantes. Comme le mentionne cette participante, embarquer dans ces rapports de séduction « va faire en sorte que tu vas avoir accès à différents cercles ou connaître plus de monde plus rapidement à cause de ça » (Emma). Cependant, il s'agit aussi d'un mécanisme de discrimination, envers les autres ou pour celles qui cessent d'y avoir recours. Cela entraîne en effet des difficultés d'accès à certains cercles ou certaines informations. On peut ici faire un lien avec les informations que nous avons recueillies au FRAPRU. Cette influence des rapports sociaux de sexe n'a pas été soulevée

explicitement dans les relations intimes qui peuvent se développer. Cela dit, cela ne signifie pas qu'elle n'existe pas. Comme nous l'avons précisé au début de cette section, nous n'avions pas de questions à cet effet lors de nos entretiens. Une participante du FRAPRU nous a tout de même confié que les rapports sexuels entre les personnes impliquées au FRAPRU sont courants et qu'ils influencent l'intégration au groupe.

Quelqu'un qui n'ira jamais à la bière, va probablement avoir moins de lien et va moins faire partie de la gang. C'est un peu consanguin des fois là le FRAPRU, y'a beaucoup de monde qui ont couché avec beaucoup de monde. Tout ça, ça fait partie quand même du FRAPRU aussi, surtout entre salariés. (Marie)

Il a aussi été soulevé que ces mécanismes d'inclusion par la sexualité sont relativement bien connus au sein de l'ASSÉ et que certaines femmes les utilisent consciemment. Une participante nous raconte qu'au début de son implication, elle s'était fait recommander d'avoir des rapports sexuels avec un des hommes influents de l'organisation pour faciliter son intégration et avoir accès à plus d'informations.

[On] me l'avait dit, pis directement là. « T'as l'air d'être intéressée d'avoir plus d'informations que ce que le cégep peut te dire, tu peux coucher avec un gars universitaire pis là comme c'est super facile de les cruiser là, t'as juste à l'écouter en hochant de la tête pis là ils vont te dire tous les cours pis y vont avoir l'impression d'être super intelligents. Là, après tu vas pouvoir coucher avec, avoir des informations pis là t'as pu besoin d'avoir de relation par la suite, t'as toutes les informations ». Mais c'est comme un échange de services sexuels contre de l'information. (Anne)

De cet exemple ressort le fait que les femmes sont perçues comme des objets; les rapports sexuels ou de séduction s'exprimant comme monnaie d'échange contre de l'information ou une place au sein de l'organisation. Il en ressort que non seulement les informations au sein de ces organisations sont détenues par un nombre restreint de personnes, majoritairement des hommes, mais aussi qu'ils peuvent utiliser cet accès privilégié pour obtenir des rapports sexuels. À travers des conversations informelles

avec des militantes de l'ASSÉ, le phénomène de « la blonde de » – la perte de la reconnaissance collective de la capacité réflexive d'une femme par l'attribution des positions politiques de son partenaire sexuel – a aussi été porté à notre attention.

Bien qu'étant majoritairement non-agressifs, on ne peut pas passer outre le fait que les rapports de domination peuvent aussi prendre des formes agressives et violentes sur le plan physique et sexuel. C'est en effet, suite à une agression à caractère sexuel subie par une militante au cours d'une occupation d'un des groupes membres du FRAPRU (Alerta feminista, 2014-) que le comité femmes a réalisé des ateliers à ce sujet et a fait adopter un code de vie pour les instances, les activités et les actions du FRAPRU (FRAPRU, 2015c). Du côté de l'ASSÉ, en 2012, 2013 et 2015, des militants d'associations membres et des hommes siégeant sur des comités de l'ASSÉ ont été dénoncés pour avoir commis des agressions à caractère sexuel à l'endroit de militantes (Alerta feminista, 2014-; Allard, 2014; Chrétien, 2012; Comité femmes de l'ASSÉ, 2014; Paquette, 2016; Nos corps valent plus que votre confort! Agressors dehors!, 2015 et Tremblay-Fournier, 2013).

Et si les agressions à caractère sexuel sont décriées par la grande majorité des membres de ces organisations, on observe peu d'actions prises – et même souvent de la résistance à ce que des actions soient prises – pour contrer cette forme de domination systémique. Malgré leurs principes féministes, les endroits militants ne sont pas à l'abri de la culture du viol. Les dénonciations mentionnées ci-haut ont toutes été faites plusieurs mois après les événements. Cela porte à croire que ces organisations ne sont pas des endroits où les femmes se sentent à l'aise de dénoncer des militants de peur de subir un backlash et de voir sa parole sans cesse remise en question. Cette peur, loin d'être irrationnelle, est grandement justifiée par les expériences passées où les hommes militants sont plus soutenus et défendus par leurs collègues que les femmes qui dénoncent. Alors, bien que cette forme de domination

ne soit pas la plus courante, elle entraîne de fortes conséquences – comme nous le verrons plus largement dans la section 5.4 – et participe grandement au maintien de la domination des hommes sur les femmes, même au sein de ces organisations militantes.

5.2.3 Les rapports de dominations : la domination discursive

Les autres rapports de domination soulevés au sein de ces organisations se regroupent sous une forme discursive. Cela rejoint la théorie que développe Monnet dans *La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation*, au niveau de la construction sociale de la division sexuelle par les différentes pratiques conversationnelles. Cette auteure indique en effet que les hommes interrompent les femmes, leur imposent le silence et dirigent ainsi le choix des conversations (Monnet, 1998). Dans cette lignée, selon les participants et participantes de notre recherche, les dominations discursives se retrouvent principalement sous ces formes : l'imposition d'un niveau de langage (Anne), la manipulation (Alexe, Anne), la monopolisation de la parole (Marie, Jean), l'entrave au dialogue ou de l'espace de parole (Jean, Alexe) et la prédominance d'un argumentaire rationnel (Anne, Emma, Alexe). À ce propos, un pamphlet relatant diverses formes de domination dans le langage a été mis en page par le comité femmes de l'ASSÉ à partir du travail d'un groupe affinitaire de féministes radicales *Némésis* (s. d.). Celui-ci décrit certaines des dominations discursives que nous avons nommées. L'entrave au dialogue ou de l'espace de parole peut ainsi prendre des formes telles que le rabaissement des autres, l'intransigeance et le dogmatisme, la reformulation des prises de parole des autres pour appuyer son point ou encore faire de son opinion la voix collective pour lui donner plus de poids (comité femmes de l'ASSÉ, s. d.).

Les privilèges liés à la position de classe – tant sociale qu’au sein de l’organisation (être une personne militante ou salariée, provenir du cégep ou de l’université) – et à la position de sexe sont l’un des éléments déterminants dans ce type de rapports de domination. En ce sens, les femmes ainsi que les personnes non salariées ou moins scolarisées sont principalement victimes de cette forme de domination. Par exemple, au niveau de la prédominance d’un discours rationnel (Dupperé, 2007), une participante indique que les femmes sont souvent discréditées sur la base qu’elles sont trop émotives dans leur argumentaire. Elle indique que certains de ses collègues masculins lui avaient dit :

« ah tu es donc bien émotive et t’es tellement trop émotive que t’es pas en position pour prendre une décision rationnelle ou comme, moi je te vois pas comme coordo parce que tu es trop émotive, tu es trop proche de tes émotions, fait que tu es pas assez rationnelle pour prendre des décisions quand il faut les prendre » (Emma)

Étant le sujet d’ateliers et de guide de références, ces formes de domination par le langage sont connues (ASSÉ, 2013b) et critiquées (Dagenais Guertin, 2010). Elles sont tout de même couramment utilisées et justifiées. Représentant souvent l’imposition d’un certain niveau de langage, une participante nous parle de « la ligne juste » ; c’est-à-dire s’exprimer de la « bonne » manière collectivement valorisée ou comme nous le dit cette participante de l’ASSÉ, utiliser les bons termes, le bon argumentaire exactement par cœur, les bons auteurs et références, le bon ton et le bon sens de l’humour (Anne). Il existe en effet un idéal du « bon militant » ; le super-militant qui en plus de détenir beaucoup d’informations et d’être très impliqué, est en mesure de pratiquement toujours faire passer ses positions politiques peu importe les manières employées. L’expérience militante peut être utilisée comme justification de domination discursive, et ce, principalement, par les hommes comme nous l’explique cette participante « je pense que quand y’a un problème, les gars sont vraiment plus prompts à user de leur autorité et de leur expérience militante » (Alexe). Selon elle,

ceux-ci vont être plus directifs dans leurs recommandations, démontrer leurs désaccords publiquement ou utiliser d'autres moyens pour faire de la pression en faveur de leur opinion.

De plus, comme nous le verrons dans la dernière section de ce chapitre, cette domination du langage a plusieurs conséquences néfastes. En effet, par l'utilisation de mécanismes de domination discursive tels que l'imposition d'un certain type et niveau de langage, la monopolisation de la parole ou par les références récurrentes à leur expérience militante, certains militants vont imposer leurs points de vue et par le fait même discréditer ou même empêcher l'existence d'autres opinions. Lors de nos observations, nous avons aussi remarqué que certaines personnes – majoritairement des hommes à l'ASSÉ – sont beaucoup plus enclines à prendre la parole lors des instances. À ce sujet, une participante du FRAPRU indique que bien qu'il y ait toujours plusieurs personnes militantes non salariées lors des assemblées, très peu prennent la parole. « Pour aller au micro, ça prend d'être, quand même une certaine, c'est pas que ça prend des habilités, mais ça prend au moins que tu crois que tu en as. Comme ah ouais je vais y aller, parce que ça peut être super pertinent dit d'une autre façon, mais les gens y osent moins » (Marie). De nos entretiens en général ressort effectivement que pour les autres personnes impliquées, ils entraînent entre autres une peur de s'exprimer (Marie et Emma), un sentiment d'impuissance (Maxime) ou d'imposteur (Anne) et de l'intimidation directe ou indirecte (Emma, Maxime, Alexe, Claire et Emma). De ces faits, la « parole d'un homme sera considérée plus crédible que celle d'une femme. Il saura en général plus facilement imposer à des interlocutrices ses sujets de discussion » (Dupuis-Déri, 2008b, p. 149).

Ces deux types de domination peuvent aussi être combinés. On dénote, par exemple, l'utilisation des rapports de séduction par les hommes ayant de l'expérience et maîtrisant le champ lexical militant « qui passe justement par la séduction pour faire

passer leur message ou leur ligne tout ça » (Emma) auprès des nouvelles militantes à l'ASSÉ.

Somme toute, si les rapports de pouvoir sont nommés par toutes et tous, ils ne sont pas toujours source de domination selon certaines personnes participantes. Cependant à notre avis et selon l'analyse de nos données que nous venons d'exposer, ils en sont tout de même la cause. En effet, comme l'indique Bidet-Mordrel, les rapports sociaux de sexe sont marqués par « un rapport antagonique, de confrontation et d'affrontement, de domination et de violence » (2010, p. 32). Bref, ces formes de dominations permettent le maintien du pouvoir de certains aux détriment des autres.

En résumé, il existe des rapports de pouvoir et de domination présents sous plusieurs formes au sein de ces deux organisations qui sont largement basées sur les rapports sociaux de sexe et de classe. Ainsi, ces rapports se font majoritairement à la faveur des hommes, des universitaires à l'ASSÉ et des personnes salariées au FRAPRU. Ces personnes usent ainsi de divers modes de domination afin d'asseoir leurs visions politiques et leur pouvoir au sein de ces organisations. C'est, entre autres, ces deux catégories de personnes qui prennent majoritairement la parole lors des instances décisionnelles respectives de leurs organisations. Qui plus est, comme il en sera question dans la prochaine section de ce chapitre, ces rapports de domination qui accompagnent la division sexuelle du travail influencent directement l'orientation des décisions.

5.3 Quand les rapports sociaux tronquent le mode de fonctionnement

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les deux organisations étudiées sont structurées de manière à mettre les membres au centre des décisions. Si cet idéal de démocratie a certes de nombreux points positifs, la division sexuelle du travail et les rapports de domination que nous venons de soulever apportent aussi des

questionnements importants. On en vient à se demander qui décide réellement et donc si les priorités mises de l'avant représentent réellement la volonté de toutes et tous. Dans cette section, il sera donc question du coût de l'implication et de l'existence de réseaux informels qui influent sur la détermination des priorités et des actions et donc de l'orientation de ces regroupements.

D'abord, une structure de décision horizontale nécessite une implication constante des membres de l'association et cette implication a un coût. En effet, si l'on souhaite donner un droit de parole à toutes et tous, cela prend un temps et une énergie considérables. Si l'on découpe par exemple le mode de fonctionnement décisionnel de l'ASSÉ, on voit que les propositions sont d'abord réfléchies et écrites avant d'être adoptées dans les assemblées générales des associations membres pour ensuite être défendues par une délégation lors d'un Congrès. Ce dernier – tenu en alternance entre Montréal, Québec et une autre région – dure généralement toute une fin de semaine. Les comités et conseils quant à eux se réunissent entre une fois par semaine et une fois par mois, en plus du travail qu'ils accomplissent. Selon une participante, une personne sur le Conseil exécutif pouvait travailler jusqu'à 80 heures par semaine alors que ce chiffre peut atteindre 40 heures pour une implication sur un comité (Alexe). Et puisque l'implication à l'ASSÉ n'est pas rémunérée, on en vient à se questionner sur les conditions matérielles nécessaires à ce militantisme bénévole. Une participante va dans ce sens :

Quand tu es à l'ASSÉ, même si ça demande vraiment beaucoup de temps, être sur l'exécutif par exemple, même un comité c'est un peu moins de temps, mais c'est ça, mais aussi le fait qu'il n'y ait pas de salaire, ça fait aussi en sorte que y'a quand même des conditions sociales économiques de base pour s'impliquer à l'ASSÉ. (Alexe)

L'implication au sein de cette organisation nécessite donc souvent d'avoir une disponibilité biographique (McAdam, 1988) et des ressources matérielles ou financières qui proviennent souvent de l'appartenance à la classe sociale dirigeante.

Outre la question monétaire, la question du travail domestique est peu prise en compte dans cette demande de temps d'implication.

Au FRAPRU, bien que cette situation semble moins problématique en raison du salariat, ce phénomène est tout de même existant pour les personnes militantes non salariées. Et même quand leur participation aux instances décisionnelles n'est pas limitée par des conditions matérielles ou économiques, il existe tout de même des rapports de pouvoir entre les personnes salariées et celles qui ne le sont pas comme nous l'avons vu au chapitre précédent. Une participante du FRAPRU mentionne par exemple, « y'a toujours plein de militants dans la salle, mais c'est pas eux qu'on entend, pis je ne suis pas toujours sûre que ce que disent les salariés ça reflète ce que pensent les militants » (Marie). De plus, au FRAPRU, les instances décisionnelles – entrant dans un cadre de travail – sont soumises à une planification temporelle plus rigide. Lors de l'assemblée générale que nous avons observée, l'ordre du jour était présenté avec un temps alloué à chaque point. Ainsi, la contrainte du temps est tout de même une limite nommée par certaines personnes de ce regroupement.

Au FRAPRU y'a des contraintes de temps, fait que c'est sûr que ça joue assez démocratique, mais des fois y'a des débats plutôt vites ou qui devraient se faire, pis les plans d'action sont quand même proposés par la permanence là (Marie)

Dans cette lignée, les membres doivent arriver préparés pour être partie prenante des décisions. En effet, le manque de préparation « laisse plus de place à la permanence à orienter les discussions ou aux têtes fortes à orienter les discussions » (Marie). Cela signifie avoir le temps, toutes les informations nécessaires et les capacités pour se préparer. Cela dit, avec la conjoncture de coupes qui surcharge les organismes communautaires (Shragge, 2006) et le fait que toutes et tous ne peuvent pas s'impliquer au même niveau, ce coût d'implication perpétue des inégalités de classe et de sexe au sein des deux organisations.

S'il est vrai qu'il existe une valorisation du sacrifice militant – concept vu dans notre cadre théorique qui renvoie au fait que le changement social nécessite un don de soi, de temps et d'énergie considérable (Buscatto, 2009) –, le FRAPRU et l'ASSÉ tentent tout de même de mettre en place des stratégies qui ont pour objectif de réduire les inégalités de participation liées aux rapports sociaux. La gratuité ou la prise en charge organisationnelle des instances pour les personnes participantes, la mise en place de halte-garderie, la tenue d'une infolettre, de texte ou d'une liste de diffusion résumant les informations pertinentes, la valorisation de la parole des personnes militantes non-salariées, des femmes et des personnes en provenance du Cégep font partie de ces stratégies.

En deuxième lieu, il existe aussi des réseaux informels qui ont une influence directe ou indirecte au sein de ces deux organisations. Ces réseaux sont formés sur une base d'affiliation politique ou par la participation à des activités sociales en dehors des instances formelles. Leur influence peut varier de pressions à défendre certaines positions (Alexe, Anne) à la création d'une ambiance craintive (Alexe) en passant par une augmentation de la crédibilité et du capital social des personnes qui en font partie comme le mentionne cette participante :

ça crée des liens et ça crée des réseaux et ça l'influence. Je pense que ce genre de copinage ça aussi un impact sur « ah bien oui sont cool on va voter comme eux » ou que tu es plus attentif à ce que dit quelqu'un parce que c'est ton ami [...] ça un certain impact, incluant probablement la façon dont tu perçois ce que disent les autres. (Marie)

Ces réseaux étant soumis aux mêmes contraintes de temps, d'argent et de capital politique que l'implication dans les structures officielles sont aussi modelés par les rapports sociaux. Sur ces bases, il y a donc aussi exclusion de certaines personnes d'une partie des discussions ou des réflexions. C'est le cas, entre autres des personnes militantes non salariées au FRAPRU : « je pense que ça exclut quand même certaines personnes, ça crée aussi des fois des dynamiques, je crois que c'est quand même majoritairement un club de salariés, une vie sociale de salariés » (Marie).

La parentalité s'ajouterait aussi comme forme d'exclusion dans cette organisation : « ma réalité c'est que j'ai 3 enfants, fait que moi je peux, je suis moins dans ces réseaux-là maintenant, après le travail je m'occupe de ma famille » (Claire). Et sachant que les femmes effectuent encore aujourd'hui une grande majorité du travail domestique (Couturier et Posca, 2014), elles sont d'autant plus exclues de ces sphères informelles. De plus, les rapports de pouvoir et de domination se retrouvent tout autant dans ces espaces informels et sont même parfois accentués par le fait qu'il y ait moins de stratégies mises en place pour les atténuer.

Somme toute, les rapports sociaux – tant liés à la classe sociale qu'au sexe – se manifestent aussi dans le coût à l'implication et la formation de réseaux informels. Malgré les volontés de les atténuer, ils sont tout de même présents et influencent à différents niveaux les prises de décisions ainsi que l'orientation générale de ces deux organisations. Les réseaux informels, tout comme le coût de l'implication, peuvent ainsi être source de domination et faire en sorte que certaines personnes aient un plus grand poids dans les prises de décisions ou comme le dit cette participante que « leurs voix résonnent plus fort que d'autres » (Claire).

5.4 Impacts des rapports sociaux de sexe

La division sexuelle du travail, les rapports de domination et l'influence sur les orientations générales que nous venons d'exposer ne sont pas seulement des manifestations des rapports sociaux de sexe au sein de ces organisations, ils en sont aussi des mécanismes de reproduction. Ils ont effectivement des impacts concrets au sein de ces organisations et pour les personnes qui s'y impliquent.

En ce sens, il nous semblait primordial d'aborder ici les différentes conséquences engendrées par ces trois mécanismes qui renforcent les rapports sociaux de sexe. C'est pourquoi dans la présente section de notre mémoire, nous présenterons ces

conséquences que nous avons regroupées en quatre temps : la reproduction d'un modèle organisationnel sexiste, l'existence d'obstacles limitant l'implication des femmes militantes, une difficulté de passation des savoirs féministes ainsi que l'appropriation collective du travail des femmes par les hommes.

5.4.1 Reproduction d'un modèle sexiste androcentré

Dans leur article, Fillieule et Masclet indiquent qu'« en raison de la structure sociale inégalitaire et de la division sexuée du travail militant, les répertoires d'action mobilisés par les hommes et les femmes ne sont pas toujours identiques » (2013, p. 7). Et comme nous l'avons vu, les hommes, ayant une voix plus forte au sein de ces organisations en profitant des rapports sociaux de sexe, peuvent ainsi imposer leurs modèles d'actions à l'ensemble. En d'autres mots, ces modèles pensés majoritairement par et pour des hommes militants sont présentés comme neutres de genre. En effet, la construction des structures et modes de décision est sexuée de manière à assurer les rapports sociaux de sexe et la hiérarchie qui en découle. Tel que nous l'illustre cette participante, « les différents systèmes de pouvoir, bien de domination permettent que les gens accèdent à du pouvoir plus facilement au sein de l'ASSÉ, sans avoir à justifier ou à avoir milles choses à prouver » (Anne). Nous avons vu, par exemple, qu'en raison de mécanismes de domination discursive, la parole de certaines personnes – majoritairement des hommes – a plus de poids au sein de ces organisations. La cooptation soit par les relations sexuelles ou encore par les liens informels permet aussi cette rapide ascension. De plus, si nous avons vu que les rapports de domination peuvent avoir pour objectif d'obtenir des faveurs sexuelles, ils sont aussi utilisés pour imposer une vision politique de manière formelle ou informelle. En traitant de la question de la domination des hommes dans la conversation, Monnet explique cette imposition informelle :

Le silence des femmes dans la conversation ainsi que leur exclusion de la communication conduisent à leur invisibilité dans le monde. Si la parole est déterminante dans la construction de la réalité, ceux qui contrôlent la parole contrôlent aussi la réalité (1998, p. 26).

La domination discursive est ainsi utilisée comme mécanisme de contrôle des sujets de conversation en faveur des hommes. Dans cette lignée, Dupuis-Déri mentionne que les hommes « ont tendance à parler plus souvent et plus longtemps que les femmes, à les interrompre et leur imposer les sujets de discussion qu'ils estiment importants » (Dupuis-Déri, 2009, p. 201). En ce sens, ces mécanismes de domination peuvent taire certaines personnes ou certains points de vue. Par exemple, lors de nos observations au FRAPRU, nous avons été témoins à plusieurs reprises de stratégies de contrôle du discours par certains hommes telles que des interruptions de prise de parole ou des rejets de certains questionnements sous prétexte qu'ils sont hors sujet ou non pertinents au débat. Ils entraînent en effet, souvent une secondarisation des luttes féministes comme nous le verrons dans le chapitre suivant. De plus, ces comportements dominants peuvent empêcher la dissidence comme nous le démontre cet exemple où une participante nous parle du fait qu'elle n'osait pas soulever les problématiques vécues avec son collègue susceptible et colérique :

moi ça me fait « ah, je veux juste pu rien dire parce que dans le fond ça me tente pas qui soit fâché contre moi, de créer un conflit, qu'il y ait une scène, je veux pas gérer ça » fait que j'ai juste gardé ça pour moi. (Alexe)

Finalement, l'imposition politique peut aussi se faire de manière plus directe comme l'explique Alexe. Lorsqu'elle siégeait sur le conseil exécutif de l'ASSÉ, certains hommes d'expérience de son réseau informel l'appelaient pour lui indiquer quelles décisions devaient être prises (Alexe).

5.4.2 Obstacles à la présence de femmes

Ensuite, nos résultats de recherches confirment que comme nous l'avons vu dans la littérature exposée dans notre cadre théorique, les trois mécanismes de reproductions des rapports sociaux de sexe sont aussi des obstacles supplémentaires à la présence de femmes au sein de ces deux organisations (Beauzamy, 2005; Kruzynski 2004 et 2005; Dagenais Guertin, 2010; Fillieule et Roux, 2009; Fillieule et Masclet, 2013). Ils peuvent, en effet, affecter directement la motivation à s'impliquer. Outre, les convictions politiques et l'intérêt pour la mobilisation, le sentiment d'appartenance et le plaisir de l'implication sont à la base des motivations d'implication des participantes et participants que nous avons rencontrés. Une participante de l'ASSÉ nous illustre ces propos : « je m'impliquais parce que j'y croyais, mais aussi parce qu'il y avait ce sentiment-là d'appartenance et de collégialité » (Emma). L'identification à un groupe serait en effet, l'une des explications de la participation à des mouvements sociaux selon le politicologue Alessandro Pizzorno :

L'engagement militant, comme le vote, apparaît comme une manière d'affirmer son identification à un groupe par la revendication et mise en œuvre de son code moral. Ainsi conçu, le militantisme répond donc, au moyen de la reconnaissance par une collectivité, aux besoins d'identifications et aux exigences de consolidation des certitudes normatives de ceux qui s'engagent. (Pizzorno expliqué par Mathieu dans Mathieu, 2004, p. 73)

Qui plus est selon la thèse du sociologue McAdam, « l'intégration préalable à un groupe militant semble jouer un solide rôle préventif contre les tentations de défection » (McAdam expliqué par Mathieu dans Mathieu, 2004, p. 79). Cela dit, les conséquences des rapports sociaux de sexe vues dans ce chapitre tel que les rapports de domination, l'incapacité ou la difficulté pour les femmes d'accéder à des tâches politiques, leur faible influence dans les prises de décisions et l'invisibilisation de la majorité de leur travail entre en contradiction avec ce sentiment d'appartenance et

cette motivation d'implication. Il peut aussi mener à un sentiment de l'imposteur ou d'infériorité chez certaines participantes. « Bien l'ASSÉ c'était une grosse sensation d'être l'imposteur tout le temps-là, j'étais pas assez pertinente » (Anne). Un autre participant de l'ASSÉ raconte son expérience lors d'une réunion où un homme monopolisait la parole et usait de domination discursive « c'est sur que ça m'a pas donné envie de revenir. [...] c'est frustrant, tu te retrouves avec des choses comme ça, il y a un sentiment d'impuissance qui sort d'une réunion comme ça. » (Maxime).

Au niveau de la domination sexualisée, plusieurs éléments peuvent aussi grandement décourager la volonté d'implication d'une militante tels que ne pas vouloir être dans des rapports de séduction, l'arrêt de relations intimes avec un militant ou une militante ainsi que d'être victime d'une agression à caractère sexuel. À cela s'ajoute, l'épuisement provenant de la double ou de la triple tâche que nous avons vue plus tôt. Ainsi, dans le milieu militant étudiant, toutes ces difficultés ont comme impact que ce sont souvent les femmes – lasses de se battre pour faire reconnaître le féminisme, épuisées ou exclues – qui quittent leur implication. Au FRAPRU, ces obstacles étant tout de même présents, l'implication entrant dans un travail salarié, les femmes seraient moins enclines à quitter leur emploi pour ces questions.

5.4.3 Difficulté de passation des savoirs féministes

De cet impact en découle un troisième : la difficulté de passation des savoirs féministes. À l'ASSÉ, due à la plus grande démobilisation des militantes, les personnes qui assurent la formation des nouveaux et nouvelles se retrouvent plus généralement à être des hommes. En découle donc une difficulté à la passation des savoirs féministes.

L'inclusion des hommes, ça se fait souvent comme un super militant qui voit un potentiel dans un militant jeune, et là va lui donner plein d'informations.

Comme les féministes on dirait qu'il faut toujours se construire soi-même à partir de zéro. (Anne)

Allant dans ce sens, on peut en effet remarquer que certains débats féministes reviennent périodiquement comme les réflexions sur les agressions à caractère sexuel qui ont eu lieu en 2001, en 2005 et en 2012 au sein de l'organisation. Une participante ayant lu les archives de l'ASSÉ remarque « que les problématiques qui étaient soulevées par des femmes à ce moment-là [en 2005] étaient vraiment similaires à celles qui étaient soulevées par les femmes aussi en ce moment à l'ASSÉ » (Emma). Au FRAPRU, cette difficulté serait surtout due au fait que le comité femmes est intermittent. En effet, ce comité est majoritairement mobilisé lors des Marches mondiales des femmes et est ainsi parfois inactif. Des participantes indiquent aussi que certaines revendications féministes ne sont pas priorisées et que le temps et l'énergie manquent ainsi pour assurer une pérennité des enjeux et réflexions féministes (Anne).

5.4.4 Une carrière qui se fait sur le dos des militantes

Comme nous l'avons vu, la division sexuelle du travail a pour impact d'invisibiliser le travail de reproduction. Le travail de la sphère productive est alors vu comme le seul travail étant réalisé et valorisé. Le travail de reproduction effectué majoritairement par des femmes bénéficie donc aux hommes. En suivant cette logique et en nous inspirant des travaux de Guillaumin (1992), nous pouvons affirmer qu'il y a appropriation du travail des femmes par les hommes. « Les hommes s'approprient *collectivement* le travail militant des femmes. C'est un travail qui n'est pas comptabilisé, qui n'est pas mesurable, et qui n'est pas payé » (Roux *et al.*, 2005, p. 11). Une participante explique son expérience d'appropriation de son travail par un collègue :

symboliquement lui y'en profitait justement, y'était dans une posture de valorisé pis y'en profitait aussi pour aller vers ces hommes-là [reconnu]. Il en profitait pis moi je sentais que c'était un cercle qui était fermé que malgré tout le travail que j'avais fait pis que c'était moi qui avais tout organisé, lui y pouvait quand même avoir accès à ces gens pis être super à l'aise et partager un moment, et profiter un peu du fait qu'y'avait fait un travail, mais finalement ce n'était pas tant le cas. (Anne)

De ces mécanismes ressort aussi la création d'un plus grand capital politique pour certains hommes. Par exemple, depuis 2001, cinq hommes – et aucune femme – ayant siégé sur le Conseil exécutif de l'ASSÉ ont publié des livres ou des articles en lien avec le mouvement étudiant. Ce sont aussi des hommes qui après leur passage sur ce Conseil vont avoir majoritairement des opportunités pour faire des conférences sur le sujet. Ce capital politique peut également jouer sur les perspectives d'emploi suivant l'implication militante par l'attribution de postes dans les syndicats ou dans des partis politiques. Selon une participante, « les super militants après 2012 sont rentrés dans de bons emplois pis c'est des emplois militants. Sinon la plupart des gens sont retournés dans des emplois salaire minimum pis ça aussi de l'impact par la suite » (Anne). L'implication militante pouvant être une forme de rétribution – une promotion professionnelle et sociale – (Buscatto, 2009) peut aussi teinter l'implication globale. Selon cette militante, cela peut en effet renforcer la division sexuelle du travail, les tâches productives n'étant pas seulement plus gratifiantes, mais pouvant aussi avoir plus de bénéfice à long terme (Anne).

Au FRAPRU, la situation n'est pas exactement la même puisque comme nous l'avons vu au chapitre précédent l'implication est en partie déjà issue d'un emploi salarié. Il n'en demeure pas moins que les hommes retirent un bénéfice des rapports sociaux de sexe et de leurs mécanismes de reproduction. Ils ont en effet une plus grande reconnaissance de leur travail tant à l'intérieur, qu'à l'extérieur de l'organisation. Cela a aussi une influence sur le traitement interne des militants. À ce propos, une participante, nous parlant de son expérience, nous raconte : « des fois c'est super délicat les relations homme/femme entre salarié et militante et comme des

militants qui sont vraiment pas corrects, et on a tendance à laisser passer parce que c'est un bon militant » (Marie). Ainsi, les hommes ont une certaine impunité en raison de leur valeur pour l'organisation et il existe une tendance à pardonner aux hommes dominants – et ce même lorsqu'ils ont commis des agressions à caractère sexuel ou du harcèlement envers des militantes – sous le fait qu'ils sont de bons militants. De l'autre côté, la « valeur » des militantes qui s'auto-excluent ou se démotivent n'est que rarement mise dans la balance.

En somme, non seulement les rapports sociaux de sexe existent par la division sexuelle du travail militant, par les rapports de pouvoir et de domination ainsi que par la détermination sexuée de l'orientation des deux organisations étudiées, mais ils assurent leur reproduction. Concrètement, ces mécanismes ont comme fonction d'assurer une domination et une valorisation d'un groupe social – les hommes. De plus comme nous l'avons vu, les rapports sociaux de classe sont aussi présents et influents au sein des structures et des pratiques. Bien que ce portrait soit plutôt noir, notre cadre théorique nous permet néanmoins de « penser et étudier simultanément les phénomènes de reproduction sociale que les déplacements et ruptures de celle-ci, et donc l'émergence de nouvelles configurations pouvant tendanciellement remettre en cause l'existence même de cette division » (Kergoat dans Bidet-Mordrel, 2010, p. 65). C'est pourquoi le prochain chapitre présentera à la fois les avantages et possibilités ainsi que les défis et limites liées à l'articulation des luttes féministes au sein de ces deux organisations.

CHAPITRE VI

LA LUTTE SERA FÉMINISTE OU NE SERA PAS : APPORTS ET LIMITES ORGANISATIONNELLES DE L'ARTICULATION D'UNE ANALYSE FÉMINISTE

S'il est vrai que les rapports sociaux de sexe transcendent l'ASSÉ et le FRAPRU, il est aussi vrai que ces deux organisations tentent d'articuler une analyse féministe afin de les transformer. Cette articulation, qui peut prendre de nombreuses formes comme nous l'avons vu dans le chapitre IV, présente à la fois des avantages et des défis pour les luttes féministes et pour les deux organisations étudiées ici. En ce sens, ce chapitre sera consacré à l'analyse de ces apports et ces limites. L'impact d'un positionnement féministe au national pour les groupes locaux selon les personnes participant à notre recherche sera aussi abordé et nous terminerons notre analyse par la présentation des convergences et des divergences théoriques entre les luttes féministes et les luttes contre le néolibéralisme.

6.1 Les avantages d'avoir une analyse des rapports sociaux de sexe

Tout d'abord, l'analyse féministe – qui transparaît dans ces organismes par l'existence de divers mécanismes organisationnels, outils, actions, principes, discours, argumentaire ou revendications – apporte de nombreux avantages pour ceux-ci et pour les luttes féministes dans leur ensemble. En premier lieu, le fait d'articuler une analyse féministe permet de porter un discours féministe tant sur la place publique – dans les discours et revendications – qu'à l'interne. Ensuite, cela contribue à améliorer la place des femmes impliquées dans les mouvements sociaux. En effet, les réflexions constantes à ce sujet et la création de pratiques féministes allant en ce sens ont un impact positif sur l'inclusion des femmes et participent à leur motivation d'implication. En ressortent ensuite une amélioration et un enrichissement

des organisations en soi. Finalement, le dernier avantage amené par ces perspectives féministes est la participation à la transformation sociale des rapports sociaux de sexe. Voyons maintenant ces apports plus en profondeur.

6.1.1 Porter un discours féministe

Il va de soi que l'articulation du féminisme dans ces organisations a d'abord pour effet de mettre de l'avant et de défendre des enjeux féministes au sein de la société. Ainsi, à travers leur matériel de mobilisation, leurs recherches et leurs interventions médiatiques, l'ASSÉ et le FRAPRU présentent à la fois une analyse différenciée selon les sexes des problématiques sociales ainsi que des revendications féministes comme nous avons vu dans le chapitre IV. Une participante indique, en ce sens que son organisation met « de l'avant les problématiques justement qui sont vécues par les femmes en austérité » (Emma). Il existe ainsi une volonté de défendre ces positions féministes et cela même lorsqu'elles ne sont pas bien vues dans l'opinion publique comme nous l'indique un participant qui nous raconte une situation où l'ASSÉ a défendu des positions féministes « même si partout dans les médias on condamnait ça, on disait voyons donc » (Maxime). Cela force ainsi à exposer un discours féministe dans l'espace médiatique.

De plus, ce discours féministe n'a pas seulement un impact médiatique, mais aussi au sein de ces deux organisations. Il a effectivement été nommé que l'intégration d'une analyse féministe sert aussi de levier d'éducation populaire sur les questions féministes chez les membres des organisations. Ces personnes sont ainsi sensibilisées aux inégalités vécues en raison des rapports sociaux de sexe. Une participante explique cette sensibilisation auprès des femmes impliquées au FRAPRU :

y'a beaucoup de femmes que ça comme éveillé au féminisme, que ça éveillé à l'organisation non-mixte, qui ont apprécié d'entendre bien que c'est pas à elles de faire la vaisselle dans une assemblée ou au camp. [Elles se sont dit] au

prochain camp, on va s'organiser pour qu'il y aille autant de femmes que de gars qui fassent des tâches plus ménagères. (Marie)

En effet, comme elle renchérit : « Le fait qu'il y ait des revendications féministes, qu'on peut s'approprier et expliquer aux gens, ça permet à ces gens d'avoir un accès finalement à une analyse plus féministe » (Marie).

6.1.2 Améliorer les organisations par l'intégration de pratiques féministes

L'intégration de pratiques féministes et le militantisme des femmes améliorent aussi ces organisations en soi (Kruzynski, 2005). Comme nous l'avons vu, les pratiques et principes féministes sont le résultat de luttes féministes menées à l'interne. Lorsqu'elles sont adoptées, ces pratiques ont un impact bénéfique et direct tant sur les stratégies de lutte, l'analyse politique, les solidarités externes que sur les pratiques des militants et des militantes. C'est en effet un vecteur d'influence dans les manières de mener les luttes ainsi que les choix de mobilisations faites comme nous l'illustre ce participant :

le mouvement féministe a une contribution importante, pas juste dans la société, mais dans la façon dont les revendications sont mises de l'avant et également dans le fait que c'est un mouvement qui est influent, qui permet à des personnes d'évoluer, de se remettre en question, de réfléchir (Jean).

Certes, par le questionnement constant des inégalités sociales, ces revendications féministes permettent la mise en place d'espace de réflexion et la production de nouvelles pratiques sur différents aspects organisationnels et idéologiques. La production d'un texte par le Comité femmes de l'ASSÉ « faisant état des rapports de domination entre les membres et les différent-es délégué-es dans les instances et structures de l'ASSÉ » (Comité femmes de l'ASSÉ, 2013a, p. 1) est l'une des illustrations de ces possibilités de réflexions internes afin d'améliorer les pratiques organisationnelles, l'analyse politique et le discours porté.

L'ASSÉ et le FRAPRU progressent constamment. À ce sujet, une participante définit ainsi l'impact du féminisme sur l'ASSÉ :

Ça nous aide à voir aussi comment justement on mène cette lutte-là, je pense que d'avoir ces revendications, ces principes-là pis d'avoir aussi des gens qui les mettent en application et qui voient à ce qu'on applique ces principes-là. C'est pas juste une position qui est écrite, c'est vraiment une façon de militer de faire notre lutte, je pense que ça l'a vraiment un impact sur comment est-ce qu'à l'ASSÉ ça fonctionne. (Emma)

D'autres personnes participantes ajoutent que cela permet aussi de mieux saisir les réalités des femmes et de percevoir la complexité de la composition des groupes de ces deux organisations afin de mieux construire la lutte. Un participant indique que « ça a permis d'étoffer le discours, de l'enrichir, de le connecter aussi avec la réalité de bien des locataires qui autrement ne se seraient pas reconnues dans ce qu'on dit ou aurait dit » (Jean). Cela s'inscrit dans la logique d'identification d'Alessandro Pizzorno qui est décrite par Mathieu :

Les mouvements sociaux offrent aux individus qui les rejoignent non seulement la confirmation qu'ils agissent conformément à leurs normes et valeurs morales, mais ils leur offrent l'occasion de le faire dans et par la rencontre avec d'autres qui partagent ces mêmes normes et valeurs (Mathieu, 2004, p. 73)

Qui plus est, le féminisme est aussi source de création de solidarités tant entre les membres de ces organisations qui comprennent mieux les problématiques liées aux rapports sociaux de sexe qu'avec d'autres organisations qui partagent les mêmes revendications féministes. Par exemple, le FRAPRU a participé à l'organisation et aux mobilisations entourant les marches mondiales des femmes.

Finalement, on ne peut pas passer outre le fait que l'application du féminisme a aussi un impact sur les militants et militantes et sur leurs pratiques militantes personnelles. Un participant nous confie : « moi, un des éléments le plus importants dans ma vie de militant c'est que le féminisme qui m'a été à moi gros et grand gars avec la grosse

voix quelque chose qui m'a énormément aidé à évoluer » (Jean). Ainsi en confrontant les problématiques issues des rapports sociaux de sexe, les pratiques féministes entraînent une remise en question des rapports de dominations et éventuellement leur diminution et permettent de rejoindre plus de personnes.

6.1.3 Améliorer la place des femmes dans les mouvements sociaux

De cela découle aussi la troisième avancée qui est l'amélioration de la place des femmes au sein de ces deux organisations. Le féminisme et les Comités femmes respectifs sont vecteurs de valorisation et ils favorisent la participation et la motivation de certaines femmes à s'impliquer (Emma, Claire, Anne, Alexe et Marie). En parlant de son expérience dans un comité femmes, une participante du FRAPRU indique :

c'est le fun être entre femmes, je pense que la façon de travailler entre hommes et femmes, c'est pas pareil, les réflexions sont pas pareilles. Fait que le fait qu'il y ait des comités femmes, c'est plus facile de partager ça, d'échanger sur certains sujets, de pousser certaines réflexions. Pis y'a une chimie qui se fait là. C'est sur, moi je trouve que c'est un apport. (Claire)

De la sorte, les comités non-mixtes seraient le principal vecteur de cette valorisation et de cet engagement. Selon la politicologue Hélène Duriez, « le groupe non-mixte est un groupe de parole où chacune peut évoquer ses problèmes personnels, se reconnaître dans l'expérience de l'autre, pour discuter ensuite des causes et proposer des solutions » (Duriez dans Fillieule et Roux, 2009, p. 173.) Cette auteure ajoute que ces groupes permettent aux femmes de se sentir légitimes et qu'ils sont aussi moteurs de la sociabilité interne de groupe. Nos données démontrent qu'en effet, ces groupes non-mixtes ainsi que l'application de pratiques féministes tendent à réduire les obstacles qui limitent l'implication des femmes évoqués au chapitre précédent. Une participante de l'ASSÉ s'exprime dans ce sens :

cette valorisation-là, qu'est-ce qui se passait pis qu'est qu'on faissait au comité femmes ensemble, c'est ce qui m'a, c'est encore, ce qui me fait continuer pis c'est encore ce qui me fait militer parce que sinon j'aurais complètement débarqué, je pense, un moment donné (Emma).

Ce sont en effet par ces comités femmes non-mixtes que la plupart des problématiques liées aux rapports sociaux de sexe sont abordées et que des stratégies de luttent sont réfléchies pour ensuite être mises en action. Dans cette lignée, une participante indique que le comité femmes « confrontait les gens sur les problématiques qui se passaient et il nommait les choses et justement je pense que ça l'a aidé aussi dans mon parcours de militante » (Emma).

Alors que nous avons vu que « le sentiment d'appartenance à une communauté ou l'adhésion à une structure associative [...] sont des données favorables à la mobilisation » (Mathieu, 2004, p. 115), il va de soi que les pratiques féministes font aussi en sorte que les femmes se reconnaissent dans les revendications mises de l'avant par ces organisations. Une participante de l'ASSÉ décrit ce phénomène :

défendre ces principes féministes-là ou d'aller chercher une perspective féministe, ça fait aussi que je pense qu'on peut intéresser davantage de femmes aussi à s'impliquer, parce que justement quand, on te parle de quelque chose que tu vis personnellement [...] et qu'y'a une organisation qui te défend là-dedans, bien ça peut être souvent beaucoup motivant de s'y impliquer ou du moins d'y accorder ta confiance (Alexe)

Dans la même lignée, une autre participante nous confie qu'elle a commencé à s'impliquer en raison d'un intérêt pour les principes féministes (Emma). Notre analyse nous porte ainsi à croire que comme cette participante l'indique : « c'est nécessaire qu'y'aille des principes féministes pour que y'aille des femmes qui s'impliquent » (Alexe).

6.1.4 Agir dans la transformation sociale

En l'absence d'une prise en compte des rapports sociaux de sexe, ceux-ci se reproduisent et entraînent l'ensemble des répercussions nommées dans le chapitre précédent. De la sorte, l'articulation d'une analyse féministe permet de penser la transformation des rapports sociaux de sexe, d'en repousser les limites, par la remise en question de leurs mécanismes de reproduction. Par les luttes menées afin de mettre en place des pratiques et des analyses féministes, un rapport de force féministe se crée au sein de ces organisations et ce dernier participe à cette transformation sociale. À ce propos, une participante mentionne : « on s'entend, si y'a un code de vie qui est amené là, c'est parce qu'y'a eu une évolution qui est positive » (Claire). Cela permet aussi aux femmes de devenir actrices de cette transformation. Dans cette lignée, en concluant une étude menée sur la Coordination infirmière Kergoat affirme :

Elles sont devenues un sujet collectif producteur de sens, acteur de sa propre histoire. Ce faisant, elles sont sorties de la figure de la féminité imposée pour devenir des femmes ayant le pouvoir d'agir sur la construction et le développement des rapports sociaux (Kergoat dans Bidet-Mordrel, 2010, p. 74).

Nous pouvons voir qu'en effet, par l'application d'une analyse féministe, les personnes militantes du FRAPRU et de l'ASSÉ ont aussi cette possibilité de façonner les rapports sociaux. S'il est vrai que plusieurs problématiques se répètent continuellement, « y'a aussi des choses qui vont beaucoup plus loin que où on allait y'a 20 ans » (Jean) comme nous le dit ce participant.

En résumé, l'articulation du féminisme permet des apports considérables tant pour les luttes féministes que pour les organisations étudiées et les luttes qu'elles mènent. Or, bien qu'elles participent à leur façon à la transformation complète des rapports sociaux de sexe, l'intégration d'une perspective féministe entraîne aussi des désavantages. Avant de les présenter, voyons d'abord les impacts de l'articulation du féminisme au sein de ces regroupements nationaux pour les groupes membres.

6.2 Le féminisme au national : quels impacts pour les groupes locaux?

Les deux organisations que nous avons étudiées sont des regroupements nationaux de plusieurs groupes membres. Nous souhaitons ainsi présenter une brève analyse des impacts possibles que peut avoir un positionnement féministe au national pour ces groupes membres. Malgré les défis et les limites que nous verrons dans la section suivante, il en ressort que l'articulation du féminisme au national est fort bénéfique pour les groupes membres. Bien qu'il ait été dénoté que l'intégration du féminisme est différente dans chacun des groupes, la prise de position au sein du regroupement permet tout de même de l'éducation populaire ainsi que des discussions et des réflexions autour d'enjeux féministes. À ce sujet, une participante indique :

Ça apporte beaucoup d'éducation populaire dans les groupes de base, et ça aide de le faire, de ce qu'on s'est fait dire des fois, c'est que quand ça vient du FRAPRU ça personnalise moins. Tsé tu peux dire, au FRAPRU on en parle, donc on aimerait ça en parler dans notre groupe, donc ça fait moins comme « ah bien on a remarqué qu'un tel et un tel », les gens le prennent moins personnel si ça vient du FRAPRU (Marie).

Cela engendre ainsi de la sensibilisation auprès des membres sur certaines questions féministes qui n'auraient pas été nécessairement abordées autrement. On perçoit aussi d'autres avantages tels que la capacité de rejoindre plus de femmes en traitant de leur réalité ou l'ajout d'un soutien logistique et théorique sur cette question ou pour certaines femmes impliquées dans les groupes membres. Les revendications féministes peuvent aussi être source de solidarité locale comme l'explique cette participante : « ça permet aux groupes de rejoindre des femmes sur d'autres enjeux. Ça permet aussi souvent de faire des liens dans ton quartier avec ton groupe de femmes, avec la maison de la famille » (Marie).

Comme il a été mentionné toutefois, ce ne sont pas tous les groupes membres qui intègrent les pratiques féministes de la même manière et il peut parfois être difficile de voir la réelle application dans chacun de ces groupes. De surcroît, les rapports

sociaux de sexes et les limites de l'articulation du féministe peuvent être plus grands dans certains groupes où le rapport de force féministe est moins grand. Il n'en demeure pas moins que les groupes membres profitent d'une articulation féministe au sein de leur regroupement national.

6.3 Les défis et limites du féminisme en mixité

Cela dit, le fait d'articuler une analyse féministe présente aussi certaines limites et certains défis que nous avons répertoriés sous trois catégories : la secondarisation du féminisme, la difficulté de son intégration transversale qui en découle ainsi que le revers de la médaille de l'articulation du féminisme.

6.3.1 La secondarisation du féminisme

À la question « quelle est la priorité de l'ASSÉ selon vous? », une participante nous a répondu : « Ce n'est clairement pas d'être féministe » (Anne). Cet extrait met en évidence le fait « que les organisations mixtes font rarement de la lutte contre le patriarcat une priorité » (Roux et al., 2005, p. 4). Par conséquent, bien que le féminisme soit une préoccupation au sein du FRAPRU et de l'ASSÉ, il n'est pas priorisé. Au contraire, la grande majorité des personnes participantes (Anne, Emma, Alexe, Maxime, Marie et Claire) ont indiqué qu'il existe une secondarisation – les luttes féministes sont perçues comme secondaire à la lutte principale – tant dans les débats et les prises de décisions que dans les pratiques organisationnelles et les plans d'action. Effectivement, comme l'affirme D. Lamoureux, « si certaines féministes sont prêtes à reconnaître l'importance des enjeux de classe, on ne note pas le même empressement de la part de la gauche à admettre l'existence du sexisme » (2004, p. 183). Une participante nous illustre cette tendance : « [les mandats et les revendications féministes] généralement, les gens ne les lisent pas non plus ou ne s'y

intéressent pas de toute manière c'est dans les dernières [pages] dans le cahier de revendications ou de mandats » (Anne). À cet égard, les points femmes dans les Congrès de l'ASSÉ ne sont pas réellement investis par les associations membres qui prennent peu de mandats féministes.

Si certaines personnes sont plus sensibles aux enjeux féministes, d'autres sont continuellement réticentes et les militantes féministes doivent redoubler d'efforts continuellement pour faire appliquer et respecter les principes féministes établis ou pour en faire adopter d'autres. En effet, les prises de positions sont nettement plus longues lorsqu'il s'agit de revendications féministes et les argumentaires doivent être davantage travaillés. De cela résulte le faible traitement d'enjeux féministes ou les difficultés liées à la prise des positionnements féministes en instances décisionnelles. À titre d'exemple, nous avons pu observer ce phénomène lors de notre cueillette de données dans chacune des organisations. À l'ASSÉ, lors du Congrès observé, il a été question d'un avis de motion proposant l'ajout d'un Congrès femmes annuel que nous avons mentionné précédemment au chapitre IV. Cette proposition émanait du Congrès d'orientation de l'ASSÉ tenu en mai 2013 et avait fait l'objet d'un caucus non-mixte d'une heure lors du Congrès précédent en automne 2014. Malgré cela, plusieurs délégations ont mentionné que leurs associations n'avaient pas eu de discussion sur ce sujet et cette proposition fut mise en dépôt automatiquement dû à une majorité d'abstentions (29 pour, 0 contre, 34 abstentions). Une situation semblable a été observée au FRAPRU concernant l'adoption d'un code de vie qui a finalement eu lieu en janvier 2015. Une participante du Comité femmes nous explique ce processus et la frustration qui en a découlé :

Nous on pensait voter le code de vie au Congrès 2014, on trouvait que c'était le bon moment après toute une année de travail là-dessus, et là on a réalisé que les groupes, que la majorité des groupes en fait s'en foutait de tout ce travail qu'on avait fait. Tout d'un coup, ils n'étaient pas prêts à voter là-dessus et là « faut qu'on en parle, faut qu'on s'outille plus, faut qu'on se prépare, c'est pas anodin comme sujet ». Pis c'est comme « vous avez fait quoi pendant toute l'année? »

Il y a eu deux ateliers et en plus on le faisait dans le cadre d'Ag pour être sûres que ça favorisait la participation. Pis là c'était comme une douche froide, de réaliser que le monde y sont venus, mais y venait faire de l'occupation, mais y réalisait pas vraiment et en fait ça nous a fait réaliser qu'avait plein de monde qui ne venait pas non plus. Pis là quand c'était le temps de prendre une décision là-dessus, y trouvait qu'on n'avait pas fait le travail préalable, mais en fait on l'avait fait, mais c'est eux qui n'avaient pas participé ou qui ne l'avaient pas pris au sérieux. (Marie)

En ce sens, lors de la rencontre du Comité femmes du FRAPRU, une participante a mentionné que pour plusieurs groupes membres du regroupement, le féminisme est secondaire et que ça prend une sensibilité féministe préalable à la participation à des ateliers sur le féminisme. Ces deux exemples démontrent bien la non-priorisation des enjeux féministes au sein de ces organisations. En effet, le temps et l'énergie sont d'abord – et souvent seulement – mis sur d'autres enjeux. Le discours officiel en vient à être *« C'est important, mais moins que les mandats et les revendications vraiment importantes »*. Comme le dit une participante, « c'est toujours comme "on est débordé, on a plein de choses à faire, on est débordé" donc c'est la lutte, vraiment vraiment secondaire » (Marie). Et quand les ressources viennent à manquer, les comités femmes et activités féministes sont ainsi souvent les premières coupées (Emma).

6.3.2 La difficulté de l'intégration transversale du féminisme

Allant de pair avec la secondarisation des enjeux féministes, la mise en application des principes est aussi un défi de taille. Il est en effet possible d'observer que les principes féministes ne sont pas portés par l'ensemble des membres. Il en découle une intégration partielle ou inexistante dans certains comités ou actions même lorsque des revendications ou des mandats sont adoptés en ce sens. Une participante indique que « le défi c'est pas tant [de faire adopter des revendications féministes], je pense que les revendications vont être acceptées, c'est de les intégrer » (Claire).

En abordant les luttes altermondialistes, D. Lamoureux indique que « la dimension féministe de divers enjeux sociaux est systématiquement ignorée » (2004, p. 179). Cette constatation est partiellement transposable à notre recherche. Partiellement, parce qu'il existe des espaces où la dimension féministe est prise en compte au sein de ces organisations. Toutefois, en dehors des endroits non-mixtes, l'intégration d'une perspective féministe se fait souvent principalement en renforcement à la lutte contre le néolibéralisme. Et la plupart du temps, les mandats féministes sont relégués aux comités femmes respectifs de ces organisations. À ce propos, une participante de l'ASSÉ nous indique que l'un des défis majeurs est de faire en sorte que le plan d'action féministe ne relève pas juste du comité femmes :

un des constats qu'on avait c'était qu' [...] on s'attendait tout le temps à ce que les tâches féministes relèvent du comité femmes alors que pour nous, ça devrait incomber, c'est pas une tâche, c'est juste que dans tout le travail qu'on fait sur le Conseil exécutif, dans les comités, on devrait toujours penser à ça dans le fond. On devrait toujours inclure une perspective féministe (Alexe).

Ainsi, les comités femmes des organisations se retrouvent souvent à être utilisés pour réaliser des mandats et des tâches féministes qui sont décidés dans d'autres instances, comme nous l'illustre cette participante de l'ASSÉ :

pour mon travail au sein du comité femmes, bien je sens que c'est valorisé, mais en même temps, j'ai l'impression qu'on est un peu à part, j'ai l'impression qu'on fait nos affaires et que c'est ça. [...] Mais que c'est pas nécessairement bien intégré en fait dans une dynamique nationale (Alexe).

Petit fait intéressant à ce sujet, lors de nos entretiens, les hommes participants étaient peu au fait de ces pratiques et discours féministes au sein de leur organisation. Par exemple, questionné sur les principes et revendications féministes de son organisation, ce participant nous a répondu,

Je ne les connais pas explicitement. Pour être franc, je ne connais pas vraiment les mandats [féministes], c'est quelque chose que je fais confiance un peu à mes collègues. Je sais qu'il y en a, mais je sais pas ce sont lesquels (Maxime).

Le fait que ce participant n'ait pas connaissance des mandats féministes de son organisation –, et ce même s'il s'y impliquait depuis plus d'un an lors de notre entretien – démontre d'autant plus, qu'il existe un manque de transversalité féministe.

Bref, lorsqu'elles ne sont pas mises de côté ou reportées à plus tard, les luttes féministes sont souvent perçues comme étant seulement l'affaire d'un comité ou de certaines militantes au sein de ces organisations.

6.3.3 Le revers de la médaille de l'articulation du féminisme

En plus de ces deux défis pour le féminisme en mixité, nous avons aussi constaté des contrecoups pour les luttes féministes provenant de l'articulation d'une analyse féministe au sein de ces deux organisations. Ainsi, le féminisme en mixité ne présente pas seulement des défis, mais aussi des limites et des revers. Nous exposerons dans cette section, huit revers que nous avons répertoriés à travers nos entretiens et nos observations directes : 1 - l'augmentation de la charge de travail pour les femmes; 2 - la répétition du travail à effectuer; 3 - le manque de soutien et la confrontation continuelle à l'interne; 4 - la récupération des principes féministes; 5 - l'entrave à l'introspection et aux réflexions féministes; 6 - le camouflage de l'opposition au féminisme; 7 - l'utilisation du féminisme comme outil de domination et finalement 8 - la rétribution pour les hommes issue du travail des femmes.

Tout d'abord, nous avons pu remarquer que l'application d'une analyse féministe ou la réalisation des mandats féministes repose majoritairement sur les militantes féministes, plus particulièrement celles impliquées sur les comités femmes respectifs de chacune de ces organisations. Ainsi, le premier revers est l'ajout d'une charge de travail supplémentaire pour certaines militantes, élément que nous avons abordé plus largement dans le chapitre V.

Ensuite, de cela découle le deuxième revers qui est la répétition du travail féministe. Cet élément est un défi ressorti à plusieurs reprises lors des entretiens (Anne, Emma, Alexe et Marie). Ces participantes ont effectivement indiqué que le travail d'éducation féministe est toujours à refaire et que certaines questions étaient récurrentes, surtout en ce qui a trait au recours à certaines pratiques telles que la non-mixité. Par conséquent, il y a peu de possibilités de faire avancer les débats féministes, ce qui engendre aussi une répétition des problématiques liées aux rapports sociaux de sexe. Une participante explique cette répétition et ses conséquences possibles :

des fois je trouve que ça devient vraiment difficile de s'organiser parce que juste la question de la non-mixité [...] ça fait pas consensus et on est toujours obligé de défendre le fait qu'on va être en non-mixité [...] c'est toujours à refaire comme discours, pis des fois si on pouvait essayer de prendre certaines positions ou du moins de régler certains trucs, mais peut-être que ça nous aiderait à avancer, ou en tout cas à faire des campagnes qui ne se limitent pas toujours à remettre en question notre mode d'organisation (Alexe)

Cette remise en question du mode d'organisation des militantes féministes – et surtout l'organisation en non-mixité – est un élément qui est ressorti fréquemment au cours de nos entretiens ainsi qu'à travers nos observations. Alors qu'il s'agit d'outils afin de faciliter les réflexions et les prises de positions féministes, certaines pratiques féministes – même si elles sont adoptées et inscrites dans le mode de fonctionnement des organisations – font souvent l'objet de débat et d'opposition de la part de certaines personnes. Il n'est donc pas étonnant que les participantes à notre recherche impliquées sur leur comité femmes respectifs indiquent qu'elles doivent y consacrer une énergie considérable (Alexe, Anne, Emma et Marie).

Le troisième revers dégagé est le manque de soutien pour les militantes féministes impliquées auquel s'additionnent les fréquentes confrontations qu'elles doivent subir avec certains militants et militantes de leurs organisations. Une participante nous indique qu'« il faut beaucoup se battre, en fait, à l'intérieur de ces structures, mais

c'est un peu bizarre d'être déjà marginalisée de manière générale pour tes idées politiques et là t'es marginalisée pour tes idées [féministes] au sein du groupe » (Anne). Les participantes nous ont en effet parlé de « lutte ardue », de « confrontation » et d'avoir à « se battre » pour faire appliquer des pratiques ou des perspectives féministes. Comme nous le résume une participante du FRAPRU : « oui y'a une ouverture au comité femmes, le comité femmes veut travailler sur des enjeux femmes et logements, mais aussi plus largement on arrive à imposer des trucs, mais c'est un peu dans la douleur » (Marie). Cette lutte interne peut effectivement entraîner de la tristesse, de la frustration ou de la colère chez les militantes.

Dans un autre ordre d'idée, il est aussi possible d'observer une utilisation du comité femmes ou des militants féministes comme « des féministes de services qui peuvent être sorties, lorsque nécessaires » (Anne). Le quatrième revers est ainsi la récupération ou l'utilisation du féminisme dans l'optique de tirer un avantage pour la lutte dite principale ou l'organisation en soi. En se servant ainsi d'un « branding féministe » (Anne et Alexe), ces organisations et les militants qui s'y impliquent peuvent avoir certains avantages et s'excuser de certaines pratiques contestables (Dupuis-Déri, 2008b). Roux, Perrin, Pannatier et Cossy expliquent cette instrumentalisation du discours féministe : « l'on constate donc que les mouvements collectifs militants peuvent se profiler comme “défenseurs des femmes”, “de l'égalité”, voir “du féminisme” sans pour autant transformer radicalement les rapports sociaux de sexe en leur sein » (2005, p. 11). En ce sens, comme l'indique une participante, « la lutte féministe de manière générale, faut l'imposer souvent pis comme rappeler qu'elle existe pis que non c'est pas quand ça vous est utile pour vous, c'est de manière générale » (Anne). Pour illustrer cette récupération du féminisme, un participant nous explique que lors d'une manifestation féministe,

y'avait une gang de gars qui s'étaient proclamés proféministes et qui avaient décidé de prendre la manif pis disons de la détourner [... et ils disaient :] « Oui

bien ça on est féministe, tous dans la même lutte allez! Pis la lutte c'est contre le gouvernement, contre le capital » (Maxime)

Il n'est pas rare en effet, de voir des événements féministes détournés dans l'intérêt de la lutte dite principale, contre le capital comme nous l'indique ce militant de l'ASSÉ. Cette récupération peut aussi se traduire par du paternalisme et une volonté des hommes de dicter quelles positions féministes doivent être mises de l'avant dans l'intérêt de l'organisation.

Cela nous amène directement au cinquième revers : la réduction du féminisme à certaines revendications ou pratiques organisationnelles et donc le rejet d'une réflexion constante féministe. Cela peut paraître paradoxal, mais nous avons observé que l'existence de certains principes ou stratégies féministes peut avoir un double tranchant et représenter une entrave à l'introspection et aux réflexions féministes chez les personnes militantes. En effet, si d'un côté, cela permet à toutes et à tous de revendiquer plus facilement leur mise en application, à l'opposé, certaines personnes limitent l'intégration du féminisme à ces stratégies. Ainsi, l'analyse de nos observations nous a permis de soulever qu'il existe une tendance à écarter les réflexions sur certains enjeux ou certaines revendications sous prétexte que l'organisation a déjà des pratiques féministes ou qu'il s'agit du travail du comité femmes. Dans cette lignée, une participante de l'ASSÉ fait remarquer que l'intégration d'une perspective différenciée selon les sexes est plutôt bien acceptée, mais qu'il y a systématiquement une opposition lorsqu'il est question des rapports de dominations au sein de l'organisation (Anne). À titre d'exemple, lors de nos observations, nous avons aussi vu un militant de l'ASSÉ critiquer le travail de militantes féministes – qui questionnaient les rapports de pouvoir au sein de l'organisation. Ce dernier se défendait d'être antiféministe en basant sa critique sur le fait qu'elles devraient plutôt mettre leurs énergies dans le plan d'action voté en instances qui consistait à faire de l'éducation populaire sur le féminisme sur les campus scolaires. Dans cette même lignée, nous avons pu observer que pour plusieurs

militants, l'application du féminisme dans leurs organisations se limite trop souvent à inclure une phrase ou publier un document sur la spécificité des problématiques de femmes.

En sixième lieu, l'opposition au féminisme, qui prend souvent des formes passives ou cachées, est d'ailleurs un autre des revers que nous avons décelé. Ce camouflage de l'opposition au féminisme, qui à première vue peut sembler inoffensif, complexifie grandement l'application du féminisme au sein de ces organisations. Nous avons pu observer que cela a pour effet que les opposants et les opposantes utilisent diverses techniques telles que le report du traitement des questions féministes ou encore utilisent les procédures ou la gestion des ressources pour bloquer l'adoption ou l'application de certaines propositions féministes. Ainsi bien qu'il y ait été soulevé qu'il n'est souvent pas bien vu de s'opposer publiquement au féminisme au sein de ces organisations, il n'en reste pas moins qu'« y'a de la résistance » (Marie). Cette participante ajoute ensuite que cette résistance est moins visible chez les militants plus anciens qui « ont appris à ne pas le dire à haute voix » (Marie). Sur ce, un participant explique :

Je pense qu'il y a des gens qui réalisent aussi que y'a une perte de pouvoir pour les hommes de faire ça [appliquer le féminisme dans leur organisation], c'est correct, c'est bon, c'est juste, c'est la chose à faire. Y'a des gens qui ne sont pas prêts à payer ce prix-là [...] ils vont essayer de justifier des décisions ou des façons de fonctionner, de se comporter qui vont à leurs avantages. (Maxime)

Cela rend l'application du féminisme encore plus complexe parce que certains savent ce qu'il faut faire pour ne pas paraître antiféministe, tout en ne posant pas de réelles actions féministes. Une participante illustre ce phénomène :

souvent y'a des personnes, des hommes qui vont se dire très proféministes, qui vont avoir une grande sensibilité tout ça, mais qui peuvent vraiment se retrouver comme étant justement des faux alliés ou des personnes qui ont des belles paroles, mais qu'en application leurs principes justement ne les vivent pas concrètement. (Emma)

À ce sujet, la littérature indique que « les hommes proféministes savent profiter de leur position politique d'au moins cinq façons, que l'on peut illustrer par cinq figures déjà présentées par Sandra Bartky ([Digby,] 1998, p. XIII) et David J. Kahane ([Digby,] 1998, p. 215) : l'opportuniste, le poseur, l'initié, l'humaniste, l'autoflagellateur » (Dupuis-Déri, 2008b, p.159). Selon ces figures, les hommes vont utiliser le féminisme pour en tirer un avantage ou à des fins thérapeutiques, le prôner sans le mettre en pratique, se penser au-delà des critiques féministes ou encore défendre que le patriarcat heurte autant les hommes que les femmes (Bartky et Kahane dans Digby, 1998). Bref, les hommes vont vouloir tirer profit du féminisme plutôt que de vouloir limiter leur propre pouvoir. Les observations faites dans le cadre de cette recherche ainsi que les divers exemples donnés par les personnes participantes vont donc dans le même sens que cette littérature comme nous avons pu le voir dans les revers préalablement présentés.

Dans la même lignée, nous avons relevé que les stratégies féministes peuvent aussi être utilisées comme bouclier face aux critiques féministes par certaines personnes ayant des comportements problématiques, et ce même lorsqu'elles se définissent souvent comme des féministes ou des proféministes. Les critiques peuvent être ainsi plus difficiles à articuler à l'endroit de ces personnes. L'utilisation défensive du féminisme – ou encore l'utilisation des connaissances féministes comme outil de domination – est ainsi le septième revers décelé. Dans certains cas, nous avons pu observer que le féminisme peut même être utilisé à des fins de domination par une monopolisation du discours féministe ou une justification de leur comportement dominant ou violent par le patriarcat. Nous avons, par exemple, été témoins d'un militant à l'ASSÉ qui excusait le fait d'avoir commis des agressions à caractère sexuel par le fait que son comportement était dicté par le patriarcat. Dans d'autres cas, comme l'indique Dupuis-Déri, l'un des risques issus d'une prise de parole féministe par des hommes proféministes est « que l'homme proféministe joue de sa connaissance des thèses féministes pour adopter une attitude paternaliste et

condescendante à l'égard des féministes "moins savantes" » (Dupuis-Déri, 2008b, p. 155).

Et finalement, même lorsque le féminisme n'est pas utilisé à ces fins, il n'en demeure pas moins que son intégration représente souvent une plus-value, une rétribution pour les hommes militants (Mathieu, 2004, p. 101). Par l'analyse de nos données, nous avons effectivement pu établir qu'être reconnu comme proféministe permet d'acquérir du capital social, de la crédibilité ainsi que la maîtrise d'un langage théorique féministe. Cela dit, cette valeur ajoutée provient trop souvent du travail non reconnu de féministes, et ce, souvent sans qu'aucune reconnaissance ne leur soit attribuée. Cela s'ajoute ainsi à l'appropriation du travail régulier militant des femmes que nous avons décrit dans le chapitre V. C'est en effet, « toujours par l'effort déployé par des féministes que des hommes deviennent proféministes » (Dupuis-Déri, 2008b, p. 149). Et si cela participe à la formation des militants, il n'y a pas nécessairement de changements structurels pour autant, même qu'au contraire, cela renforce leurs opportunités de pouvoir. Voilà pourquoi Delphy affirme que les hommes proféministes « ne visent à rien moins qu'à *maintenir leur pouvoir jusqu'à l'intérieur du petit bastion de résistance* à ce pouvoir » (Delphy, 2013c [1977], p. 155).

Ces revers démontrent qu'il existe plusieurs limites à l'intégration d'une perspective féministe dans un regroupement mixte. C'est sans doute pourquoi il est fréquent de voir les militantes s'organiser en non-mixité étant lassées d'avoir à affronter continuellement ces obstacles.

Somme toute, dans cette section, nous avons pu voir qu'il existe à la fois des défis organisationnels pour les luttes féministes au sein de ces organisations ainsi que des limites ou des contrecoups à leur articulation en mixité.

6.4 Convergence et divergence des luttes

Si, comme nous l'avons vu dans notre cadre théorique, on se doit de saisir les inégalités et les oppressions dans leur ensemble pour véritablement les vaincre, cette position n'est pas toujours partagée au sein des mouvements sociaux et des organisations qui y prennent part (Fillieule et Roux, 2009). C'est certes ce que la section précédente nous permet de saisir. Il sera ici question de la manière dont les luttes féministes sont prises en compte – des convergences et des divergences théoriques qui sont considérées par les personnes participantes – ainsi que les différences rencontrées entre le discours officiel et les pratiques courantes.

6.4.1 C'est la même lutte, sauf que...

Lors de nos entretiens, tous et toutes ont soulevé l'importance d'avoir une analyse différenciée et ont indiqué qu'il existe de nombreux liens entre le féminisme et les luttes contre le néolibéralisme. Le lien le plus soutenu est que les femmes sont les premières touchées par les effets néfastes du néolibéralisme. Elles sont plus nombreuses à être locataires, à subir des abus, à être précarisées, à pallier aux services sociaux qui sont coupés et à être exclues socialement (Anne, Emma, Alexe, Maxime, Jean, Marie et Claire). Une participante explique :

avec la libéralisation dans le fond des services publics, leurs privatisations, c'est aussi aux conditions de vie des femmes qu'on s'attaque. À leur salaire, et justement à la façon dont elles vont aussi travailler, fait que tout ça, bien, c'est une attaque directe soit envers les femmes (Alexe)

Cet angle d'articulation féministe est le plus répandu et le mieux accepté au sein de ces deux organisations. Allant dans ce sens, une participante indique que « nous, au FRAPRU, c'est toujours abordé comme les femmes sont plus pauvres que les hommes, donc le logement c'est plus un problème des femmes que des hommes »

(Claire). Néanmoins, si les liens avec la pauvreté, l'exclusion et la sphère économique sont communs, d'autres enjeux féministes ne sont pas si bien intégrés. Comme l'indique D. Lamoureux, « même s'il n'y a pas de hiérarchie formelle des luttes, l'anti-capitalisme fait largement office d'élément central et les autres dimensions ne sont souvent considérées que sous l'angle des conséquences néfastes de ce capitalisme » (2004, p. 181).

Le FRAPRU et l'ASSÉ entrent dans cette logique et prennent en compte partiellement les luttes féministes comme nous l'indique cette participante. Selon elle, plusieurs personnes de son organisation soutiennent que « l'amélioration des conditions de vie des femmes ça nous concerne, les relations homme/femme dans la société, c'est une affaire de féministes ou d'autres. Ça nous concerne moins comme mouvement » (Marie). Certaines personnes vont ainsi s'opposer au traitement même de certaines questions féministes sur la base qu'il ne s'agit pas de leur lutte (Emma et Marie). Pis encore, certaines personnes « vont avoir l'impression aussi que les revendications féministes peuvent aller à l'encontre de l'efficacité de la lutte ». (Maxime). Les phénomènes de secondarisation des luttes féministes, de la difficulté de leur intégration transversale ou encore les divers revers que nous avons décrits dans la section précédente sont des exemples concrets de cette hiérarchisation des luttes.

Il est possible ici de faire un lien théorique avec la consubstantialité des rapports sociaux de sexe et de classe sociale. Effectivement, on dénote que ces organisations se basent théoriquement sur la prémisse qu'il existe, comme l'indique Kergoat, un « entrecroisement dynamique complexe de l'ensemble des rapports sociaux, chacun imprimant sa marque sur les autres; ils se modulent les uns les autres, se construisent de façon réciproque » (2012a, p. 136). Cependant, bien que la grande majorité des personnes que nous avons rencontrées dans le cadre de cette recherche reconnaissent l'imbrication des rapports sociaux, dans la pratique, cet arrimage à la théorie n'est pas

toujours présent et plus souvent qu'autrement une hiérarchie existe entre les luttes et leur priorisation, au désavantage des luttes féministes.

6.4.2 Entre le discours et la pratique

Cela dit, comme nous l'avons indiqué, l'opposition au féminisme prend la plupart du temps des formes passives. Ainsi si elle n'est pas nommée explicitement, elle existe tout de même. Cela entraîne donc des divergences entre le discours tenu et les pratiques concrètes tant des organisations que des membres de celles-ci. Une des participantes affirme :

C'est ça un des gros problèmes au FRAPRU, dans le discours dans la théorie tout ça, tout est là vraiment pour qu'on soit un groupe féministe qui laisse de la place. Dans la pratique après, c'est pas si simple, y'a des réticences, de la résistance. (Marie)

Cet écart peut se voir par la non-priorisation ou par l'absence d'intérêt de certains à traiter officiellement d'enjeux féministes (Marie, Emma, Alexe). Selon certaines personnes participantes, il est aussi possible de percevoir ce phénomène par la présence et la reproduction des inégalités de classe et de sexe dans les organisations mêmes lorsque celles-ci sont nommées et critiquées (Alexe) ou encore par l'absence d'actions face à des personnes usant de rapports de domination (Maxime, Marie). Comme l'explique ce participant, « c'est quand même un milieu où est-ce qu'il y a des gars qui peuvent rentrer et prendre le pouvoir et contrôle des affaires et on les laisse aller plus souvent » (Maxime).

Ainsi, il apparaît que les luttes féministes et les luttes contre le néolibéralisme ont énormément de points communs, mais que leurs points de tension se retrouvent surtout dans la mise en application de pratiques féministes. Bref, l'articulation du féminisme ne pose pas de problème lorsqu'elle ne vient pas en contradiction avec la lutte principale de ces organisations, celle contre le néolibéralisme

Dans la section 6.1, nous avons vu que la prise en compte des rapports sociaux de sexe peut grandement contribuer aux organisations et donc par le fait même à la lutte contre le néolibéralisme qu'elles mènent. Nous avons en effet fait ressortir que la prise en compte des rapports sociaux de sexe a non seulement pour impact d'améliorer la place des femmes dans l'organisation, mais contribue aussi directement à bonifier les pratiques organisationnelles et les réflexions internes. Notre recherche démontre ainsi que bien que l'imbrication des rapports sociaux de classe et de sexe est centrale au sein de l'action sociale, et ce malgré les défis et les limites que cela représente. Allant dans ce sens, une participante de l'ASSÉ indique que le féminisme est important pour son organisation, même vitale.

[Le féminisme] ça l'apporte à l'ASSÉ, mais c'est l'ASSÉ aussi et sans ces revendications-là et sans ces principes féministes là, mais l'ASSÉ ne serait pas grand-chose ou n'irait pas grand loin et oublierait carrément la moitié de son membership et la moitié de qui est membre de l'ASSÉ. (Emma)

Tout compte fait, nos résultats de recherche soulèvent que, comme l'indique Kergoat, « les rapports sociaux de sexe imprègnent en profondeur tous les mouvements sociaux, et [...] cette considération doit toujours être présente quand on les analyse » (1992, p. 122). Et c'est par cette considération que ces organisations peuvent pleinement lutter contre le néolibéralisme, le droit au logement et à l'éducation. Pour reprendre les mots de militantes féministes, la lutte sera féministe, ou elle ne sera pas.

CONCLUSION

Notre questionnement de départ portait sur l'impact de la prise en compte des rapports sociaux de sexe pour les luttes contre le néolibéralisme. Nous avons aussi comme but de questionner les manières dont les rapports sociaux de sexe sont articulés dans les deux organisations ciblées, tant au sein de leurs discours que de leurs pratiques organisationnelles. Pour répondre à ces questionnements, nous avons utilisé la théorie de la consubstantialité des rapports sociaux, en focalisant sur l'articulation entre les rapports sociaux de sexe et les rapports sociaux de classe sociale.

Concrètement, dans le chapitre V, nous avons d'abord analysé les manières dont des rapports sociaux de sexe sont traduits dans les pratiques organisationnelles de l'ASSÉ et du FRAPRU. Nous les avons abordées en trois temps : leur influence dans le processus décisionnel, la division sexuelle du travail militant ainsi que les rapports de pouvoir et de domination au sein de ces deux organisations. Les impacts de ces rapports sociaux de sexe tant pour les organisations que pour les femmes qui y sont impliquées ont ensuite été présentés. Essentiellement, ce chapitre nous a permis de percevoir que, comme l'indiquait Roux, Perrin, Pannatier, et Cossy, « ces organisations se caractérisent, en quelque sorte, par une "mixité à hégémonie masculine" » (2005, p. 15) et que ces éléments présentés affirment et reproduisent la domination du groupe social des hommes.

Si les rapports sociaux de sexe assurent cette domination, nous avons pu voir qu'ils sont aussi l'objet d'une confrontation permanente, qui peut mener à des possibilités d'émancipation et de transformation. Comme l'indique Kergoat :

le rapport social peut être assimilé à une "*tension*" qui traverse la société cette tension se cristallise peu à peu en *enjeux* autour desquels, pour produire de la société, pour la reproduire ou pour "inventer de nouvelles façons de penser et

d’agir”, les êtres humains sont en confrontation permanente. Ce sont ces enjeux qui sont constitutifs des groupes sociaux (Kergoat, dans Bidet-Mordrel, 2010, p. 62).

À ce propos, nous avons démontré que l’articulation d’une perspective féministe est bénéfique tant pour ces organisations, pour leurs actions et revendications que pour les luttes féministes. En effet, cela permet à la fois de porter un discours féministe dans des endroits où il n’aurait pas existé autrement, d’améliorer les pratiques des deux organisations et d’améliorer les conditions d’implication pour les femmes.

Cependant, il n’en demeure pas moins que l’intégration de principes et de pratiques féministes est laborieuse. Nous avons vu que, concrètement, les positions féministes ne sont pas priorisées ni intégrées de manières transversales. Qui plus est, les militantes féministes se doivent de créer « un rapport de force avec leurs « camarades » militants [...] pour qu’y soit prise au sérieux l’émancipation des femmes et que l’on considère que cet axe de lutte est cohérent avec les idées et les valeurs progressistes » (Dupuis-Déri, 2008b, p. 161). Et même lorsque le féminisme est présent et mis de l’avant, il est aussi accompagné de certains revers. Nous avons en effet vu que si le féminisme a au moins un impact pour les personnes militant dans ces organisations – que ce soit une prise de conscience des enjeux féministes ou une émancipation personnelle – cela peut aussi participer au renforcement des rapports sociaux de sexe. Il peut par exemple y avoir un renforcement du pouvoir des hommes par l’appropriation collective de la force de travail des femmes. Ou encore, comme le mentionne Delphy, l’implication des hommes dans les luttes féministes peut aussi être une stratégie afin de conserver leur pouvoir et leurs privilèges (2013c [1977]). Ainsi, bien que théoriquement l’articulation des luttes féministes et des luttes contre le néolibéralisme semble aller de soi, dans la pratique, il s’agit d’une lutte constante et ardue pour les militantes féministes.

Notre recherche nous a tout de même permis de saisir l'importance de la considération des rapports sociaux de sexe tant au sein de la société et qu'au sein de nos lieux de luttes afin d'être en mesure de les déconstruire et de permettre une transformation sociale. Ainsi, le dévoilement des logiques patriarcales – qui, comme nous l'avons vu, sont présentes sous diverses formes dans le fonctionnement de ces organisations – participe à cette transformation. Comme le disent ces auteures féministes, « le genre ne peut plus être un impensé de la recherche sur le militantisme, pas plus qu'il ne devrait être dans la pratique des collectifs militants » (Roux et al., 2005, p. 6). Somme toute, nous croyons que l'articulation de positions féministes dans des organisations mixtes prônant l'action sociale comme l'ASSÉ ou le FRAPRU contribue à la transformation sociale des rapports sociaux de sexe, mais que cette transformation ne se fait pas sans lutte et ni conflits. Et si le portrait n'est pas reluisant, il n'en demeure pas moins que certaines avancées ont été faites et qu'il existe un travail constant de la part surtout de féministes afin de mieux articuler ces luttes. Ne pas le mentionner serait aussi invisibiliser le travail quotidien de plusieurs dizaines de militantes qui, malgré le fait qu'elles doivent composer avec la division sexuelle du travail, les rapports de domination et l'exclusion des sphères de pouvoir, s'impliquent corps et âme dans ces organisations.

En guise d'ouverture, il faut aussi mentionner qu'il serait fort intéressant d'effectuer des recherches à savoir si cette articulation en mixité permet des réflexions à propos des luttes féministes. Comme l'indique D. Lamoureux concernant l'intégration du féminisme dans les mouvements altermondialistes, « il est cependant possible de soutenir que la participation à cette mouvance altermondialiste de même que l'internationalisation de l'action féministe, notamment à travers l'expérience de la MMF, ont profondément transformé le féminisme. » (2004, p 184).

De même, nos résultats de recherche présentent certaines limites. Dans un premier temps, bien que les résultats de recherche de l'ASSÉ et du FRAPRU soient

semblables, il n'en demeure pas moins que ces organisations ont leurs propres particularités et des différences organisationnelles marquées. Ainsi, comme nous l'avons indiqué dans notre analyse, les rapports sociaux ne s'articulent pas toujours de la même manière à l'intérieur de ces organisations. Aussi, pour des raisons logistiques, la cueillette des données a été circonscrite de manière temporelle, sur une période d'environ 6 mois. Il serait intéressant d'effectuer une recherche sur une plus grande période de temps afin de pouvoir noter l'évolution tant de la composition des organisations que des revendications et pratiques féministes. De plus, comme nous l'avons évoqué à quelques reprises, certains sujets qui sont apparus au cours de nos recherches – tels que la domination sexualisée – seraient fort intéressants à explorer davantage. Dans un autre ordre, nous avons aussi pu percevoir qu'il était difficile de recueillir directement des discours opposés ouvertement au féminisme lors de notre cueillette de données, bien que leurs présences nous aient été rapportées à de nombreuses reprises.

Cela dit, nous avons, tout de même, démontré de nombreux liens avec la littérature existante sur le sujet. Il y a d'ailleurs certaines constantes qui en sont ressorties telles que la division sexuelle du travail militant, l'existence de rapports de domination sexués ou encore l'androcentrisme des luttes contre le capitalisme. Ainsi, sans penser que nos résultats de recherche peuvent être généralisables, nous croyons qu'ils peuvent tout de même servir à aiguiller une compréhension plus large des rapports sociaux de sexe dans l'action sociale mixte.

Ainsi, ce mémoire n'a pas la prétention de fournir la solution aux différentes questions que sous-tend le féminisme en mixité; ces questions étant si nombreuses et étant réfléchies collectivement depuis bien longtemps. Plus modestement, nous souhaitons conclure par la présentation de quelques pistes de solutions qui ont été réfléchies par des militantes féministes et soulevées dans le cadre de notre recherche. Nous espérons ainsi contribuer à donner une voix à ces réflexions féministes et peut-

être participer à la mise en place de pratiques féministes dans les luttes contre le néolibéralisme.

Un premier pas dans la bonne direction nécessiterait d'inclure une véritable analyse de la consubstantialité des rapports sociaux dans l'argumentaire des organisations luttant contre le néolibéralisme. Cela signifie de non pas seulement prendre en compte que le néolibéralisme nuit d'abord aux femmes. Il faut également considérer qu'il repose aussi sur le travail reproductif gratuit des femmes (Galerand, 2009) et qu'il implique d'autres rapports sociaux que ceux de classe sociale. Dans la même lignée, plusieurs militantes souhaitent accroître les réflexions autour des mécanismes de reproduction des rapports sociaux de sexe et aborder ainsi de front des problématiques telles que la division sexuelle du travail et les rapports de dominations au sein des structures internes.

Ensuite, pour essayer de sortir de la secondarisation des luttes féministes tout en laissant le plein pouvoir de la détermination de ces luttes aux femmes, il est proposé, par les militantes féministes, d'inciter les hommes à se sentir plus concernés par l'intégration du féminisme et à mettre en application un processus de disempowerment pour ceux-ci. Ce dernier peut être défini comme une réduction « du pouvoir qu'ils exercent sur les femmes individuellement et collectivement, et d'une mise à disposition pour les féministes, dont ils se constitueraient auxiliaires » (Dupuis-Déri, 2008b, p. 153). C'est en questionnant leur pouvoir plutôt qu'en remettant en question les critiques qui leur sont faites ainsi qu'en tentant de réduire leur pouvoir plutôt qu'en souhaitant dicter l'orientation des luttes féministes que les hommes peuvent tenter de transformer les rapports sociaux de sexe. Dans cette perspective, Delphy indique :

certains hommes qui, au lieu de nous donner des conseils, travaillent sur eux, sur leurs problèmes sexistes; qui, au lieu de nous interpeller, s'interrogent, au lieu de prétendre nous guider, cherchent leur voie, qui parlent d'eux et non pas

pour nous. Ceux-là cherchent en quoi la lutte antipatriarcale les concerne directement, dans leur vie quotidienne. (Delphy, 2013c [1977], p.185).

Entre autres inspiré par plusieurs auteures féministes, Dupuis-Déri propose un guide de disempowerment qui comprend une « liste d'attitudes ou comportements qui pourraient participer de ce processus de disempowerment » (2014, p. 83) afin de mieux illustrer ce dernier.

Vouloir transformer les rapports sociaux nécessite aussi de repenser les formes de militantisme ou du moins permettre des espaces de réflexions autour des modes de fonctionnement et des structures organisationnelles. Il s'agit effectivement d'une des recommandations qui est ressorties à plusieurs reprises. Il est proposé de cesser de penser le féminisme seulement en termes d'accumulation de revendications ou d'actions portant sur des enjeux féministes, bien que cela soit pertinent. Il faut aussi à questionner les manières mêmes dont les organisations de lutte sont organisées et structurées. On en vient à postuler que si la division sexuelle du travail et les rapports de dominations se reproduisent sans cesse, c'est peut-être que les questions ne sont pas abordées de la bonne manière. Aspirer à changer les conséquences d'une problématique sans s'attaquer aux causes n'est peut-être pas efficace. Il faut en ce sens, se demander si le mode de fonctionnement favorisant par exemple la prise de parole argumentative en public n'est pas au final une des sources du problème. Bref, si l'on accepte le fait que les structures organisationnelles sont androcentrées et que l'on souhaite établir une réelle égalité, il faut aussi accepter de repenser ces structures. Après tout, il faut se donner les moyens et les outils nécessaires pour contrer les défis et les revers que nous avons vus au chapitre VI. Des pratiques pouvant participer à la visibilité et à un meilleur partage des tâches – comme la reconnaissance et la rotation de l'ensemble des tâches, même celles se retrouvant dans le travail affectif – pourraient ainsi être mises en place.

Ensuite, ayant fait leurs preuves, les espaces de non-mixité femmes au sein des organisations mixtes sont des pratiques à conserver. Bien qu'il serait souhaitable qu'il

y ait une plus grande transversalité du féminisme et une moins grande charge de travail pour ces comités, les espaces de non-mixité demeurent incontournables afin de réellement articuler une perspective féministe. Pour tenter de répondre à ces désagréments, il est aussi proposé de développer des espaces non-mixtes informels qui ne demandent pas d'obligations supplémentaires comme des cafés-rencontres, des journées de réflexion ou, en d'autres mots, des espaces de partages, de réseautage et de décompression pour les femmes militant en mixité. Dans un autre ordre d'idées, la tenue d'instances non-mixtes – comme le Congrès femmes à l'ASSÉ – peut aussi être une voie intéressante à explorer.

Des militantes féministes proposent également de tenir une grève des femmes – c'est-à-dire une cessation collective du travail militant fait par les femmes afin de revendiquer une transformation concrète des rapports sociaux de sexe au sein des organisations. Cela pourrait présenter plusieurs avantages pour les luttes féministes. D'abord, le travail de reproduction n'étant plus assuré, les hommes seraient obligés de prendre conscience de son importance et de son ampleur. Ensuite, les femmes pourraient ainsi se libérer du temps de travail afin de mener les projets qu'elles souhaitent et pouvoir s'organiser collectivement afin de réellement transformer les rapports sociaux de sexe présents dans leur lieu d'implication. Bien que cette proposition soit fort intéressante, les modalités de sa concrétisation demeurent à être définies et elle présente aussi certaines limites. Cela demanderait, en effet, que les militantes privilégient les luttes féministes aux autres enjeux, tout en sachant que cela pourrait nuire à ces derniers.

Ce dernier moyen d'action proposé nous amène aussi à nous questionner sur le choix des tactiques féministes dans ces espaces mixtes et souligner l'un des paradoxes de l'articulation d'une perspective féministe en mixité. Alors que les réflexions sont nombreuses sur le fait que l'action sociale, le syndicalisme de combat et les actions directes sont les stratégies à privilégier afin de lutter contre le néolibéralisme, peu de

militants reconnaissent ce type d'action pour les luttes féministes. Au contraire même, comme nous l'avons vu au chapitre VI, le féminisme est accepté lorsqu'il ne dérange pas trop et sert l'organisation et non pas quand il la remet en cause. Comme nous l'avons vu avec la critique de la démocratie délibérative de Young (2011[2001]), il y a une impossibilité d'établir un discours égalitaire entre le groupe dominé et le groupe dominant. En effet, rappelons qu'elle soutient que peu importe les pratiques inclusives mises en place afin de pallier aux injustices structurelles, le discours hégémonique sera toujours celui des dominants dans des espaces de délibération partagés (Young, 2011 [2001]). Notre analyse en vient à la même conclusion; les organisations étudiées sont androcentrées. En ce sens, alors que plusieurs auteurs et auteures mentionnent le danger de la présence des hommes dans les luttes féministes, des dominants dans la lutte contre leur domination (Delphy, 2013c [1977]; Dupuis-Déri, 2008b et 2014; Fillieule et Roux, 2009; Kruzynski, 2004; Lamoureux, D. 2010 et 2004; Mathieu, 2004; Quirion, 2008), on en vient à se questionner à savoir si le féminisme en mixité est réellement possible. Ces luttes internes permettent-elles d'aller au-delà d'une transformation des quelques hommes impliqués, soit de réelles transformations des rapports sociaux de sexe? Nous croyons qu'il peut être effectivement très facile de tomber dans ce piège et d'inclure le féminisme dans son discours et ses principes afin d'accentuer son capital social et politique sans réellement combattre les inégalités issues des rapports sociaux de sexe. Mais d'un autre côté, plusieurs militantes nous ont aussi démontré qu'il est possible de maintenir une position de protestation et d'avoir recours aux mêmes types de tactiques – grève, boycott, action directe, etc. – afin d'établir un rapport de force nécessaire à l'intérieur des organisations militantes.

Dans un autre ordre d'idée, bien que notre recherche ne porte pas sur cet aspect, nous avons tout même pu observer que les rapports sociaux de race ou d'ethnicité sont peu pris en compte au sein des organisations étudiées. Ainsi, si notre recherche aborde les rapports sociaux de sexe et les rapports sociaux de classe, nous croyons qu'il faudrait

également questionner aussi cette forme de rapports sociaux – afin d’avoir un meilleur portrait de la consubstantialité des rapports sociaux et de l’imbrication des rapports de dominations qui en découlent. Il serait fort intéressant que cela fasse l’objet de recherches futures.

Finalement, à travers notre recherche, nous en sommes aussi venues à nous questionner sur le réel potentiel de changement social qui émane de ces organisations. Une contradiction provient du fait que d’un côté, ces organisations sont réformistes et leurs revendications sont adressées à l’État et que, de l’autre, l’État est comme nous l’avons vu, l’un des principaux vecteurs assurant la stabilité des systèmes d’exploitations et d’oppressions. Tel que mentionné, il y a certes des avantages à l’action sociale – tels que la création d’un rapport de force dans le conflit social, l’éducation populaire de personnes impliquées, l’établissement d’un discours progressiste dans l’opinion publique ou encore l’amélioration ou le maintien de services sociaux. Mais cela dit, est-ce que cela est suffisant afin de permettre une transformation sociale? Ou n’est-ce pas seulement des actions rendant l’invivable vivable afin de contenir les insatisfactions et la colère des personnes dominées? En d’autres mots, est-il possible de véritablement vaincre le patriarcat et le néolibéralisme – et le capitalisme par extension – en s’adressant à l’État, appareil qui est à la fois modulé et renforcé par ces deux systèmes d’oppression?

ANNEXE A – FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Le féminisme dans les organisations mixtes prônant l'action sociale

Personne responsable du projet

Chercheure responsable du projet :

Katherine Ruault

Programme d'étude : Travail social

Courriel : katherine.ruault@gmail.com

Téléphone : 514.891.4011

Direction de recherche

Direction de recherche : Louis Gaudreau

École de Travail Social

Courriel : gaudreau.louis@uqam.ca

Téléphone : 514.987.3000 post 5101

But général du projet

Vous êtes invitée, invité à prendre part à un projet visant à comprendre en quoi le militantisme mixte peut contribuer à la lutte féministe et à la transformation des rapports sociaux de sexes.

Tâches qui vous seront demandées

Votre participation consiste à donner une entrevue individuelle au cours de laquelle il vous sera demandé de décrire, entre autres choses, votre expérience passée à l'intérieur d'une organisation mixte, votre vision des dynamiques organisationnelles internes ainsi que votre compréhension des rapports sociaux de sexe à l'intérieur de l'organisation où vous avez milité. Cette entrevue est enregistrée numériquement avec votre permission et prendra environ 1 heure et demie de votre temps. La transcription sur support informatique qui en suivra ne permettra pas de vous identifier. Vous serez recontacté-e à la fin de l'analyse des résultats pour participer à un entretien non-mixte (homme/femme) de groupe portant sur ces résultats avec les autres participants ou participantes de la recherche si vous le souhaitez. La participation à cet entretien sera volontaire et vous pourrez accepter ou refuser d'y participer suite à la convocation.

Moyens de diffusion

Les résultats de cette recherche seront publiés dans notre mémoire de maîtrise et pour de potentielles publications ou communications liées à cette recherche.

Avantages et risques

Votre participation contribuera à l'avancement des connaissances par une meilleure compréhension des rapports sociaux de sexe à l'intérieur d'organisation mixte. Il n'y a pas de risque d'inconfort important associé à votre participation à cette rencontre. Vous devez cependant prendre conscience que certaines questions pourraient raviver des émotions désagréables liées à une expérience de recherche que vous avez peut-être mal vécue. Une ressource d'aide appropriée pourra vous être proposée si vous souhaitez discuter de votre situation. Vous demeurez libre de ne pas répondre à une

question que vous estimez embarrassante sans avoir à vous justifier. Il est de la responsabilité de la chercheuse de suspendre ou de mettre fin à l'entrevue si cette personne estime que votre bien-être est menacé.

Anonymat et confidentialité

Il est entendu que les renseignements recueillis lors de l'entrevue sont confidentiels et que seules la personne responsable du projet et sa direction de recherche auront accès à l'enregistrement de votre entrevue et au contenu de sa transcription. Le matériel de recherche (enregistrement numérique et transcription codée) ainsi que votre formulaire de consentement seront conservés séparément sous clé par la personne responsable du projet pour la durée totale du projet. Les enregistrements ainsi que les formulaires de consentement seront détruits dans le mois suivant la réception de l'avis d'acceptation officielle du mémoire.

Participation volontaire

Votre participation à ce projet est volontaire. Cela signifie que vous acceptez de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure et que, par ailleurs, vous êtes libre de mettre fin à votre participation en tout temps au cours de cette recherche. Dans ce cas, les renseignements vous concernant seront détruits. Votre accord à participer implique également que vous acceptez que la responsable du projet puisse utiliser aux fins de la présente recherche (incluant la publication d'articles, d'un mémoire, la présentation des résultats lors de conférences ou de communications scientifiques) les renseignements recueillis à la condition qu'aucune information permettant de vous identifier ne soit divulguée publiquement à moins d'un consentement explicite de votre part.

Compensation financière

Votre participation à ce projet est offerte gratuitement.

Questions sur le projet et sur vos droits

Vous pouvez nous contacter pour des questions additionnelles sur le projet. Vous pouvez également discuter avec la direction de recherche des conditions dans lesquelles se déroule votre participation et de vos droits en tant que personne participant à la recherche.

Le projet auquel vous allez participer a été approuvé sur le plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains par le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants (CERPÉ) de la Faculté des sciences humaines de l'UQAM. Pour toute question ne pouvant être adressée à la direction de recherche ou pour formuler une plainte ou des commentaires, vous pouvez contacter la présidente du comité par l'intermédiaire de la coordonnatrice du CERPÉ, Anick Bergeron, au 514 987-3000, post 3642, ou par courriel à l'adresse suivant : bergeron.anick@uqam.ca.

Remerciements

Votre collaboration est importante pour la réalisation de ce projet et nous vous en remercions.

*Signatures**Participante, Participant*

Je reconnais avoir lu le présent formulaire et consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que la personne responsable du projet a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai disposé de suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme, ni justification à donner. Il me suffit d'en informer la personne responsable du projet.

Je souhaite être informée, informé des résultats lorsqu'ils seront disponibles : ☐ oui ☐ non

Je souhaite être conviée, convié à l'entretien de groupe sur résultats de la recherche : ☐ oui ☐ non

Nom, en lettres moulées, et coordonnées

Signature de la participante, du participant

Date

Personne responsable du projet

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages et les risques du projet à la personne participante et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Signature de la personne responsable

Date

ANNEXE B – GUIDE D'ENTRETIEN

A – Ouverture de l'entrevue : la participation et l'expérience individuelle au sein de l'organisme

1. Est-ce que tu peux me décrire ton parcours militant en comprenant ton expérience au sein de l'ASSÉ/FRAPRU en quelques mots?

— Qu'est-ce qui te pousse à t'impliquer?

2. Quel type de tâches et d'actions, as-tu effectué ou tu effectues le plus fréquemment?

— Peux-tu me décrire une journée typique de travail/implication?

— Comment qualifierais-tu la valorisation de tes tâches et actions par tes collègues?

3. Quelles sont les priorités de l'ASSÉ FRAPRU selon toi?

B — Les processus de décision et les pratiques organisationnelles

4. Peux-tu m'expliquer brièvement le mode de fonctionnement et le processus de décision de l'ASSÉ/FRAPRU?

— Où est-ce que les décisions sont prises? Qui peut participer à ces rencontres?

— Quelle est ton opinion sur cette manière de fonctionnement? Est-ce que tu crois que certaines personnes sont désavantagées?

5. Existe-t-il des réseaux informels ou liens informels dans ton organisation et qui en fait partie? Est-ce que tu crois que ces réseaux ont un impact sur les décisions collectives? Si oui, le ou lesquels?

C- le pouvoir, la répartition des tâches et les rapports de domination

6. Comment perçois-tu la répartition du pouvoir dans ton organisme?

— Comment perçois-tu ton propre pouvoir au sein de l'organisation?

— Est-ce qu'il existe des postes qui ont plus de responsabilités ou de visibilité? Et si oui, qui siège sur ces postes?

7. Comment perçois-tu la répartition des tâches dans ton organisme?

— Selon toi, existe-t-il des différences entre les hommes et les femmes dans les organisations au sein desquelles tu t'es impliquée?

— Est-ce qu'il existe des tâches qui sont considérées comme plus féminines et d'autres, plus masculines?

8. Existe-t-il selon toi des rapports de domination dans l'organisation? Si oui peux-tu me les décrire en quels mots?

D — les possibilités féministes au sein de l'organisation

9. En quoi, selon toi, l'ASSÉ/FRAPRU est une organisation féministe?

- Peux-tu me décrire comment les principes féministes ont été établis?
- Comment sont appliquées les revendications féministes?
- Quelles sont les stratégies mises en place pour favoriser la participation des femmes et/ou la mise en place et l'application de principes féministes?

10. Quelle est ta perception du comité femmes de l'ASSÉ/FRAPRU et de ce qu'il représente au sein de l'organisation?

- Peux-tu me décrire son fonctionnement et son historique?

12. Selon ton expérience, quels sont les points de convergence ou de divergence entre les revendications féministes et les revendications qui adressent une critique au néolibéralisme au sein de l'ASSÉ FRAPR?

- En quoi est-ce que les pratiques de ton organisme correspondent ou divergent des principes et des revendications féministes?

- Selon toi, qu'est-ce que les principes ou les revendications féministes apportent à l'ASSÉ/FRAPRU et à la mission première (droit à l'éducation/au logement contre l'austérité)? Quelles sont leurs importances? Leur impact sur l'organisme et sur la lutte menée?

13. Quelles seraient les manières d'améliorer l'articulation entre la mission première de l'ASSÉ/FRAPRU et le féminisme selon toi?

- Qu'est-ce que tu penses qui serait à améliorer?
- Est-ce que tu penses qu'il y aurait des réticences à ces changements?

13. Finalement, comment les principes et les actions féministes de l'organisation nationale se répercutent au sein des groupes locaux?

- Existe-t-il une réelle appropriation de ces principes par ces groupes?
- Quels sont les facteurs favorisant ou défavorisant cette appropriation ou cet intérêt selon toi?

--> Quelque chose à rajoute?

E — Questions courtes de type sociodémographique

Nom :

Âge :

Genre :

Courriel :

Niveau d'étude :

Parcours militant (année d'implication, lieu, poste) :

ANNEXE C – GRILLES D'OBSERVATION

ASSÉ

| Sexe | Association | Durée de l'intervention | Fréquence d'intervention | Type argumentaire | Nature de l'intervention | Mots utilisés |
|------|-------------|-------------------------|--------------------------|-------------------|--------------------------|---------------|
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

FRAPRU

| Sexe | Poste | Durée de l'intervention | Fréquence d'intervention | Type et ton argumentaire | Nature de l'intervention | Mots utilisés |
|------|-------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------|
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

ANNEXE D – LISTE DE LA DOCUMENTATION GRISE

ASSÉ. (2013b). *Petit livre mauve de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante* (version du 24 octobre 2013). [Document non publié].

ASSÉ. (2014a). *Statuts et règlements de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)*. (version du 26 et 27 avril 2014). [Document non publié].

ASSÉ. (2014b). *Cahier des revendications*, Récupéré de <http://www.asse-solidarite.qc.ca/wp-content/uploads/2014/09/cahier-des-revendications-derniere-mise-a-jour-avril-2014.pdf>

ASSÉ. (2014c). *Nouveau code des règles de procédures de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante*. (version du 23 février 2014).

ASSÉ. (2015d). *Luttes : féminisme*. Récupéré de <http://www.asse-solidarite.qc.ca/lutte/feminisme>

ASSÉ. (2015e). *Procès-verbal du Congrès annuel des 25 et 26 avril 2015 de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante*. [Document non publié].

ASSÉ. (2016a). *Historique*. Récupéré de <http://www.asse-solidarite.qc.ca/asse/historique>

ASSÉ. (2016b). *Présentation*. Récupéré de <http://www.asse-solidarite.qc.ca/asse/presentation/>

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (2016). *Qui sommes-nous?* Récupéré de <http://nonauxhausses.org/a-propos/declaration/>

Comité femmes de l'ASSÉ. (2013a, 21 février). *À propos des rapports de domination dans les instances de l'ASSÉ*. [Document non publié].

Comité femmes de l'ASSÉ. (2014). *Atelier de formation pour soutenir les survivantes d'agression sexuelle*. Récupéré de www.asse-solidarite.qc.ca/evenement/atelier-sur-les-agressions-sexuelles/

Comité femmes de l'ASSÉ. [s. d.]. *Le langage de la domination*. Récupéré de <http://www.asse-solidarite.qc.ca/wp-content/uploads/2013/03/le-langage-de-la-domination.pdf>

FRAPRU. (2012). *Statuts et règlements*. [Document non publié].

FRAPRU. (2014). *Répertoire des résolutions adoptées par le FRAPRU depuis 1999 et toujours en vigueur*. [Document non publié].

FRAPRU. (2013). *Urgence en la demeure Rapport de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement*, Récupéré de <http://www.frapru.qc.ca/wp-content/uploads/2013/11/RapportFinalComplet.pdf>

FRAPRU. (2015a). À propos. Récupéré de <http://www.frapru.qc.ca/a-propos/>

FRAPRU. (2015b, mars). *Femmes, logement et pauvreté*. Récupéré de <http://www.frapru.qc.ca/wp-content/uploads/2015/03/Femmes-logement-et-pauvrete.pdf>

FRAPRU. (2015c). *Code de vie : Pour les instances, activités et actions du FRAPRU*. [Document non publié].

FRAPRU. (2016). *Historique*. Récupéré de www.frapru.qc.ca/a-propos/historique

BIBLIOGRAPHIE

- Abramovitz, M. et Zelnick, J. (2010). Double Jeopardy: The Impact of Neoliberalism on Care Workers in The United States and South Africa. *International Journal of Health Services*. 40(1), 97-111.
- Acker, J., (2006). Inequality regimes : gender, class, and race in Organizations. *Gender ans Society*. 20(4), 441-464.
- Alerta feminista. (2014-). [Groupe facebook]. Récupéré de www.facebook.com/alerta.feminista/
- Allard, S. (2014, 21 décembre). Dénonciations à l'UQAM: l'origine de la colère. *La presse*. Récupéré de www.lapresse.ca/actualites/education/201412/20/01-4829963-denonciations-a-luqam-lorigine-de-la-colere.php
- Alvarez, E., & Parini, L. (2005). Engagement politique et genre : la part du sexe. *Nouvelles Questions Féministes*, 24(3), 106–121.
- Bargel, L. (2005). La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militantes. *Nouvelles Questions Féministes*. 24(3), 36–49.
- Beauzamy, B. (2005). Quel est le coût de l'intégration des mouvements féministes à la sphère altermondialiste ?. *Anthropologie et Sociétés*. 29, 59–76.
- Bédard, M. (2013). *Séminaire de méthodologie, GE -8011* (10^e version). Université du Québec à Montréal, Département de géographie.
- Bereni L. et Revillard A. (dir.). (2012). Les femmes contestent : Genre, féminismes et mobilisations collective. *Sociétés contemporaines*, 2012/1 85, 5-15.
- Bidet-Mordel, A. (dir.). (2010). *Les rapports sociaux de sexe*. Paris : Presse Universitaires de France.
- Bourque, D., Comeau, Y., Favreau, L. et L. Fréchette (dir.) (2008). *L'organisation communautaire. Fondements, approches et champs de pratique*, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Brouillette, V., Guay, N. et Achard F. (2010). Portrait des luttes féministes dans les organisations mixtes. [Chapitre de livre]. Dans *Nouveau Cahiers du socialisme* :

- Luttes, oppressions, rapports sociaux de sexe*, 4 (p. 219-229). Montréal : Écosociété.
- Blais, M. et Courcy, I. (2013). Regards féministes matérialistes sur la pensée de Marx. dans Dupuis-Déri, F. (dir.). *Par-dessus le marché! réflexions critiques sur le capitalisme*. Montréal : Écosociété. 186-221.
- Braedley, S. et Luxton M. (2010). *Neoliberalism and everyday life*. Montréal : McGill-Queen's University Press.
- Breton, É., Grolleau, J., Kruzynski, A., & Saint-Arnaud-Babin, C. (2007). Mon/notre/leur corps est toujours un champ de bataille. *Recherches féministes*, 20(2), 113-139.
- Bourdin, A. (2008). « Gentrification : un concept à déconstruire ». *Espaces et sociétés*. 132-133, 23-37.
- Buscatto, M. (2009). Syndicalisme en entreprise : une activité si “masculine”... ». [Chapitre de livre]. Dans O. Fillieule et P. Roux (dir.), *Le sexe du militantisme* (p. 75-91). Lausanne : Sciences Po. Les Presses.
- Chaponnière, C. et Chaponnière M. (2006). La mixité. Gollion : Infolio.
- Chrétien, M.-S. (2012, 17 novembre). Non, c'est non !. *Union libre*, 7(2), Récupéré de www.unionlibre.net/non-cest-non/
- Conseil du statut de la femme. (2012, octobre). *Les femmes et le Plan Nord : pour un développement nordique égalitaire*. Québec. Récupéré de <https://www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/avis-les-femmes-et-le-plan-nord-pour-un-developpement-nordique-egalitaire.pdf>
- Corbeil C. et Marchand I. (2006). Penser l'intervention féministe à l'aune de l'approche intersectionnelle : défis et enjeux. *Nouvelles pratiques sociales*, 19(1), 40-57.
- Corbeil C. et Marchand I. (dir.). (2010). *L'intervention féministe d'hier à aujourd'hui : portrait d'une pratique sociale diversifiée*. Montréal : Remue-ménage.
- Couturier, É. et Tremblay-Pépin, S. (2015). *Les mesures d'austérité et les femmes : analyse des documents budgétaires depuis novembre 2008*. Récupéré de <http://iris-recherche.qc.ca/publications/austerite-femmes>
- Couturier, É. et Posca, J. (2015). *Tâches domestiques: encore loin d'un partage équitable*. Récupéré de <http://iris-recherche.qc.ca/publications/taches-domestiques>

- Dagenais Guertin, A. (2010). *Le féminisme dans l'ASSÉ : Problématiques et stratégies d'intégration*. Université Concordia. Récupéré de <http://ancien.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/femmes/Le%20feminisme%20a%20l'ASSE%20%282010%29.pdf>
- Dardot, P. et Laval, C. (2009). *La nouvelle raison du monde : essai sur la société néolibérale*. Paris : Éditions La Découverte.
- Delphy, C. (2013a [1970]) L'ennemi principal. [Chapitre de livre]. Dans *L'ennemi principal : 1. Économie politique du patriarcat*, (3^e éd., p. 31-52). Paris : Syllepse.
- Delphy, C. (2013b [1976]) Capitalisme, Patriarcat et lutte des femmes. [Chapitre de livre]. Dans *L'ennemi principal : 1. Économie politique du patriarcat*, (3^e éd., p. 229-241). Paris : Syllepse.
- Delphy, C. (2013c [1977]) Nos amis et nous. [Chapitre de livre]. Dans *L'ennemi principal : 1. Économie politique du patriarcat*, (3^e éd., p. 151-193). Paris : Syllepse.
- De Sève, M. (1981). C'est au socialisme de devenir féministe. *Cahiers du socialisme*, 8, 82-107.
- De Sève, M. (1994). Femmes, action politique et identité. *Cahier de recherche sociologique*, 23, 25-39.
- Descarries, F., et Corbeil, C. (1997). Égalité, solidarité et survie : les pratiques du mouvement des femmes au Québec. *Nouvelles pratiques sociales*, 10(1), 19-28.
- Deslauriers, J.-P. et Kérisit, M. (1997). Le devis de recherche qualitative. [Chapitre de livre]. Dans Poupard, Deslauriers, Groulx, Laperrière, Mayer et Pirès Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives. *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologique*, (p. 85-111). Boucherville : Gaétan Morin éditeur.
- Digby T. (dir.). (1998). *Men Doing Feminism*. New York : Routledge.
- Doré, G. (1985). L'organisation communautaire : définition et paradigme. *Service social*, 34(2-3), 210-230.
- Dorlin, E. (2008). *Sexe, genre et sexualité. Introduction à la théorie féministe*. Paris : PUF.
- Duclos, A.-M. (2015). *Le néolibéralisme et l'éducation au Québec*. Récupéré le 17 mars 2016 de <http://iris-recherche.qc.ca/recherche?q=Anne-Marie+Duclos>

- Dulong, Y. (2010). À la poursuite de la masculinité hégémonique. [Chapitre de livre]. Dans *Nouveau Cahiers du socialisme : Lutttes, oppressions, rapports sociaux de sexe*, 4 (p. 177-186). Montréal : Écosociété.
- Dumont, M. (2013). *Pas d'histoire les femmes*. Montréal : Édition du Remue-Ménage.
- Dumont, M. et Toupin L. (2003). *La pensée féministe au Québec*. Montréal : Édition du Remue-Ménage.
- Dunezat, X. (2004). *Chômage et action collective. Lutttes dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*. (Thèse de doctorat non publiée). Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines.
- Dunezat, X. (2009). Trajectoires militantes et rapports sociaux de sexe. [Chapitre de livre]. Dans O. Fillieule et P. Roux (dir.), *Le sexe du militantisme* (p. 243–260). Lausanne : Sciences Po. Les Presses.
- Duperré, M. (2008). La rationalité des émotions dans les processus de mobilisation collective. *Service social*, 54(1), 67–81.
- Dupuis-Déri, F. (dir.). (2008). *Québec en mouvements : idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux.
- Dupuis-Déri, F. (2008b). Les hommes proféministes : compagnons de route ou faux amis. *Recherches féministes*, 21(1). 149-169.
- Dupuis-Déri, F. (2009). L'anarchisme face au féminisme. [Chapitre de livre]. Dans O. Fillieule et P. Roux (dir.), *Le sexe du militantisme* (p. 187–204). Lausanne : Sciences Po. Les Presses.
- Dupuis-Déri, F. (2010). Hommes anarchistes face au féminisme : Pistes de réflexion au sujet de la politique, de l'amour et de la sexualité. *Réfractons*, 24, 107-122.
- Dupuis-Déri, F. (2014). Petit guide de "disempowerment" pour hommes proféministes. *Possibles*, 38. Récupéré de <http://redtac.org/possibles/2014/07/17/petit-guide-de-disempowerment-pour-hommes-profeministes/>
- Duriez, H. (2009). Des féministes chez les libertaires : remue ménage dans le foyer anarchiste. [Chapitre de livre]. Dans O. Fillieule et P. Roux (dir.), *Le sexe du militantisme* (p. 167-186). Lausanne : Sciences Po. Les Presses.

- Dworkin, A. (1981). Le pouvoir. *Pornography : Men possessing Women*. New York : Perigee, 13-25.
- Falquet, J. (2005). Trois questions aux mouvements sociaux « progressistes » : Apports de la théorie féministe à l'analyse des mouvements sociaux. *Nouvelles Questions Féministes*, 24(3), 18-35.
- Falquet, J. (2009). La règle du jeu : Repenser la co-formation des rapports sociaux de sexe, de classe et de race dans la mondialisation néolibérale. [Chapitre de livre]. Dans E. Dorlin (dir.). *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination* (p.71-90) Paris : PUF.
- Fillieule, O. (2009). Travail militant, action collective et rapports de genre. [Chapitre de livre]. Dans O. Fillieule et P. Roux (dir.), *Le sexe du militantisme* (p. 21-72). Lausanne : Sciences Po. Les Presses.
- Fillieule, O. et Roux P. (dir.) (2009). *Le sexe du militantisme*, Lausanne : Sciences Po. Les Presses.
- Fillieule O. et Masclet C. (2013). Genre et Mouvements sociaux. Dans C. Achin et L. Bereni (dir.). *Dictionnaire Genre et science politique*, Paris: Sciences Po. Les Presses.
- FFQ. (2011, janvier). « Tournés vers l'avenir ! » *Ou comment un gouvernement œuvre au recul du droit des femmes à l'égalité*. Mémoire déposé aux consultations pré-budgétaires du Québec 2011-2012. Récupéré de http://www.fafmrq.org/wp-content/uploads/2014/04/2011-01MemPrebudgetaireG13.pdg_.pdf
- Fortier, A., Kruzynski, A., Leblanc, J., Newbold, L., Pirotte, M. et Riot C. (2009). Questionnements sur la compréhension de militantEs libertaires Queer et féministes au Québec à l'égard du Nous femmes et de la non-mixité : recoupements et divergences. Dans F. Descarries et L. Kurtzman (dir.). *Cahiers de l'IREF/UQAM*, 19, 25-36.
- Galerand, E. (2007). *Les rapports sociaux de sexe et leur (dé)matérialisation : retour sur le corpus revendicatif de la Marche mondiale des femmes de 2000*. (Thèse de doctorat). Université du Québec à Montréal. Récupéré d'Archipel, l'archive de publications électroniques de l'UQAM <http://www.archipel.uqam.ca/2456/>
- Galerand, E. (2009). Contradiction de sexe et de classe : la marche mondiale des femmes de 2000. [Chapitre de livre]. Dans O. Fillieule et P. Roux (dir.), *Le sexe du militantisme* (p. 243–260). Lausanne : Sciences Po. Les Presses.

- Gaudreau, L. (2011). Participer, mais à quoi? Les limites du partenariat local en matière de développement urbain, *Nouvelles pratiques sociales*, 25(2), 83-96.
- Gill, L. (2004) *Le néolibéralisme*. Montréal : Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM.
- Gingras, A.-M., Maillé C. et Tardy. É. (1989). *Sexes et militantisme*. Montréal : CIDIHCA.
- Giraud, I. et Dufour, P. (2010). *Dix ans de solidarité planétaire : perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes*, Montréal : Remue-ménage.
- Guberman, N. (2004). Les pratiques démocratiques en action. [Chapitre de livre]. Dans N. Guberman J. Lamoureux, J. Beeman, D. Fournier et L. Gervais. *Le défi des pratiques démocratiques dans les groupes de femmes* (p.151-182). Montréal : Éditions Saint-Martin.
- Guillaumin, C. (1978). Pratique du pouvoir et idée de Nature (1) l'appropriation des femmes. *Questions Féministes*, 2, 5-30.
- Guillaumin, C. (1992). *Sexe, race et pratique du pouvoir : l'idée de nature*. Paris : Côté-femmes.
- Hanley, J., Kruzynski A. et Shragge E. (2013). La place de "la communauté" dans le développement social : une politique néolibérale ou un site de transformation sociale? [Chapitre de livre]. Dans E. Harper et H. Dorvil (dir.) *Le travail social : théories, méthodologies et pratiques* (p.145-167). Québec : PUQ.
- Hartsock, N. (1983). The Feminist standpoint : Developing the ground for a specifically feminist historical materialism, [Chapitre de livre]. Dans S. Harding (dir.) (2003). *The feminist standpoint theory reader : intellectual and political controversies* (p.35-54). New York : Routledge.
- Harvey, D. (2006). Neo-liberalism and the restoration of class power. [Chapitre de livre]. *Spaces of global capitalism* (p. 9-68) London : Verso.
- Holstrom, N. (dir.). (2002). *The socialist feminist project : a contemporary reader in theory and politics*. New York : Monthly review press.
- Hurteau, P. (2012). L'État néolibéral : la construction politique du désastre. [Chapitre de livre]. Dans B. Élie, et C. Vaillancourt (dir.). *Sortir de l'économie du désastre : austérité, inégalités, résistances*, (p.17-29). Ville Mont-Royal : M éditeur.

- Irons, J. (1998). The Shaping of Activist Recruitment and Participation: A Study of Women in the Mississippi Civil Rights Movement. *Gender and Society*, 12(6), 692-709.
- Juteau, D. (2010). « Nous » les femmes : sur l'indissociable homogénéité et hétérogénéité de la catégorie. *L'homme et la société*, 2010 2/3(176-177), 65-81.
- Kergoat D. (1992). La coordination infirmière, un mouvement de femmes. [Chapitre de livre]. Dans D. Kergoat, F. Imbert, H. Le Doaré et D. Sénotier. *Les infirmières et leur coordination* (p. 115-125). Paris : Lamarre.
- Kergoat D. (2001). Le rapport social de sexe. De la reproduction des rapports sociaux à leur subversion. [Chapitre de livre]. Dans A. Bidet-Mordel (dir.). *Les rapports sociaux de sexe* (p. 85-100). Paris : PUF. Actuel Marx, 30.
- Kergoat, D. (2012a). *Se battre, disent-elles...* Paris : La Dispute.
- Kergoat, D. (2012b, mai). *Cycle de conférences filmées : Quarante ans de recherches sur les femmes, le sexe et le genre*. Actes du colloque organisé par L'Institut Emilie du Châtelet et le Centre audiovisuel Simone de Beauvoir. Paris. France. Récupéré de http://www.dailymotion.com/video/xrlnhg_conference-de-daniele-kergoat-5-mai-2012_school
- Keucheyan, R. (2010). E.P. Thompson : la théorie constructiviste des classes sociales. *Hémisphère gauche : une cartographie des nouvelles pensées critiques* (p. 266-272). Montréal : LUX.
- Kruzynski, A. (2004). De l'Opération SalAMI à Némésis : le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois. *Recherches féministes*, 17, 227-262.
- Kruzynski A. (2005). Trajectoires de militantes dans un quartier ouvrier de Montréal : trente ans de changement. *Nouvelles Questions Féministes*, 24(3), 86-104.
- Lacoursière, B. (2008). Le retour à un mouvement étudiant combatif et démocratique. [Chapitre de livre]. Dans Dupuis-Déri F. (dir.). *Québec en mouvement* (p. 71-95). Montréal : Lux.
- Lafrance, X. (2012). Sociétés contemporaines et actualité de l'analyse de classe : une critique des théories de la société postindustrielle et des conceptions statiques des classes sociales. *Cahiers de recherche sociologique*, 52, 215-242.
- Lamoureux, D. (2004). Le féminisme et l'altermondialisation. *Recherches féministes*, 17(2), 171-194.

- Lamoureux, D. (2010). Un État capitaliste certes, mais également sexiste et raciste. [Chapitre de livre]. Dans *Nouveau Cahiers du socialisme : Lutttes, oppressions, rapports sociaux de sexe*, 4 (p. 23-36). Montréal : Écosociété.
- Lamoureux, D. (2013) Un combat pour l'égalité et la justice sociale. *Relations*, 762, 13-16.
- Lamoureux, H. (2007). *L'action communautaire : des pratiques en quête de sens*, Montréal : vlb éditeur.
- Lamoureux, H. (2010). *La pratique de l'action communautaire autonome : origine, continuité, reconnaissance et ruptures*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Lemay, G. (2001). *Le rapport au pouvoir des femmes et des hommes et la représentation des femmes au Bureau de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)*. (Mémoire de maîtrise non publié). Université du Québec à Montréal.
- Löwy, I. (2006). *L'emprise du genre : masculinité, féminité, inégalité*. Paris : La Dispute.
- Mace G. et Pétry F. (2000). *Guide d'élaboration d'un projet de recherche*. Québec : Les Presse de l'Université Laval.
- Maroney, J. H. et Luxton M. (1987). *Feminism and political economy : Women's Work, Women's Struggles*. Toronto : Methuen.
- Marty, C. (2012). *Les femmes face à la crise et à l'austérité*, Récupéré de : http://www.espaces-marx.net/IMG/pdf/T_N10_Marty.pdf
- Marx K. et Engels F. (1848). *Le manifeste du parti communiste*. Récupéré de : http://classiques.uqac.ca/classiques/labriola_antonio/essais_materialisme_historique/Essai_3_Manifeste_PC/labriola_appen_manifeste.pdf
- Mathieu, L. (2004). *Comment lutter ? : sociologie et mouvements sociaux*. Paris : Les éditions Textuel.
- Mayer, S. (2011). *Du « Nous femmes » au « Nous féministes » : l'apport des critiques anti-essentialistes à la non-mixité organisationnelle*, (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal. Récupéré d'Archipel, l'archive de publications électroniques de l'UQAM <http://www.archipel.uqam.ca/4279/>
- McAdam, D. (1988) *Freedom Summer*. Oxford : Oxford University Press.

- McNally, D. (2013). *Panne globale : Crise, austérité et résistance*. Montréal : Écosociété.
- Mongeau, P. (2008). *Réaliser son mémoire ou sa thèse. Côté jeans et côté tenue de soirée*. Québec : PUQ.
- Monnet, C. (1997). *La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation*. Récupéré de http://www.crac-kebec.org/files/homme_femmeetconversation.pdf
- Neveu, É. (2011). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte.
- Nos corps valent plus que votre confort! Agresseurs dehors! (2015). [tract distribué dans lors de la manifestation montréalaise du 2 avril 2015]. Récupéré de https://drive.google.com/file/d/0B1GtN8BBNr_LZ29HQU5tTS0zYWs/edit
- OCDE (2011). *Rapport sur l'initiative de l'OCDE pour la parité : l'égalité entre hommes et femmes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat*. Paris : éditions OCDE.
- Ollivier, M. et Tremblay M. (2000). *Questionnements féministes et méthodologie de la recherche*. Montréal : L'Harmattan.
- Ouellet F. et Saint-Jacques M.-C. (2000). Les techniques de l'échantillonnage. [Chapitre de livre]. Dans R. Mayer, F. Ouellet, M.-C. Saint-Jacques et D. Turcotte (dir.). *Méthodes de recherche en intervention sociale*. Boucherville : Gaëtan Morin éditeur.
- Paillé, P. et Muchielli A. (2012). *L'analyse qualitative en sciences humaines*. Paris : Armand Colin.
- Paquette, E. (2016). Ni déni ni police : réagir aux agressions sexuelles dans le mouvement étudiant. Le cas de l'AFESH de l'UQAM. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, 15, 196-200.
- Pelchat, Y. (2010). L'appel à la participation. Une vision privatisée de l'inégalité? *Nouvelles pratiques sociales*, 22(2), 114- 129.
- Pfefferkorn, R. (2007). *Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classes, rapports de sexe*. Paris : La Dispute.
- Pfefferkorn, R. (2012). *Genre et rapports sociaux de sexe*, Lausanne: Éditions page 2.

- Poupart, J. (1997). L'entretien de type qualitatif. [Chapitre de livre]. Dans Poupart, Deslauriers, Groulx, Laperrière, Mayer et Pirès Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives. *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologique* (p. 173-209). Boucherville : Gaétan Morin éditeur.
- Pryse, M. (2000). Trans/Feminist Methodology : Bridges to interdisciplinary Thinking. *NWSA Journal*, 12 (2), 105-118.
- Quénart, A. et Lamoureux, J. (2002). Femmes et engagement : représentations, espaces et enjeux. *Cahiers de recherche sociologique*, 37, 5-18.
- Quirion, M.-E. (2008). *Les rapports de pouvoir au sein des groupes militants radicaux*, (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal. Récupéré d'Archipel, l'archive de publications électroniques de l'UQAM <http://www.archipel.uqam.ca/1602/>
- Rocher, G. (1986). Droit, pouvoir et domination. *Sociologie et sociétés*, 18(1), 33-46.
- Roux, P., Perrin, C., Pannatier, G., & Cossy, V. (2005). Le militantisme n'échappe pas au patriarcat. *Nouvelles Questions Féministes*, 24(3), 4-16.
- Shragge, E. (2006). *Action communautaire : dérives et possibles*. Montréal : Écosociété.
- Snow D.A. et D. Trom. (2002) Tha case study and the study of social mouvement. [Chapitre de livre]. Dans B. Klandermans et S. Straggenborg (dir.). *Methods of social mouvement research* (p.151-152). Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Stall, S. et R. Stoecker (1998). Community Organizing or Organizing Community? Gender and the Crafts of Empowerment. *Gender and Society*, 12 (6), 729-756.
- Taylor, J. (1998). Feminist Tactics and Friendly Fire in the Irish Women's Movement. *Gender and Society*, 12 (6), 674-691.
- Tremblay-Fournier, C. (2013). La grève étudiante pour les nulles : qui paie le prix des résistances au capitalisme néolibéral ?. [Chapitre de livre]. Dans M.-E. Surprenant et M. Bigaouette. *Les femmes changent la lutte : Au cœur du printemps québécois*, (p.73-89), Montréal : les éditions du remue-ménage.

Vertova G. (2013, 27 avril). Feminization of austerity. *Women in the global crisis : a theoretical analysis and case study*. Acte de colloque Confronting capital organisé par Historical Materialism 2013, les 26, 27 et 28 avril 2013. New York. Récupéré de <http://wearemany.org/a/2013/04/feminization-of-austerity>

Young, I. M. (2012). Le genre, structure sérielle : penser les femmes comme un groupe social. *Recherches féministes*, 20(2), 7–36.

Young, I. M., (2011 [2001]). La démocratie délibérative à l'épreuve du militantisme. *Raisons politiques*, 42, 131-158.